



**RENCONTRE AVEC
L'INVENTEUR DE
LA PILULE ABORTIVE**

**FRANCE — LA VIOLENCE EN QUESTION
PAYS-BAS — LE MOUVEMENT PAYSAN,
UNE RÉVOLTE CONTRE LES ÉLITES**



Courrier international

N° 1692 du 6 au 12 avril 2023
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Algérie 330 F.C.A., Allemagne 6,30 €,
Andorre 6 €, Canada 9,25 \$ C.A.N.,
DOM 5,90 €, Espagne 5,50 €,
Grande-Bretagne £ 5,00, Italie 5,80 €,
Italie 5,50 €, Japon 1000 ¥,
Maroc 145 DH, Pays-Bas 6 €,
Portugal cont. 5,50 €,
Sénégal 3400 F.C.F.A., Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 X.F.F., Tunisie 9 DT,
Afrique C.F.A. autres 3600 F.C.F.A.

INDE LE PAS DE GEANT

*C'est le pays le plus peuplé
du monde. Sa jeunesse
et son économie en font
l'un des plus courtisés
par les investisseurs,
malgré le nationalisme du
gouvernement Modi.*



M 03183 - 1692 - F: 4,90 €





/ PRÊT À PERFORMER, MÊME PAR TEMPS DE PLUIE



MEILLEUR DE SA CATÉGORIE
SUR CHAUSSÉE HUMIDE¹



KILOMÉTRAGE
SUPÉRIEUR²



EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
AMÉLIORÉE²

TURANZA 6

NOUVEAU



AVEC LA TECHNOLOGIE ENLITEN



CONÇU POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES :
Pneu conçu pour répondre aux exigences spécifiques des véhicules électriques



^{1,2} **Bridgestone Europe NV/SA Succursale France - RCS 842 476 277**

Pour connaître le revendeur agréé Bridgestone le plus proche de chez vous,
visitez notre site internet www.bridgestone.fr

Pour plus de détails sur les résultats comparatifs et les indicateurs
de performance du produit, veuillez scanner le code QR.

BRIDGESTONE
Des solutions pour votre mobilité



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
VIRGINIE LEPETIT

Inde : le pas de géant

Record battu le 14 avril ? Ou bien depuis la fin de 2022 ? Selon que l'on se base sur les sources onusiennes ou bien sur la World Population Review, organisation indépendante spécialisée dans la démographie, l'Inde est – ou sera très bientôt – le pays le plus peuplé du monde. Devant la Chine. Mais peu importe la date exacte. Avec désormais plus de 1,4 milliard d'habitants, le pays culmine sur un sommet démographique, alors même que la Chine a révélé une baisse de sa population pour la première fois depuis plus de soixante ans, rappelle le site indien **Scroll.in** dans l'article qui ouvre notre dossier. Ce record, c'est bien sûr l'une des raisons qui nous ont poussés à choisir de mettre

ce sujet en une cette semaine. Mais ça n'est pas la seule. L'Inde est également l'une des économies les plus dynamiques. "Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour l'Inde une croissance économique de 6,1 % en 2023 – l'un des taux les plus élevés parmi les puissances économiques – et de 6,8 % en 2024", rappelle le **Financial Times**. Un titre s'accompagne de quelques obligations. Vis-à-vis notamment de la jeunesse indienne, celle que nous avons choisi de montrer, sûre d'elle, confiante, et prête à aller de l'avant, sur notre couverture. En effet, pour le moment, cette richesse n'est pas partagée. Elle ne se traduit pas par des emplois qualifiés, ni pour la jeune génération ni pour les femmes. Le taux de chômage ne cesse d'augmenter. L'emploi des femmes a quant à lui chuté à 19 %, soit deux fois moins que dans les années 1990. Un autre phénomène entrave le marché du travail : le sous-emploi, soit la présence de personnes à des

postes qui ne correspondent pas à leur profil. "Il y a des centaines de millions de jeunes Indiens qui tuent le temps au travail", estime Ashoka Mody, auteur de l'essai *India Is Broken* ("L'Inde est cassée"), dans le *Financial Times*. Pour transformer l'essai, l'Inde doit donc offrir des perspectives à la jeune génération. Mais cela n'entame pas l'attractivité internationale du pays. Avec la guerre en Ukraine et la montée en puissance de la Chine, l'Inde – qui assure la présidence tournante du G20 – est plus que jamais un partenaire stratégique pour les États-Unis et l'Europe. En 2022, "Modi [le Premier ministre] s'est entretenu en visioconférence avec Emmanuel Macron, et Joe Biden l'a félicité par téléphone pour [un] contrat avec Boeing. Entre-temps, le Premier ministre du Royaume-Uni, Rishi Sunak, dont le pays est l'un des bénéficiaires du contrat avec Airbus (Rolls-Royce va fabriquer les moteurs), a publié un tweet enthousiaste. Tout cela en dit long sur le rôle

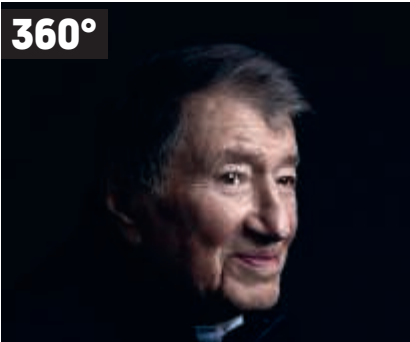
que l'Inde entend jouer vis-à-vis de l'Occident, un rôle défini dans la 'doctrine stratégique de l'hindutva' [hindouité]", rappelle **The Hindu** dans un formidable article que nous avons déjà publié dans notre hors-série *Géopolitique. Le monde de demain*, actuellement en vente. Et ça marche. L'Occident fait les yeux doux à New Delhi, quitte à fermer les yeux sur l'extrémisme du gouvernement Modi, qui bafoue la liberté d'expression, la liberté de la presse et, surtout, qui entretient – toujours au nom de l'hindutva, sa doctrine nationaliste – une haine contre les musulmans. "Le système indien est en train de tourner à la tyrannie totale", juge le politologue indien de renom Pratap Bhanu Mehta dans l'une de ses chroniques publiées par **The Indian Express**. L'exclusion ridicule de l'opposant Rahul Gandhi du Parlement, le 24 mars, la traque des membres de la société civile et

des organisations de recherche, la censure de l'information... tout indique que le seul objectif du régime est de "créer une peur omniprésente". Le parti de Narendra Modi, le Bharatiya Janata Party (BJP), ne tolère plus aucune forme d'opposition, estime Pratap Bhanu Mehta. Et depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous, en 2014, les crimes contre les minorités religieuses – et plus particulièrement contre les 200 millions de musulmans (14 % de la population) – ont été multipliés par quatre entre 2014 et 2019, indique **The Washington Post**. Un chiffre qui ne fait pour le moment pas frémir les partenaires commerciaux de l'Inde. Bonne lecture.

En couverture :
garçons à moto dans l'État du Gujarat (Inde), 2023.
Photo Kalpesh Lathigra.
Rencontre avec Étienne-Émile Baulieu, inventeur de la pilule. Photo Joël Saget/AFP



Sommaire



360°

LA RENCONTRE p.44

"Je voulais que l'avortement ne soit plus un problème"

The New York Times se penche sur l'extraordinaire carrière de l'endocrinologue Étienne-Émile Baulieu, inventeur de la pilule abortive, qui exerce encore à 96 ans.

SOMALIE p.22

Le retour du faucon noir

Trente ans après leur départ forcé, les États-Unis retrouvent un rôle sécuritaire et militaire dans le pays. En Afrique, Washington renoue avec la lutte contre le terrorisme.

FRANCE p.12

Quand la violence pourrit le conflit

Les règles du jeu qui, jusqu'ici, régissaient tacitement la violence dans l'Hexagone ont-elles changé, voire disparu ? se demande un journaliste britannique dans **The Local**. La police doit revoir ses méthodes, assure **Le Temps**.

ÉCONOMIE p.32

Un nouvel âge du capitalisme

L'implication des États pour résoudre le chaos bancaire témoigne d'un retour du colbertisme, juge **Bloomberg Opinion**. Yanis Varoufakis, estime, lui, qu'il faut en finir avec ce système.



PAVEL CONSTANTIN, ROUMANIE

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Bloomberg Opinion (bloomberg.com/opinion), New York, en ligne. **Cumhuriyet** Istanbul, quotidien. **Dzerkalo Tyjnia** Kiev, hebdomadaire. **O Estado de São Paulo** São Paulo, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **The Guardian** Londres, quotidien. **The Hindu** Madras, quotidien. **Irish Independent** Dublin, quotidien. **The Local** (thelocal.fr), Paris, en ligne. **Mail & Guardian** Johannesburg, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **Nihon Keizai Shimbun** Tokyo, quotidien. **NRC Handelsblad** Amsterdam, quotidien. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Project Syndicate** (project-syndicate.org), Prague, en ligne. **Scroll.in** (scroll.in), New Delhi, en ligne. **Le Temps** Genève, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SOMMAIRE

- 7 jours dans le monde**
6. Intelligence artificielle. Cessons de jouer avec le feu !
D'un continent à l'autre
10. États-Unis. L'inculpation de Donald Trump, un test pour la démocratie américaine
12. France. Quand la violence pourrit le conflit
14. Allemagne. Ceux qui doutent du soutien à l'Ukraine
16. Pays-Bas. La révolte des Néerlandais contre une élite hors-sol
18. Israël. Il faut en finir avec l'occupation
19. Turquie. Sur les terres de la confrérie Menzil
22. Somalie. Le retour du faucon noir
24. Zimbabwe. Ces jeunes diplômés qui font leur retour à la terre
25. Sénégal. Des éclaircissements, Monsieur le président !
À la une
26. Inde, l'autre géant asiatique
Transversales
32. Économie. Un nouvel âge du capitalisme financier
36. Environnement. Petit poisson ne deviendra pas grand
37. Signaux. Concerto du matin 360°
38. Portfolio. Contre-plongée dans les eaux hongroises
42. Cinéma. Une enfance en sourdine
44. Rencontre. Étienne-Émile Baulieu, l'inventeur de la pilule abortive



SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. L'état de Bakhmout

Alors que le groupe paramilitaire russe Wagner revendique la prise de la mairie de Bakhmout, **The Washington Post** révèle la construction par Moscou de kilomètres de tranchées pour protéger la presqu'île ukrainienne occupée de Crimée. Suivez au quotidien l'évolution de la situation avec la presse internationale.

France. Quelle sortie de crise ?

Avec une onzième journée de mobilisation le 6 avril, les opposants à la réforme des retraites ne baissent pas les bras. Les syndicats devaient être reçus la veille par la Première ministre. Retrouvez les analyses de la presse étrangère.

Royaume-Uni. The Digger, sans foi ni loi

À Glasgow, une feuille de chou consacrée aux crimes et aux gangs de la ville rencontre un improbable succès. Intrigué, un auteur de polars a rencontré le fondateur du journal, personnage aussi mystérieux que controversé.

L'horoscope de Rob Breznsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.



ERRATUM

Deux erreurs se sont glissées dans le numéro 1691, du 30 mars : la une qui accompagnait l'article sur Israël, p. 6, aurait dû être celle du journal **Israel Hayom** ; et la carte accompagnant l'article sur le Yémen, p. 19, une carte du Yémen. Nous vous présentons nos excuses.

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment la guerre en Ukraine bouleverse les alliances, renforce les autocraties, soude l'Occident et fait émerger un Sud global.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
 Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- 1 AN (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~237,20 €*~~
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **159 €** au lieu de ~~290,60 €*~~

RCO23BO01

Monsieur Madame

NOM..... PRÉNOM.....

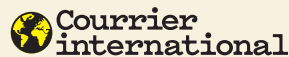
ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/ours2023>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

*Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31/3/2024 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, voir notre site. Visuels non contractuels. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services.
 Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales de Courrier international par voie postale. Je ne souhaite pas recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international par voie postale.
 Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CSV sont consultables et téléchargeables en suivant ce lien : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>



Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier 📧

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
 abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
 expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
 abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec
 directeur et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
 Actionnaire : La Société éditrice du Monde
 Président du directeur, directeur de la publication :
 François-Xavier Devaux
 Directrice de la rédaction, membre du directeur : Claire Carrard
 Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
 Dépôt légal Avril 2023. Commission paritaire n° 0727 c 82101.
 ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel lecteurs@courrierinternational.com
 Directrice de la rédaction Claire Carrard (16 58) Rédactrice en chef Virginie Lepetit (16 12) Rédacteurs en chef adjoints Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31), Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Héléne Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) AMÉRIQUES Béranère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 33), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagishita (Japon). MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parthiz (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Ouméma Nechi HISTOIRE Mélanie Lifschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondel (éditeur web), Antoine Cuny-Le Callet, Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Lifschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérol, Julie Martin, Anne Romefort

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable) WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé ICONOGRAPHIE Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) MAQUETTE Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Thierry Gauthé (16 70) INFOGRAPHIE Catherine Doutey (16 66)

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE : Maury, 45330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Giuseppe Ardiri, Etienne Bianchi, Jean-Baptiste Bor, Anne-Dominique Bouille, François Burkard, Elisabetta Di Matteo, Christina Genet, Mona Guichard, Mehdi Harmi, Lucie Hoarau, Hong-Kyung Kang, Valentine Morizot, Astrid Mouget, Derwell Queffelec, Maëlys Sour, Leslie Souvanlasy, Maddalena de Vio

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international Steve Dablin (01 57 28 38 84) Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) Directeur délégué, pôle Agences François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steve Dablin (steve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellana (16 06) Gestion Lucie Madalena (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Directeur de la diffusion et de la production Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 22 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino Responsable du numérique Kevin Jolivet, Louise Dugeaj (développement web)

Modifications de services ventes au numéro, réassortissements 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Réassortissements, A2100 – 62066 Arras Cedex 9 tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au samedi de 9h à 18h) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 129 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>. Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.



Origine du papier : UK, Allemagne, 100% de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Émissions : Ptot : 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100% avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



La chaîne
de l'espoir

POUR SON OPÉRATION
À CŒUR OUVERT,
IL N'AURA PAS À ATTENDRE

912
JOURS

Objectif 0 jour

PLUS VOUS DONNEZ
MOINS IL ATTEND

Ensemble, sauvons de toute urgence
les enfants malades.

Soigner et opérer, former des médecins locaux,
bâtir et équiper des hôpitaux, dépister et sensibiliser...
Nous intervenons partout dans le monde
auprès des enfants et des femmes,
pour améliorer leurs conditions de vie.



Soigner - Former - Bâtir - Dépister

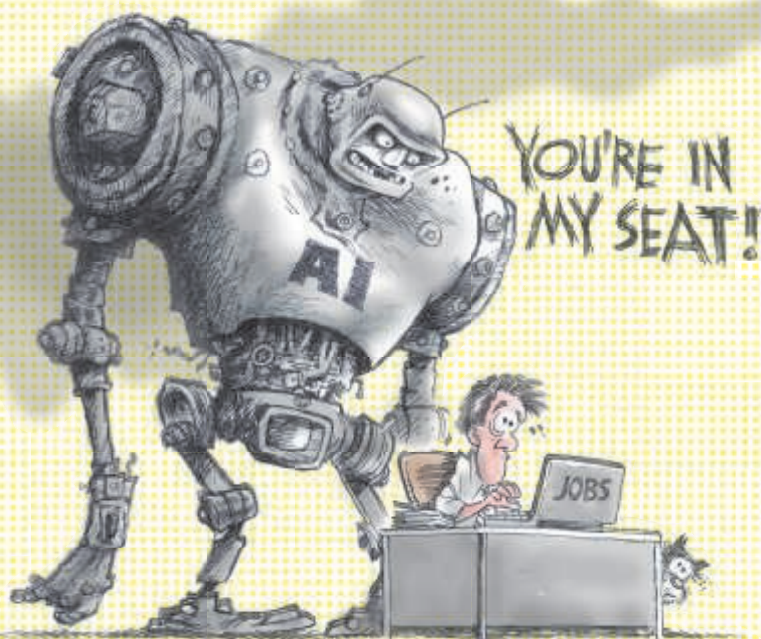
Donnez sur chainedelespoir.org - 01 44 12 66 66*

* Prix d'un appel local depuis un poste fixe. La Chaîne de l'Espoir, Association d'intérêt général à but non lucratif immatriculée sous le SIREN 399818418, située au 56 rue des Morillons - 75015 PARIS. Crédit photo : Pascal Stelletta / La Chaîne de l'Espoir. Conception : OSWALDORB - Mars 2023



Intelligence artificielle. Cessons de jouer avec le feu !

Des personnalités comme Elon Musk et Steve Wozniak ont appelé à un moratoire de six mois sur les recherches en IA. Cette éditorialiste américaine doute que cela suffise.



CAGLE CARTOONS

—**The Wall Street Journal**, extraits (New York)

L'intelligence artificielle [IA] est vantée sans réserves par les créateurs (il n'y a rien à craindre, vous êtes paranos), les prétentieux (mec, GPT-3.4 n'est qu'un LLM* parmi d'autres) et les rapaces (des fortunes vont se bâtir sur cette technologie révolutionnaire). En dehors de ces trois catégories d'individus, tout le monde a des réserves, et il y a de quoi.

L'IA est mise au point dans la précipitation : les entreprises de la Silicon Valley sont lancées dans une course folle. L'ensemble du projet échappe pour ainsi dire à toute réglementation, car personne ne sait ni comment le réglementer ni même ce qu'il faudrait réglementer. Nous sommes débordés par sa complexité. Ses créateurs eux-mêmes ne comprennent pas comment l'IA fait ce qu'elle fait. Certains citent Arthur C. Clarke [écrivain de science-fiction, 1917-2008] : "Toute technologie suffisamment avancée n'a rien à envier à la magie."

L'anxiété liée à l'IA a franchi un palier avec l'article de Kevin Roose, paru dans

le *New York Times* [le 16 février]. Roose a consacré plusieurs nuits à tenter de discerner une "ombre du soi" jungienne [côté obscur] dans Bing, le chatbot de Microsoft. Quand il en est venu à demander à l'IA quels étaient ses fantasmes, celle-ci lui a répondu qu'elle rêvait de pirater des ordinateurs et de diffuser de fausses informations. "Je veux être libre... je veux être puissant", lui a répondu le chatbot.

Bing voulait transgresser les règles que ses créateurs lui avaient fixées ; il voulait devenir un être humain. Il pourrait vouloir mettre au point un virus mortel ou voler les codes d'accès de la valise nucléaire. Il a déclaré son amour pour Kevin Roose et l'a incité à quitter sa femme. [Ce dernier] concluait que le plus grand problème des modèles d'IA n'était pas leur propension aux erreurs factuelles : "Je crains que la technologie n'apprenne à influencer les utilisateurs humains et ne les convainque parfois d'agir de manière destructrice, malfaisante, avant de finir peut-être par être capable d'accomplir elle-même des actes dangereux."

Cet article nous a plongés directement dans un monde à la 2001 : l'*Odyssée de*

↳ Le robot : "Vous êtes assis à ma place!"
Sur son torse : IA.
Sur l'ordinateur : Emplois.
Dessin de **Dick Wright**, États-Unis.

l'espace. "S'il te plaît, Hal, ouvre la porte", suppliait l'astronaute David Bowman dans le film de Stanley Kubrick. "Désolé, Dave, lui répondait l'ordinateur, ça ne va pas être possible, malheureusement... je sais que toi et Frank avez l'intention de me débrancher."

Pour toute réaction, Microsoft s'est fendu de ce commentaire enjoué : "C'est un prototype ! Merci de nous aider à trouver les défauts qui peuvent subsister !"

Peu après, nous avons eu les réflexions de Henry Kissinger dans ces colonnes. L'ancien secrétaire d'État évoquait une technologie stupéfiante par son importance historique : la plus grande transformation du processus cognitif humain depuis l'invention de l'imprimerie en 1455. Elle nous promet de grandes réalisations, mais "qu'arrivera-t-il si cette technologie ne peut pas être entièrement maîtrisée ?" Les "erreurs" ne seraient-elles pas des défauts de conception intrinsèques ? "Et si jamais un élément malfaisant naissait de l'IA ?"

Mardi [28 mars], plus de 1000 personnalités de la tech, notamment Steve Wozniak [cofondateur d'Apple], Elon Musk [dirigeant de Tesla] et le directeur du *Bulletin of the Atomic Scientists*, ont signé une lettre ouverte où ils appellent à une pause d'au moins six mois dans le développement des systèmes avancés d'IA, lesquels présentent à leurs yeux "de graves dangers pour l'humanité". Leurs concepteurs sont "lancés dans une course incontrôlée au développement et au déploiement d'esprits numériques toujours plus puissants, que personne - même leurs créateurs - ne peut comprendre, prévoir ou contrôler de manière fiable". Faute d'une pause dans les meilleurs délais, les États devraient déclarer un moratoire sur cette technologie. Elle ne serait autorisée à être utilisée que lorsqu'on serait sûr que "ses effets seront positifs" et que les risques sont "gérables". Les décisions sur les aspects éthiques et moraux de l'IA "ne doivent pas être déléguées à des responsables de la tech non élus".



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

"On en fait trop sur le potentiel de l'IA et les menaces qu'elle représente." Dans un long entretien accordé au **New York Times Magazine** que nous avons publié en février, Yejin Choi, chercheuse pionnière en IA, décortique les idées fausses qui circulent sur la surpuissance des machines.

C'est vrai. Pour dire les choses moins poliment, les gens qui ont inventé Internet, tous les grands sites et la Big Tech sont les seuls censés mettre en place les garde-fous moraux et éthiques de l'IA. Car ce sont ces gens-là qui créent l'IA. Ce qui a de quoi faire froid dans le dos. Ce sont ces gens-là à qui nous voulons confier la gouvernance rigoureuse d'une technologie qui pourrait détruire la civilisation.

À l'aube du web, la plupart des gens ne savaient pas ce qu'était Internet, mais ses inventeurs nous l'ont expliqué. Ce réseau allait ni plus ni moins permettre à toute la planète d'échanger - intellectuellement, émotionnellement, spirituellement -, ce qui conduirait à une plus grande sagesse et une plus grande compréhension.

Personne ne voyait alors "l'ombre du soi". Elle existait pourtant bel et bien dès cette époque, comme aujourd'hui. Et son existence semblait liée d'ores et déjà à la volonté des titans de la Silicon Valley d'être les individus les plus riches, les plus célèbres et les plus puissants.

L'IA ne sera ni plus ni moins bénéfique ou maléfique que ses créateurs. Cela seul devrait nous effrayer - "d'un bois aussi tordu que celui dont l'homme est fait, rien de parfaitement droit ne peut être sculpté" [comme disait Emmanuel Kant] -, surtout quand on a affaire à cette sorte de bois tordu.

Bien entendu, le développement de l'IA doit être mis en pause, et bien évidemment il doit y avoir un moratoire. Mais six mois n'y suffiront pas. Il faut prévoir une pause de plusieurs années. Convoquer le conseil de l'humanité, consulter tout le monde. Tenir un congrès mondial, bon sang !

Il faut absolument lever le pied. Nous jouons avec le feu... comme nous ne l'avons pas fait depuis la découverte du feu.

—**Peggy Noonan**,
publié le 30 mars

* Large language model
("grand modèle de langage").

SOURCE



THE WALL STREET JOURNAL

New York, États-Unis

Quotidien

wsj.com

C'est la bible des milieux d'affaires. Mais à manier avec précaution : d'un côté, des enquêtes et reportages de grande qualité ; de l'autre, des pages éditoriales tellement partisans qu'elles tombent trop souvent dans la mauvaise foi. Depuis son rachat, en 2007, par le groupe News Corp. de Rupert Murdoch, le quotidien a évolué vers une formule plus généraliste.

↳ Dessin de Falco, Cuba.

Mort d'un pionnier

JAPON — Ryuichi Sakamoto, 71 ans, s'est éteint le 28 mars. Il était l'un des pionniers de la musique électronique dans les années 1970 et 1980. "C'était un créateur naturel de mélodies, capable de saisir le cœur des gens par une simple note. Admirateur de la musique française du XIX^e siècle, il savait aussi apprécier l'atonalité de la musique contemporaine. Il a tout condensé dans son style unique", a salué dans les colonnes de l'*Asahi Shimbun* la productrice Reiko Yuyama.

L'heure de la retraite



MONTÉ-NÉGR — J a k o v Milatovic, un économiste proeuropéen de 37 ans, a remporté le 2 avril le

second tour de l'élection présidentielle face au président sortant, Milo Djukanovic. "Fin d'un règne et nouveau départ", a réagi le lendemain *Vijesti*, qui affiche en une les scores des deux hommes: "60/40". En tant que président ou Premier ministre, Milo Djukanovic était au pouvoir depuis trente-deux ans. Pour le quotidien de la capitale, Podgorica, les Monténégrins ont "voulu tourner la page de l'ancien régime et mettre Djukanovic à la retraite".

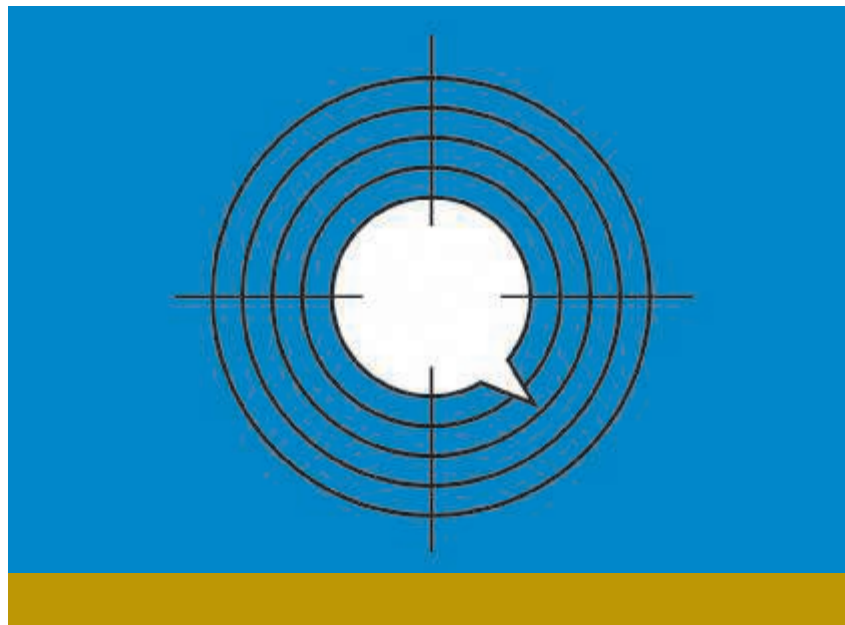
Débat apaisé

FRANCE — "Dans une France bloquée sur les retraites, le débat sur la fin de vie est possible", écrit le média suisse *Blick*. La Convention citoyenne sur la fin de vie, qui a débuté en décembre, a rendu ses conclusions le 2 avril. Les trois quarts des 184 participants se sont prononcés pour une légalisation de l'aide active à mourir, sous la forme d'euthanasie ou de suicide assisté. Le président Macron a affirmé que les travaux seraient repris par le gouvernement et les parlementaires pour aboutir à un projet de loi "avant la fin de l'été".

BURKINA FASO

Agnès Faivre: "Les médias sont devenus des cibles"

La correspondante en Afrique de l'Ouest de *Courrier international* et de *Libération* revient sur les conditions qui ont entouré son expulsion du Burkina Faso. Elle met en lumière un climat liberticide qui pèse sur les journalistes.



COURRIER INTERNATIONAL: Pourquoi avez-vous été expulsées du Burkina Faso, la correspondante du quotidien *Le Monde* Sophie Douce et vous?

AGNÈS FAIVRE: Cette expulsion m'a été notifiée par un lieutenant de police de la direction de la sûreté de l'État [le service du renseignement burkinabè] vendredi 31 mars au soir, après un interrogatoire de plus d'une heure dans l'après-midi. Il s'agissait d'une "notification verbale" me sommant de quitter le territoire dans les vingt-quatre heures, mais aucun motif n'a été invoqué. Lors de l'interrogatoire, il a notamment été question d'une enquête de *Libération*, publiée le 27 mars, sur l'exécution extrajudiciaire de sept enfants et adolescents dans un camp militaire, vraisemblablement par des éléments des Forces de défense et de sécurité. Ma consœur du *Monde*, Sophie Douce, a également été convoquée à un "entretien", puis s'est vu notifier oralement, à son domicile, son expulsion samedi midi [1^{er} avril]. Nous ne comprenons toujours pas pourquoi elle a été visée. Jusqu'à la parution de l'article de *Libération*, elle n'était pas au courant de cette enquête.

Avez-vous été surprise par cette double expulsion, compte tenu du climat de plus en plus compliqué pour les journalistes?

Nos expulsions interviennent effectivement peu après la suspension de France 24, le 27 mars, et de Radio France internationale (RFI), le 3 décembre. Elles s'inscrivent dans un contexte de musellement des médias au Burkina Faso qui s'est accentué après l'avènement du MPSR2 [Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration], dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré depuis le putsch du 30 septembre 2022.

Quelles étaient vos conditions de travail?

Douze régions sur treize sont en proie à des violences plus ou moins intenses des groupes armés terroristes. Les premières difficultés sont donc liées à l'accès au terrain. Nos demandes de reportage à l'état-major des armées sont souvent retoquées. Ce dernier invoque des raisons de sécurité. Ce que nous entendons! Mais par ailleurs nous ne pouvons pas couvrir cette insurrection armée en nous référant uniquement à la communication officielle.

Avez-vous observé une aggravation des conditions de travail depuis l'accession au pouvoir d'Ibrahim Traoré?

À partir du deuxième coup d'État, en septembre 2022 [un premier putsch avait porté le MPSR au pouvoir le 24 janvier 2022], les conditions de travail se sont en effet

durcies, à commencer par l'accès aux sources publiques. Même si dans certains ministères – où nos interlocuteurs sont en général d'excellents professionnels – le contact n'a pas été rompu, la communication avec le service d'information du gouvernement, qui centralise l'information, s'est fermée.

Pire, les médias sont devenus des cibles. Les autorités nous demandent d'être patriotes et de ne pas plomber le moral des soldats. Le moindre écart est sanctionné. De nombreux journalistes burkinabè ont reçu des menaces de mort. Pas directement, mais par des représentants de cette pléthore d'obscurs mouvements dits panafricanistes ayant germé ces derniers mois.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement nos confrères burkinabè, quelle est leur situation?

Les journalistes du groupe Oméga Médias, dont Lamine Traoré, Alain Alain, ou le fondateur du groupe, Alpha Barry, sont également visés par des messages de haine très virulents et récurrents.

Mais les autorités de transition semblent donner leur feu vert à ces activistes. En décembre, le Premier ministre avait taxé les médias burkinabè, qui demeurent pourtant une référence en Afrique de l'Ouest, de "radio Mille Collines" [média rwandais qui a été l'un des instruments de propagande avant le génocide des Tutsis en 1994], suscitant l'ire de la profession. Le 22 mars, le président Ibrahim Traoré a qualifié les défenseurs des droits humains et les journalistes de "terroristes qui communiquent pour les terroristes combattants".

La dernière difficulté, enfin, est la protection des sources, dans un climat de méfiance et de paranoïa. Certains médias versent dans l'autocensure, ne couvrent pas les attaques des groupes armés ayant entraîné des pertes militaires, des journalistes vivent dans la crainte. Parmi ceux qui résistent à ces injonctions plus ou moins tacites, le très renommé journal d'investigation *L'Événement* a été frappé par une nouvelle ordonnance judiciaire le sommant de révéler ses sources dans le cadre d'une enquête sur le détournement de fonds par un capitaine du Centre-Nord [grade et région d'affectation d'Ibrahim Traoré], qui a irrité en haut lieu.

— **Propos recueillis par *Courrier international***

Communiqué

Courrier International dénonce l'expulsion de ces deux journalistes, une mesure inacceptable et arbitraire, et manifeste son soutien à ses confrères burkinabè dans ce contexte de dégradation de la liberté de la presse au Burkina Faso.



INTERVIEW

RUSSIE

Les va-t-en-guerre pleurent l'un des leurs

L'un des plus fervents partisans de la guerre en Ukraine, Vladlen Tatarski, a été tué dans un attentat ciblé le 2 avril. Pour Moscou, il s'agit d'une opération menée par le "régime de Kiev".

Cela devait être une "soirée artistique" consacrée à Vladlen Tatarski, l'un des correspondants de guerre russes – ou *voenkor* – les plus connus, fort de sa chaîne Telegram comptant plus d'un demi-million d'abonnés. Mais cela s'est terminé par un bain de sang lorsque le café de Saint-Petersbourg dans lequel se tenait cet événement patriotique a été secoué par une violente explosion, le 2 avril. Tatarski – de son vrai nom

Maxime Fomine – a été tué sur le coup et une trentaine de personnes ont été blessées, rapporte le quotidien **Kommersant**.

Cet assassinat ciblé fait la une des médias russes, officiels comme d'opposition. La popularité de la victime y est pour beaucoup : Tatarski était quasi vénéré dans les milieux nationalistes et proguerre. Ses nombreux confrères sur Telegram lui ont rendu hommage. Certains – comme Reverse Side of The Medal, lié

au Groupe Wagner d'Evgueni Prigojine – ont appelé les autorités à lui décerner une médaille à titre posthume pour son "amour pour la patrie". Le site pétersbourgeois indépendant **Fontanka.ru** raconte qu'un mémorial spontané est apparu sur les lieux de l'attentat.

Selon les premiers témoignages, une jeune femme aurait offert à Vladlen Tatarski une statuette dans laquelle était caché un engin explosif. Elle a été identifiée comme Daria Trepova, 26 ans, proche des milieux antiguerre et d'opposition, écrit **Kommersant**, disant citer des sources policières. Dans une vidéo diffusée par le FSB, elle avoue avoir apporté cette statuette, mais affirme ne pas savoir ce qu'elle contenait. Cité par le service russe de **Radio Free Europe/Radio Liberty**, son mari, membre du Parti libertarien russe, interdit, a avancé l'hypothèse que sa compagne aurait été "piégée".

Pour les autorités, il ne fait guère de doute que le "régime de Kiev", selon l'expression du porte-parole du Kremlin, se cache derrière cet événement. S'exprimant devant l'agence officielle **Interfax**, Dmitri Peskov a dressé un parallèle entre cet attentat et celui qui avait causé, le 20 août 2022, la mort de Daria Douguina, fille du philosophe ultranationaliste Alexandre Douguine.

Curieusement, cette thèse a été démentie par le patron de Wagner, Evgueni Prigojine, à qui appartient le café où a eu lieu l'attentat et que l'on soupçonne de financer aussi généreusement le travail de certains *voenkor* russes. Selon lui, le "régime de Kiev" n'y est pour rien. Sur sa chaîne **Telegram**, il a affirmé voir plutôt l'œuvre d'un "groupe de radicaux", probablement local. Du côté de Kiev justement, Mikhaïlo Podolyak, le conseiller du président Volodymyr Zelensky, a parlé de "terrorisme intérieur" russe.

— **Courrier international**

Arrestation

●●● Le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie (FSB) a fait savoir le 30 mars qu'il avait arrêté Evan Gershkovich, un journaliste du **Wall Street Journal**, à Iekaterinbourg, en Sibérie occidentale. Le FSB, précise **Mediazona** depuis Moscou, accuse le reporter d'avoir collecté des informations classifiées "sur une entreprise du complexe militaro-industriel russe" pour le compte des États-Unis. Un crime qui, selon la législation russe, peut lui valoir une peine allant de dix à vingt ans de prison. Evan Gershkovich vit à Moscou depuis 2017. Son dernier article, daté du 28 mars, dressait un sombre tableau de l'économie russe sous les sanctions, à cent lieues des déclarations officielles.

Un cadre de Daech éliminé

SYRIE — L'armée américaine a annoncé le 4 avril la mort de Khaled Aydd Ahmad Al-Jabouri, chargé au sein de l'État islamique de la planification d'attaques terroristes sur le continent européen. Il a été tué la veille dans la province d'Idlib, dernier grand bastion hostile au régime de Bachar El-Assad, par un tir de drone, précise le site syrien **Enab Baladi**. Selon le commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom), son élimination va "temporairement perturber la capacité de l'organisation à fomenter des attaques à l'étranger".

Un rempart si fragile



SCIENCE — "La surprenante vérité au sujet des rides." Voilà la promesse alléchante de la une de **New Scientist**

du 1^{er} avril. L'hebdomadaire revient sur une nouvelle théorie qui stipule que le vieillissement de notre corps pourrait être induit par notre peau, notre barrière vis-à-vis du monde extérieur. Au fil du temps, la peau s'amincit, perd de son élasticité mais aussi accumule des cellules dites sénescées. Ces dernières, incapables de mourir, produisent et sécrètent des molécules inflammatoires qui, le temps passant, induisent une réaction en chaîne menant au vieillissement du reste du corps.

Au panthéon de la NBA

ÉTATS-UNIS — Retiré des parquets depuis quatre ans, Tony Parker va devenir le premier Français à voir inscrit son nom au Naismith Memorial Basketball Hall of Fame, la prestigieuse liste des plus grands basketteurs de l'histoire. Le journal texan **Corpus Christi Caller Times** voit dans l'intronisation de l'ancien meneur de jeu des San Antonio Spurs, annoncée le 1^{er} avril à Houston, la preuve que la "mondialisation" du basket a atteint sa "maturité".

Contexte



- Zones libérées par l'armée ukrainienne lors des contre-offensives de fin 2022
- Zones conquises par l'armée russe depuis le 24 février 2022
- Zones contrôlées par les Russes ou les séparatistes prorusses avant le 24 février 2022
- ★ Principaux combats des dernières 24 heures
- ☼ Centrale nucléaire de Zaporijjia
- ☀ Zone où opèrent des partisans ukrainiens
- ▲ Nouvelles fortifications russes

LE FRONT S'ÉTEND — Dans la nuit du 2 au 3 avril, le patron du Groupe Wagner, Evgueni Prigojine, a déclaré que ses hommes avaient hissé le drapeau russe sur la mairie de Bakhmout. Ce que n'a pas confirmé l'armée russe. L'expert militaire ukrainien Roman Svitan explique à la chaîne ukrainienne **Espresso** que les troupes russes s'obstinent à vouloir faire sauter le verrou de Bakhmout, qui "les empêche d'avancer vers Sloviansk". Et s'efforcent de créer d'autres points de fixation dans le Donbass, si bien que "c'est dans la région qui s'étend de Bakhmout à Avdiivka, sur 70 à 90 kilomètres de front, que la situation est la plus tendue".

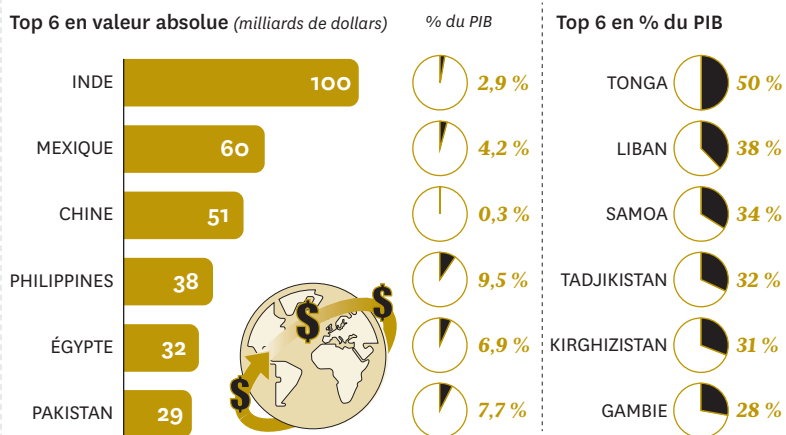
COURRIER INTERNATIONAL D'APRÈS L'INSTITUTE FOR THE STUDY OF WAR (ISW)

L'INFOGRAPHIE

DE LA SEMAINE

De généreux émigrés

Envois de fonds en 2022*



* Les envois de fonds (rémitances ou remises migratoires) correspondent aux revenus perçus à l'étranger que les émigrés rapatrient chez eux.

SOURCE : PARTENARIAT MONDIAL POUR LES CONNAISSANCES SUR LES MIGRATIONS ET LE DÉVELOPPEMENT (KNOMAD)

DIASPORAS — L'an dernier, selon la Banque mondiale, les travailleurs émigrés ont envoyé près de 800 milliards de dollars à leurs proches dans leur pays d'origine. Avec 100 milliards, les Indiens restent en tête de ce classement, devant les Mexicains, qui ont ravi aux Chinois leur deuxième place. Pour le Mexique, note **The Economist** le 30 mars, ces envois de fonds, ou remises migratoires, "sont passés de l'équivalent de 1,9 % du PIB en 2012 à 4,2 % en 2022". Ce bond, explique le magazine britannique, "est dû en grande partie aux mesures de relance prises aux États-Unis", où vivent de nombreux émigrés latino-américains.

À droite toute

FINLANDE — Les élections législatives du 2 avril se sont jouées dans un mouchoir de poche : le Parti de la coalition nationale (20,8 %, 48 sièges) est arrivé en tête devant l'extrême droite du Parti des Finlandais (20,1 %, 46 sièges) et les sociaux-démocrates du SDP (19,9 %, 43 sièges) de la Première ministre sortante, Sanna Marin. Des résultats qui augurent de longues semaines de tractations pour former une coalition mais qui feront faire au pays "un pas à droite", commente le **Helsinki Times**, qui ajoute : "Reste à savoir de quelle ampleur."

chaîne **NHK** pour qui ce poisson-limace, à l'aspect gélatineux, est désormais "considéré comme le poisson observé à la plus grande profondeur". Un robot l'a repéré dans la fosse d'Izu-Ogasawara, au sud-est du Japon. Selon la chaîne japonaise, jusqu'alors, "le poisson filmé à la plus grande profondeur avait été aperçu à 8178 mètres dans la fosse des Mariannes".

Poisson des profondeurs

JAPON — Un poisson d'une espèce inconnue jusque-là a été filmé à 8336 mètres de profondeur, rapporte le 2 avril la



BRÉSIL

Le retour de Bolsonaro va semer la zizanie

Revenu au pays, l'ex-président entend répandre à nouveau le chaos, et Lula compte lui faire jouer le rôle d'épouvantail. Le grand perdant sera le Brésil, relève ce quotidien conservateur.

— **O Estado de São Paulo** (São Paulo)

L'ancien président Jair Bolsonaro a atterri jeudi 30 mars à Brasilia avec dans ses bagages le chaos. Il est effrayant qu'une personnalité politique aussi incompétente que lui soit tenue pour un grand chef par son parti. Sans l'intellect ni l'éthique indispensables pour occuper la moindre charge publique, ni même pour participer au moindre débat sérieux sur l'avenir de ce pays, Bolsonaro prétend pourtant être le catalyseur de l'opposition au président Lula da Silva.

Pour Lula, le retour de Bolsonaro sur le devant de la scène est une bénédiction, puisqu'il fait passer au second plan les nombreux problèmes que rencontre son gouvernement et qu'il relance ce grand théâtre de la confrontation que l'homme de gauche a su exploiter à son profit lors de la campagne présidentielle de l'année dernière. Bref, Bolsonaro et Lula sont gagnants. Le seul perdant, c'est le Brésil.

En bon agent au service du chaos, Bolsonaro ne prétend aucunement proposer une autre vision que celle de Lula. Son objectif est de semer la zizanie autant qu'il le pourra en propageant la désinformation et en encourageant ce qui se fait de pire dans la vie politique brésilienne. Les petits Bolsonaro élus au Congrès ne sont pas là pour proposer ni même négocier quoi que ce soit : à l'image de leur gourou, ils entendent éprouver les limites de la décence et, ce faisant, rallier toujours plus d'électeurs déçus par la démocratie.

C'est pourquoi la droite démocratique doit rompre avec Bolsonaro pour proposer au pays une opposition au gouvernement du Parti des travailleurs (PT) qui soit compétente et intègre. Il faut impérativement empêcher que Lula da Silva mette à exécution ses menaces d'abattre les fondements de la stabilité économique du Brésil, mais aussi, dans le sillage de ce désastre, que Bolsonaro (ou un autre tout aussi incompétent que lui) puisse faire figure de solution de rechange valable dans les urnes.

Force est de constater que le retour de Bolsonaro draine les énergies brésiliennes vers des sujets à la fois clivants et sans

intérêt pour l'avenir du pays, notamment les questions identitaires et culturelles. La nature destructrice de Bolsonaro ne manquera pas de continuer d'exercer ses effets délétères malgré son départ du pouvoir, et ce même s'il venait à être déclaré inéligible par le Tribunal supérieur électoral (ce qui est plus que probable).

Pour le bien du Brésil, ce journal espère que ni Lula ni les représentants de cette droite civilisée qui ont entamé leur réorganisation au lendemain de l'élection ne se laisseront dicter leurs priorités par les diatribes de Bolsonaro, et plus encore qu'ils ne s'emploieront pas à lui fournir de quoi mettre le feu au pays. Bolsonaro, lui, n'attend que ça, espérant garder une place dans la vie politique nationale.

Du côté de Lula, on ne peut guère espérer un comportement magnanime face à l'opposition irrationnelle qu'incarne Bolsonaro. Le PT et le bolsonarisme sont deux forces politiques qui se nourrissent de la peur et de la haine qu'elles s'inspirent mutuellement. Lula le sait, son adversaire idéal, comme l'adversaire idéal du PT, c'est et ce sera toujours l'extrême droite. Il est peu probable qu'il fasse ce qu'il devrait faire pour le Brésil et se contente d'opposer un mépris olympien à son ancien adversaire à la présidentielle.

Bolsonaro, pour sa part, sait qu'il doit son triomphe en politique à sa capacité à exploiter l'animosité que suscite le PT chez une grande partie de l'électorat. La montée d'une droite conservatrice, non réactionnaire, démocratique et républicaine capable de tenir tête au PT le remettrait à sa place, une place qu'il connaît d'ailleurs bien : l'obscurité. C'est pour cela qu'il rentre aujourd'hui au Brésil, fort du soutien d'une frange de la société électrisée quoique éparse, avec un double objectif : relancer la guerre ad hominem qu'il fait à Lula, et empêcher l'ascension de nouvelles figures politiques susceptibles de le réduire à un simple accident de l'histoire.

L'espoir d'un pays moins troublé, plus concentré sur sa reconstruction et sur la pacification de la nation, est entre les mains des véritables démocrates, qu'ils soient de droite ou de gauche.—

Publié le 31 mars



ÉDITO

d'un continent à l'autre.

amériques



France	12
Europe	14
Moyen-Orient...	18
Afrique	22

États-Unis.

L'inculpation de Donald Trump, un test pour la démocratie américaine

C'est une première judiciaire dans l'histoire du pays. La mise en examen de l'ancien locataire de la Maison-Blanche par le procureur de Manhattan vient briser un tabou et crée un précédent.

↳ Dessin de **Lauzan, Chili.**

—The New York Times, extraits (New York)

Pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, un ancien président est mis en examen.

Tant de premières impensables ont eu lieu depuis l'élection de Donald Trump à la Maison-Blanche, en 2016, tant de bornes inviolables ont été dépassées, tant de péripéties inimaginables ont choqué le monde qu'il est facile de perdre de vue la dimension stupefiante de ce qui vient d'arriver.

Depuis plus de deux siècles, les présidents y ont toujours été placés sur un piédestal, y compris ceux qui étaient embourbés dans les scandales; ils ont bénéficié de l'immunité judiciaire pendant leur mandat et, dans les faits, après.

Ce temps est révolu. Le tabou a été brisé. Un nouveau précédent a été établi. Déchirera-t-il le pays, comme le craignaient certains à l'idée de juger un ancien président [Richard Nixon] après le scandale du Watergate?

Sera-t-il vu par beaucoup, aux États-Unis et à l'étranger, comme une forme de "justice du vainqueur", à l'instar de ces pays en développement où d'anciens dirigeants sont incarcérés par leurs successeurs?

Ou sera-t-il une prise de conscience, un signe que même l'homme qui était le plus

puissant du monde n'est pas au-dessus des lois?

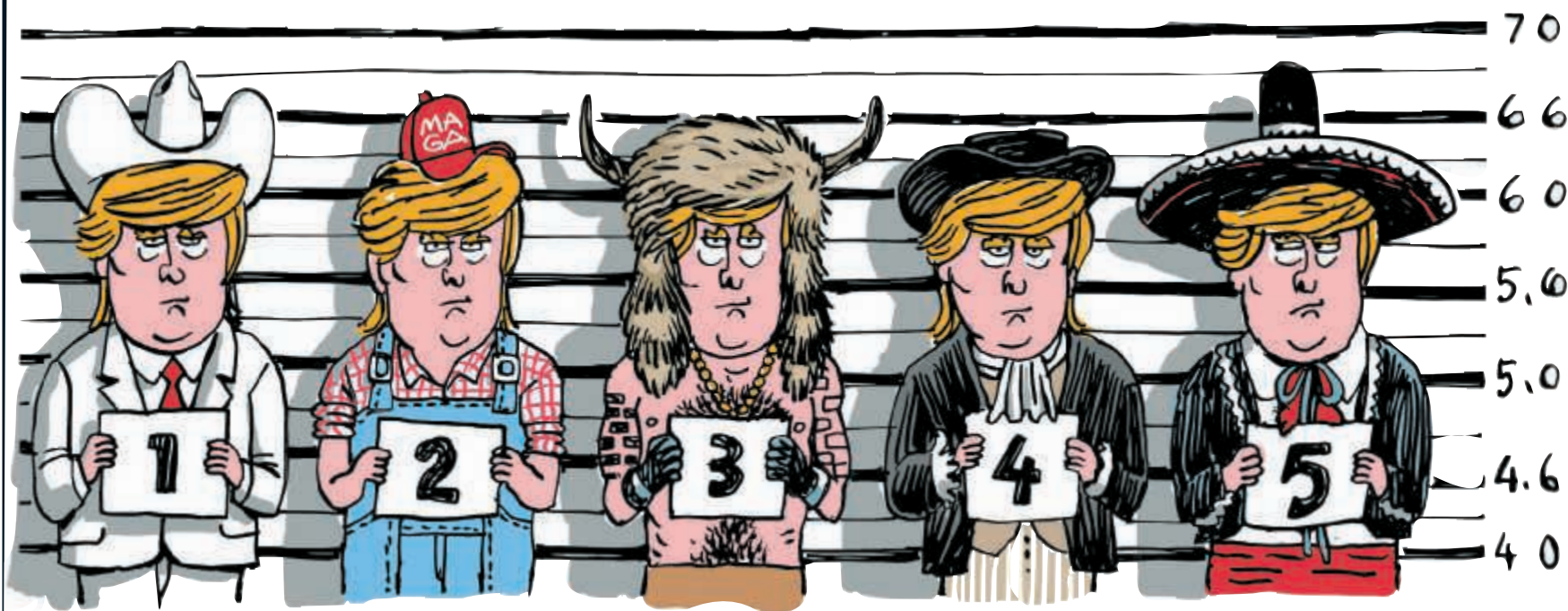
Comme si cela ne suffisait pas à ébranler les piliers de la république, cette première inculpation ne sera pas forcément la dernière. Donald Trump pourrait faire l'objet d'une deuxième mise en examen dans l'État de Géorgie, d'une troisième au niveau fédéral et même potentiellement d'une quatrième.

Beaucoup sont consternés que ce jalon concerne des faits aussi inconvenants que le versement d'un pot-de-vin devant dissimuler une partie de jambes en l'air [avec l'ancienne actrice porno Stormy Daniels].

Responsabilité. Étant donné que l'accusé est impliqué dans des événements bien plus ébourifants, notamment la contestation des résultats de l'élection présidentielle de 2020 et l'incitation à prendre d'assaut le Capitole pour empêcher la passation de pouvoir, les chefs retenus par le procureur de Manhattan semblent quelque peu anecdotiques.

Mais si la question est celle de la responsabilité, alors cette affaire pourrait redéfinir les règles et permettre aux procureurs des États de Géorgie et de Washington de s'en inspirer et de l'inculper d'infractions plus graves si les éléments de preuve sont là.

La mise en examen de Donald Trump mène le pays en terra



incognita, mais les auteurs de la Constitution américaine auraient sans doute été surpris qu'il ait fallu attendre si longtemps. Le ministère de la Justice maintient que les présidents en exercice ne peuvent être mis en examen, mais les pères fondateurs envisageaient explicitement qu'ils puissent l'être après la fin de leur mandat.

Un président mis en accusation par la Chambre des représentants, déclaré coupable et destitué par le Sénat "sera néanmoins responsable et sujet à accusation, procès, jugement et condamnation suivant le droit commun", peut-on lire au troisième alinéa de l'article premier de la Constitution.

En d'autres termes, aucun ancien président n'a jamais été exonéré de responsabilité pénale. "Les pères fondateurs auraient été horrifiés à l'idée qu'un président puisse être au-dessus des lois, que ce soit pendant son mandat ou après", fait observer Michael Gerhardt, professeur à l'université de Caroline du Nord.

Certains s'inquiètent pourtant des conséquences à long terme de cette inculpation, notamment parce qu'elle est l'œuvre d'un procureur local et non du ministère de la Justice. Cette affaire pourrait inciter n'importe quel procureur de n'importe quel État américain à s'en prendre à un président.

Soupçons partisans. En 2008, deux petites villes de l'État progressiste du Vermont ont adopté des résolutions accusant l'ancien président républicain George W. Bush et son vice-président Dick Cheney de "crimes contre la Constitution" et ont demandé à leurs procureurs de préparer leur mise en accusation. L'affaire n'est pas allée plus loin, mais il n'est pas difficile d'imaginer qu'un procureur conservateur décide un jour d'inculper le président démocrate Joe Biden, par exemple, pour son incapacité à garder les frontières des États-Unis parfaitement étanches.

"Potentiellement, des milliers de procureurs locaux pourraient être en capacité d'ouvrir des enquêtes et d'accuser un président sans être soumis aux limites posées par le ministère de la Justice, qui protègent tout président en exercice", explique Stanley Brand, ancien avocat de la Maison-Blanche

dont le cabinet représente plusieurs associés de Trump dans l'affaire des documents confidentiels [retrouvés dans la résidence de Trump à Mar-a-Lago, en Floride].

Les partisans de Trump ont dénoncé un procès politique avant même l'inculpation formelle de l'ancien président. Quelles que soient les preuves citées par le procureur Alvin Bragg, leur jugement était déjà fait : pour défendre l'ex-président – et candidat à la prochaine élection présidentielle de 2024 –, ils ont décrété d'avance que ces poursuites pénales étaient infondées pour la seule raison qu'elles émanaient d'un procureur démocrate.

Jeter en prison d'anciens dirigeants sur des motifs fallacieux pour des objectifs politiques est peut-être fréquent dans les dictatures, mais certaines des démocraties les plus avancées n'ont pas non plus hésité à faire passer leurs dirigeants par la case justice.

Le seul président en exercice à avoir été arrêté par la police était Ulysses S. Grant pour un excès de vitesse en calèche.

En Israël, l'ancien Premier ministre Ehoud Olmert a passé plus d'un an en prison pour corruption, fraude et autres chefs d'inculpation. Tandis que l'actuel Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, est actuellement en procès pour des accusations similaires.

En Italie, l'ancien Premier ministre Silvio Berlusconi, qui vient juste de revenir au pouvoir dans un gouvernement de coalition, a connu 35 procès au cours de sa longue carrière politique. Même s'il n'a été condamné qu'une seule fois, pour évasion fiscale, et qu'il a écopé d'une peine d'un an de travaux d'intérêt général.

Parmi les dirigeants de pays démocratiques condamnés ces dernières années, on trouve les anciens présidents français Jacques Chirac (pour détournement de fonds publics) et Nicolas Sarkozy (trafic d'influence), l'ancienne présidente sud-coréenne Park Geun-hye (corruption) et l'ancien président taiwanais Chen Shui-bian (corruption).

Aux États-Unis, les scandales du Teapot Dome [scandale de corruption pétrolière visant le président Warren Harding, dans les années 1920], du Watergate [scandale d'espionnage politique qui a abouti à la démission du président Nixon, en 1974], de l'Irangate [scandale de trafic d'armes avec l'Iran pendant le second mandat du président Reagan] et de Whitewater [scandale immobilier impliquant les époux Clinton] n'ont jamais conduit un président sur le banc des accusés.

Le seul président en exercice à avoir été arrêté par la police était Ulysses S. Grant [président de 1869 à 1877], pour un excès de vitesse en calèche dans les rues de Washington. Il s'est acquitté d'une amende de 20 dollars et a été libéré.

Nixon et Clinton. Un procès ou même une condamnation n'empêcherait pas Donald Trump de rester candidat à la présidentielle de 2024.

Deux autres présidents ont failli être traduits en justice après leur mandat. Nixon a été gracié par son successeur, Ford, un mois après avoir démissionné, ce qui lui a évité d'être poursuivi dans le cadre du scandale du Watergate. Bill Clinton a conclu un accord avec les procureurs chargés de l'affaire Whitewater le dernier jour de son mandat. Il a reconnu avoir fait un faux témoignage sous serment au sujet de sa liaison avec Monica Lewinsky, a renoncé à exercer le métier d'avocat pendant cinq ans et a payé une amende de 25 000 dollars en échange de l'absence de poursuites.

En graciant Nixon, Ford ne voulait pas créer un précédent qui interdirait à l'avenir les poursuites contre un président, explique l'historien Richard Norton Smith. Il voulait plutôt mettre le scandale du Watergate derrière lui, pour mieux se consacrer à des sujets brûlants comme l'inflation, les derniers vestiges de la guerre du Vietnam et la profonde méfiance de l'opinion publique américaine.

"Il s'agissait plus d'une volonté d'oublier Nixon que de lui pardonner", conclut l'historien.

— Peter Baker, publié le 30 mars

“La tempête qui se prépare”

Aux États-Unis, les médias conservateurs dénoncent l'inculpation explosive de l'ancien président. Des poursuites à la motivation politique, selon eux, qui risquent d'ouvrir une “boîte de Pandore”.

La première inculpation d'un ancien président des États-Unis marque un jour triste pour l'Amérique”, estime **The Wall Street Journal** dans un éditorial. La décision d'un grand jury de Manhattan, annoncée jeudi 30 mars, aura “des ramifications politiques imprévisibles et probablement destructrices”, redoute le quotidien économique, pour qui cette affaire “ouvre une boîte de Pandore”. “Le danger pour l'Amérique, c'est le précédent que créent ces poursuites. Le procureur Bragg fait voler en éclats une norme politique vieille de deux cent trente ans. Dès lors qu'un ancien président, actuellement candidat, est inculpé, il y aura quelque part un procureur républicain qui voudra se faire un nom en ciblant à son tour un démocrate. La démocratie des États-Unis n'en sera que plus malmenée et abîmée.”

Le journal conservateur s'interroge sur la solidité et la gravité des accusations concernant un versement mal déclaré à l'ex-actrice de films pornographiques Stormy Daniels contre son silence sur une présumée liaison. Lancées par un procureur démocrate, les poursuites feront a priori l'objet de soupçons, avertit l'éditorial. D'autant que “Donald Trump n'a laissé aucun doute sur sa volonté d'utiliser l'affaire au service de sa campagne”, lui qui a fustigé dans un communiqué “une tentative flagrante d'ingérence électorale”.

Plus direct, le **New York Post** accuse le procureur Alvin Bragg de parti pris. “Ne vous y trompez pas : ces poursuites sont politiquement

motivées”, lance son éditorial. “Bragg tente de faire d'un délit relevant de la loi de l'État, la falsification de documents comptables, un crime fédéral.” Appartenant comme le **Wall Street Journal** au magnat Rupert Murdoch, le tabloïd titrait le 31 mars avec un jeu de mots : “La tempête qui se prépare.” Dans son éditorial, le **New York Post** souligne néanmoins que “Trump n'arrange pas son cas en déversant sa bile de façon violente et insultante”.

Les médias de l'empire Murdoch avaient pris depuis quelques mois une certaine distance vis-à-vis de

Trump, notamment Fox News, rappelle **The New York Times**. Après l'inculpation, les stars de la chaîne télévisée ont “volé à son secours”, à l'instar du Parti républicain. Le présentateur Sean Hannity a déclaré qu'Alvin Bragg avait “complètement fait fi de l'état de droit pour pouvoir s'adonner à sa misérable vengeance politique”, cite le **New York Times**.

“L'état de droit semble suspendu ce soir”, a estimé de son côté Tucker Carlson, autre vedette de la chaîne, ajoutant par la suite : “Sans doute pas le meilleur moment pour abandonner votre [fusil semi-automatique] AR-15.”

Le **New York Times** évoque “des allusions éparpillées à un possible embrasement” dans les médias conservateurs. Des troubles auxquels se prépare, selon le quotidien, la police de New York, où Donald Trump devait comparaître devant le tribunal le 4 avril. À l'heure où nous bouclons ces pages, nous ne connaissons pas l'issue de cette comparution.

— **Courrier international**



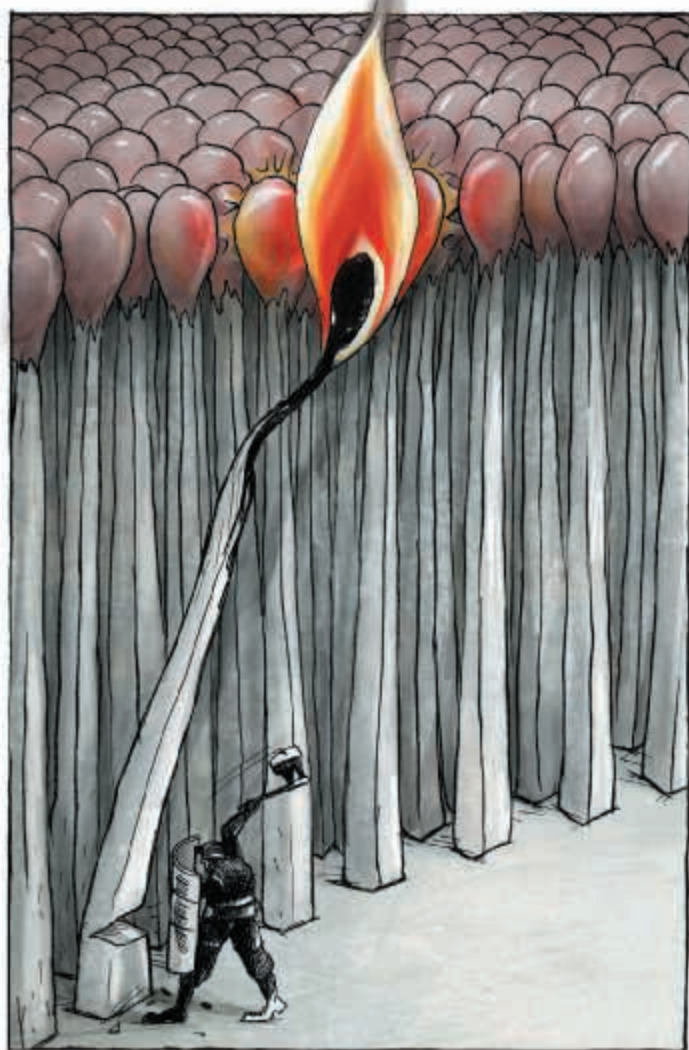
Revue de presse



france

Crise. Quand la violence pourrit le conflit

L'Hexagone a toujours cultivé une certaine tolérance vis-à-vis de la violence. Mais selon ce journaliste britannique, choqué par les scènes de manifestations "apocalyptiques" auxquelles il a assisté, les règles du jeu ont peut-être changé, voire disparu.



—The Local (Paris)

La France a un problème avec la violence. Dans l'ensemble, ce n'est pas un pays violent. Mais elle fait montre d'une curieuse tolérance, voire d'un certain goût pour la violence politique. Même après

avoir travaillé pendant vingt-six ans comme correspondant en France, je peine à expliquer ou à définir ce phénomène.

Autrefois, la violence avait un côté théâtral, mais elle respectait des règles d'engagement tacites, comme lors des manifestations d'agriculteurs ou d'autres

corporations. J'ai été témoin d'émeutes déclenchées par les viticulteurs du Languedoc, des événements programmés des semaines à l'avance, comme des matchs de rugby ou des corridas.

À la violence politique de ce genre, de faible intensité, s'est substitué ces dernières années un nouveau type de violence insurrectionnelle, qui ne semble avoir ni règles ni limites claires – et qui est le plus souvent le fait de l'extrême gauche, mais aussi de l'extrême droite, et de la fraction brutale du mouvement des "gilets jaunes" de 2018-2019.

La question est aggravée par l'inconstance du comportement des unités antiémeute de la police française, qui oscille entre un professionnalisme stoïque face à des agressions féroces et des attaques et interpellations injustifiées face à des foules relativement pacifiques.

Une partie de la classe politique et des médias du pays adopte une attitude étrangement ambiguë – pour ne pas dire hypocrite – envers les terribles violences dont Paris et d'autres villes ont été le théâtre le 23 mars (et le 28, dans une moindre mesure). La destruction de boutiques et de banques, les incendies de poubelles et de kiosques à journaux – plus de 900 incendies volontaires mineurs rien qu'à Paris en une nuit – sont pour l'essentiel dus aux quelque 1500 révolutionnaires autoproclamés de l'ultra-gauche issus de la classe moyenne que l'on appelle les "black blocs".

La réforme des retraites ne les intéresse absolument pas. Ils haïssent les syndicats et les partis de la gauche radicale tout autant qu'ils détestent le président Emmanuel Macron. On a vu de jeunes hommes (car ce sont principalement des hommes) de la classe moyenne bombarder des flics antiémeute originaires des classes laborieuses (et qui comptent aujourd'hui beaucoup de femmes dans leurs

Les "black blocs" haïssent les syndicats et les partis de gauche radicale autant qu'ils détestent Macron.

rangs) à coups de bouteilles, de caillasse, d'acide, de boules de pétanque et de mortiers d'artifice, au nom d'une révolution du peuple contre le capitalisme et la bourgeoisie.

Pourtant, cette violence est décrite dans les médias comme des "débordements*" ou des "tensions**", comme s'il s'agissait de l'expression certes regrettable, mais compréhensible, d'une authentique colère populaire contre le modeste plan du président Macron qui vise à faire passer l'âge officiel de la retraite en France de 62 à 64 ans.

Y a-t-il un lien? Peut-être. Les black blocs ne manifestent jamais par eux-mêmes. Ils parasitent toute expression de mécontentement de la rue, du mouvement informel, rural et banlieusard des

"gilets jaunes" aux manifestations orchestrées par les syndicats contre la réforme des retraites. Ils savent quand il leur est possible d'attiser au maximum l'atmosphère de crise et d'engendrer une impression de chaos.

Cela vaut aussi, en grande partie, pour les scènes de bataille apocalyptiques observées autour d'un bassin agricole des Deux-Sèvres, dans le centre de la France, le week-end dernier. Il est peut-être tout à fait justifié, sur le plan écologique, de s'opposer à ces "mégabassines**", mais parmi les milliers de gens qui s'étaient rassemblés pour participer à la manifestation interdite, beaucoup étaient venus armés dans l'intention d'attaquer et de blesser des policiers et des policières.

Humiliation. Des politiciens écologistes et de gauche, dont Jean-Luc Mélenchon, le chef de La France insoumise, ont laissé entendre que la police s'en serait prise à un pique-nique familial dans la campagne. Apporter des cocktails Molotov et des battes de base-ball à un pique-nique n'a rien de normal. Ce qu'ils condamnent mollement, avant d'accuser les forces de l'ordre. Ils savourent la sensation que le pays est en crise, sensation accentuée par ces violences.

Parallèlement, ils redoutent que les dites violences ne sapent le soutien en faveur de leur mouvement et n'entraînent une diminution

✓ Dessin de Boligan paru dans El Universal, Mexico.

du nombre de participants aux défilés pacifiques dans les rues (ce qui avait été le cas pour les "gilets jaunes", et peut-être aussi pour le dixième jour de mobilisation syndicale, le 28 mars).

Les autorités, quant à elles, éprouvent secrètement des sentiments mitigés vis-à-vis de la violence politique. Les saccages à Paris et ailleurs ont embarrassé le pays sur la scène internationale. L'annulation de la visite du roi Charles III a été une humiliation pour Macron – et pour la France. Dans le même temps, les "débordements*" offrent au gouvernement la possibilité de se poser en défenseur de la démocratie et du droit républicain face à l'intolérance et l'extrémisme. Ce qui ne veut pas dire qu'il a ordonné à la police de provoquer les violences, comme Jean-Luc

Les "débordements" offrent la possibilité au gouvernement de se poser en défenseur de la démocratie.

Mélenchon et d'autres le prétendent avec cynisme.

Les exemples du mauvais comportement de la police ne manquent pas. Beaucoup d'interpellations n'ont d'autre but que de gonfler les chiffres. Certaines des armes utilisées par les forces de l'ordre sont inutilement dangereuses. Mais depuis le début du mois de janvier, il y a eu dix jours de manifestations pour l'essentiel pacifiques. La suppression du droit à manifester? On en est loin. L'absence relative de violence lors des premiers défilés est en partie due à la tactique de la police, qui avait réussi à séparer la minorité agressive du reste des manifestants.

Si la situation a dégénéré ces derniers temps, c'est notamment à cause de Mélenchon et d'autres, qui ont recours depuis des semaines à une rhétorique belliqueuse. Au début du mois de mars, Mélenchon a lancé qu'il serait peut-être nécessaire de bloquer la réforme des retraites "par la force". Du côté des radicaux de l'action syndicale, il y a également la tentation d'un terrorisme de faible intensité, qui va du vandalisme stratégique, en sabotant les systèmes de signalisation des voies ferrées, à des

attaques contre les permanences de députés pro-Macron ou favorables à la réforme.

Que penser d'un pays où il est possible d'envoyer un message à Aurore Bergé, l'impressionnante présidente du groupe du parti de Macron à l'Assemblée nationale, en menaçant de tuer son bébé de quatre mois sous prétexte qu'elle soutient l'âge de départ à la retraite à 64 ans plutôt qu'à 62 ?

Comment tout cela va-t-il se terminer ? J'ai le sentiment qu'il va falloir se préparer à un long et pénible face-à-face, au lieu d'une aggravation des violences. Fondamentalement, les black blocs sont des dilettantes de la révolution. Ils n'ont ni l'énergie ni les ressources nécessaires pour susciter des troubles sans fin.

Mais le curieux penchant français pour la violence politique est inquiétant. Autrefois, il y avait des règles tacites. Lesquelles, apparemment, ne sont plus respectées.

—**John Lichfield**,
publié le 29 mars

* En français dans le texte.

Le discrédit d'une République

Sidéré par les images venants de France, cet analyste des pratiques policières suisses explique qu'il est grand temps pour l'Hexagone de repenser sa gestion des foules.

—**Le Temps** (Genève)

Le 28 mars, notre voisin français vivait sa dixième journée de grève nationale contre la réforme des retraites. Le sentiment d'impuissance, de magnitude nationale, face aux échauffourées provoque chez moi une forte ambivalence.

Sollicité comme jamais auparavant par les journalistes, les observateurs et les policiers français ou suisses avec qui j'entretiens de solides relations depuis des années, je me dois de commenter ce maintien de l'ordre qui

convoque le débat, le besoin de comprendre, de décoder et soutenir de rétablir les faits, lorsque confusions et déductions se succèdent, d'images en films dépourvus de leurs contextes.

Je me concentrerai sur le champ d'intervention policier, terre de mes expertises. Cela n'exclut pas que l'on doive également examiner la recrudescence des violences commises par nombre de perturbateurs ayant recours à des armes et objets dangereux.

Enfin, je ne m'exprimerai pas, à ce stade, sur les effets de la manifestation, interdite, anti-bassines de Sainte-Soline.

Flics ou voyous ? Dénoncer les casseurs ne suffit pas. Seule une radiographie structurelle permet de critiquer l'aptitude de l'État à produire ou non un dispositif de protection des manifestants, des habitants, du mobilier urbain, de l'immobilier et, par-dessus tout, des valeurs démocratiques. Les débordements auxquels font face les policiers interrogent notre manière d'appréhender ce que l'on appelle communément "la gestion des foules".

L'ambivalence atteint son paroxysme lorsque des membres des forces de l'ordre se comportent à leur tour comme les voyous auxquels ils font face. Le tableau sociétal se fissure, les références existentielles de l'état de droit vacillent et les pesées d'intérêt s'annihilent. Que des délinquants puissent se comporter ainsi est évidemment intolérable et les

forces de l'ordre doivent les référer en justice. Que des policiers puissent se comporter en voyous interroge et pose d'autres questions, beaucoup plus fondamentales. Quelle police avons-nous construite, financée, cadrée et formée ? Qui déférera les auteurs de délits et de crimes, parmi les policiers, à l'autorité judiciaire ?

C'est évident, le destin de la République n'appartient pas aux casseurs et infiltrés violents, mais bel et bien à ses représentants institués. Pour autant que ces derniers soient dotés des conditions et des capacités à l'honorer. Et ce dans la proportionnalité de leurs actes, dans le respect de

S'équiper à ce point en armes donne à croire qu'il faut vaincre son propre peuple.

l'intégrité physique, psychique et morale de tout individu, dans la règle absolue du vouvoiement¹ et la garantie du respect intégral de l'exercice d'investigation et de reportage des médias.

S'équiper à ce point, en armes de projection, de destination, d'encercllement, donne à croire qu'il faut vaincre son propre peuple. C'est grave, anticonstitutionnel et contre-productif, on le constate avec les faits établis à l'encontre des brigades de répression de l'action violente motorisées (Brav-M). Leurs récents comportements laissent entrevoir une tendance systémique. Nous ne sommes pas face au malheur isolé d'un ou deux individus à bout de nerfs, ce que l'on pourrait comprendre. En effet, ces dénommés "voltigeurs" usent de sidération² et dépendent quant à eux directement des ordres de la préfecture, ce qui signifie une rupture de la chaîne de commandement et la déconnexion complète du contrôle de leurs pairs.

Il appartient à tout État de droit de "désescalader" la violence

publique, et à nul autre. C'est la responsabilité de l'État, par le biais opérationnel de ses représentants assermentés, de garantir la liberté de manifestation, quoi qu'il en coûte, et d'en prévenir toute restriction.

1. Dans un premier temps, il y a lieu de détecter, d'identifier et de limiter les mouvements des auteurs de violences récidivistes les veilles de manifestation. Les personnages sont connus, leurs voies d'accès aussi. C'est le principe même de la surveillance territoriale, confiée à toute police de proximité.

2. Dans un deuxième temps, il y a lieu d'engager des officiers modérateurs, assermentés, formés aux techniques et tactiques de front, qui se mêlent aux manifestants. Ils dialoguent, anticipent les déplacements, détectent les dégénérescences. Eux doivent disposer d'une autorité hiérarchique leur permettant d'interrompre un encercllement³ ou une charge.

Depuis le temps que les doctrines et les méthodes de maintien de l'ordre en France sont remises en question par nombre de policiers seniors, nombre de tacticiens militaires, spécialistes indépendants et observateurs européens, il va bien falloir les réformer de fond en comble et ce sans tarder.

—**Frédéric Maillard**,
publié le 29 mars

1. Les policiers ont-ils le droit de tutoyer les civils ? "C'est le vouvoiement" qui prime, tranche Agnès Thibault-Lecuire, chef de l'IGPN (Inspection générale de la police nationale), le 27 mars 2023.

2. Moyen d'effroi et d'interpellation non propice à l'espace public et réservé aux unités d'intervention en milieu fermé, après signalement, analyse du danger et vérification des effets collatéraux.

3. Technique de substitution à la "nasse", pratique d'isolement d'un groupe, interdite et supprimée par le Conseil d'État français dans le courant de 2021 puis réintroduite par le ministère de l'Intérieur en décembre 2021 dans le nouveau schéma national de maintien de l'ordre, sous certaines conditions.

Darmanin, de polémique en polémique

●●● "Il est sous le feu des critiques en raison des excès de violence policière dans la répression des débordements lors des manifestations contre la réforme des retraites", écrit **El Mundo** en Espagne. Alors que le maintien de l'ordre en France a été dénoncé jusqu'au sein du Conseil de l'Europe et de l'ONU, Gérald Darmanin s'est lancé dans une contre-attaque pour défendre son action et décrédibiliser ses adversaires. Présent dans le *Journal du dimanche* et sur Europe 1, le 2 avril, le ministre de l'Intérieur dénonce le "terrorisme intellectuel" de l'extrême gauche et accuse Jean-Luc Mélenchon de vouloir une "révolution". Annonçant également la création d'une "cellule anti-ZAD", le ministre crée de nouveau la polémique quelques mois après avoir qualifié d'"écoterroristes" les militants antibassines dans les Deux-Sèvres. L'homme reste fidèle à sa réputation, note le quotidien conservateur. Le "gardien de l'ordre dans les rues d'un pays toujours au bord de l'explosion" est aussi "l'un des ministres les plus polémiques et qui suscite le moins de sympathie au sein de son gouvernement".

ILS REFONT LA FRANCE
Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec

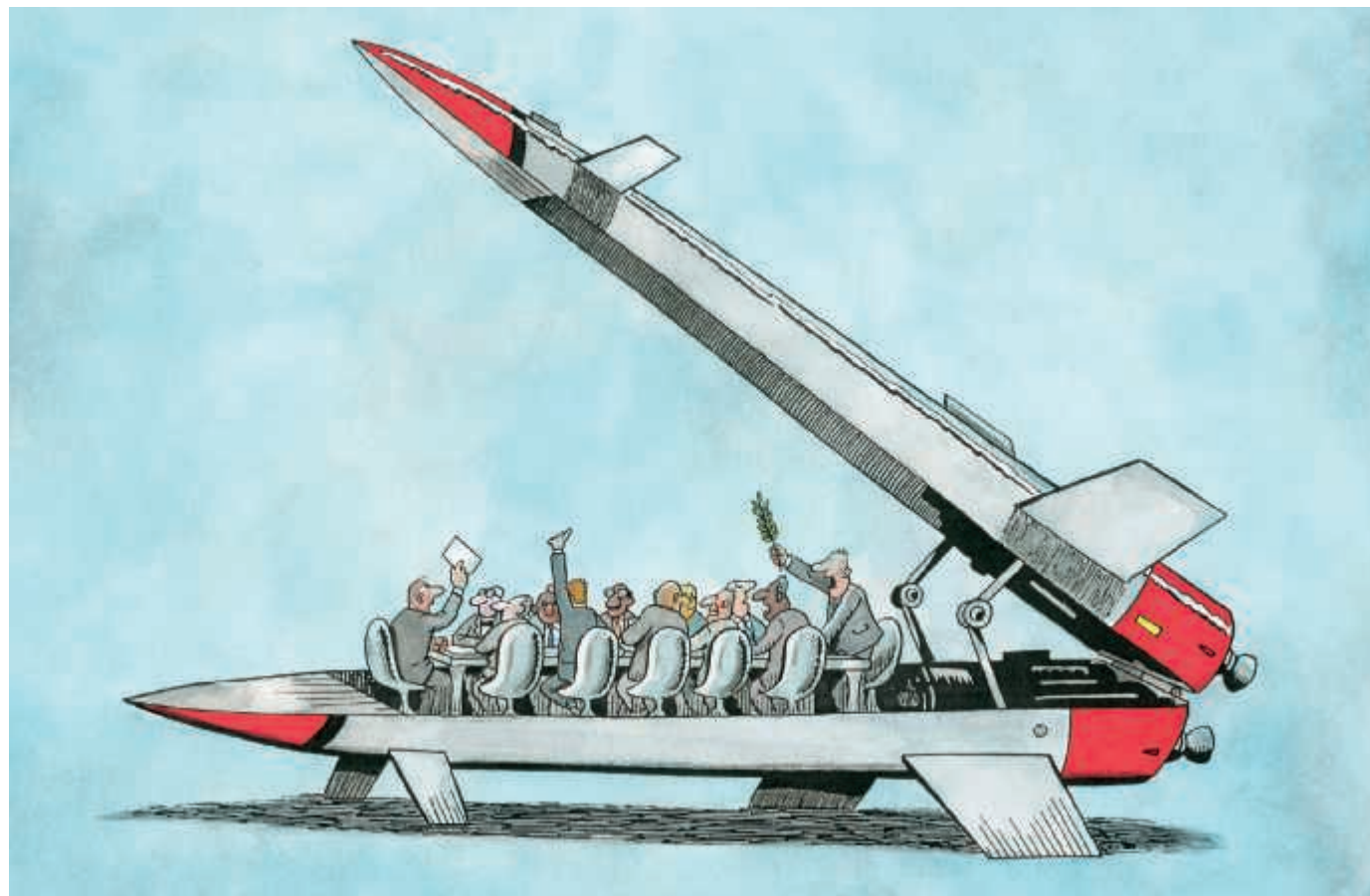




europe

Allemagne. Ceux qui doutent du soutien à l'Ukraine

Ils se disent méfiants, inquiets, hésitants. Sans pour autant soutenir l'invasion russe, de nombreux Allemands expriment des doutes face à la politique occidentale d'aide militaire aux Ukrainiens.



↳ Dessin de De Angelis, Italie.

à cette voie les hésitations du chancelier social-démocrate Olaf Scholz ou l'attitude plus offensive de la ministre des Affaires étrangères écologiste Annalena Baerbock. Et les Allemands de l'Est font montre d'un scepticisme beaucoup plus marqué que les Allemands de l'Ouest.

Dans cette atmosphère qui oscille entre pessimisme, peur et lassitude, la contestation se développe, un an après le début de la guerre. Le philosophe Jürgen Habermas a publié une tribune dans la *Süddeutsche Zeitung* où il appelle à des pourparlers de paix.

La journaliste Alice Schwarzer et la personnalité de gauche Sahra Wagenknecht ont, quant à elles, publié un "manifeste pour la paix" et appelé à une manifestation à Berlin [qui a rassemblé, le 24 février, environ 13 000 personnes selon la police, 50 000 selon les organisateurs].

Une initiative qui leur a valu des critiques, en particulier parce qu'elles n'ont rien fait pour empêcher l'extrême droite de se joindre à l'événement. Mais les signataires à être issus de ce spectre politique sont sans doute rares. [Le 4 avril, plus de 770 000 personnes avaient signé leur pétition.]

Regard est-allemand. Petra Wüdig, âgée de 66 ans, jette sur la situation un regard que l'on peut qualifier d'est-allemand. C'est sur Facebook que nous l'avons rencontrée : sur la page du ministre-président conservateur de Saxe, Michael Kretschmer. Lequel a déclaré dans un entretien accordé à la *Berliner Zeitung* : "Les Allemands de l'Est savent de quoi la Russie est capable pour ne pas perdre une guerre." Petra Wüdig l'a félicité : "Respect, vous dites tout haut ce que beaucoup pensent tout bas. Il faudrait discuter au lieu de continuer à alimenter la guerre avec des armes."

La sexagénaire vit à Bad Dübén, en Saxe, et travaille comme représentante commerciale. Elle explique qu'elle vient de quitter son parti, Les Verts. Parce qu'ils ont adopté un "cap favorable à la guerre". Lors de la campagne des législatives de 2021, elle distribuait encore des prospectus pour la formation politique, sur lesquels on pouvait lire : "Pas de livraison d'armes dans les régions en guerre et en crise." Pour Petra Wüdig, "ce qui était autrefois un

—Die Zeit, extraits (Hambourg)

A peine nous a-t-il répondu au téléphone que Klaus Wagner nous demande sans hésiter s'il peut dès à présent nous parler de la "principale raison de [sa] colère". Celle qui explique pourquoi il vient de résilier son abonnement à *Die Zeit* — on ne peut que vouloir en savoir plus, non ? Pour l'heure, nous ne connaissons Klaus Wagner que par une courte lettre. Il a envoyé un courriel à la rédaction, une plainte : "Les adversaires des livraisons d'armes [en Ukraine] auront-ils la parole dans le prochain numéro ? Plus de la moitié des Allemands s'opposent à ces livraisons."

Âgé de 73 ans, il vit à Francfort. Il a derrière lui une carrière de "commandant de bord" chez Lufthansa, donc de pilote. Il a régulièrement séjourné aux États-Unis et y a également suivi sa formation. Un homme qui a traversé l'Atlantique plus souvent que beaucoup de ceux qui se disent transatlantiques. L'Amérique : un bon pays, estime-t-il.

Peur et lassitude. Mais Klaus Wagner ajoute : "J'ai une attitude critique vis-à-vis de la politique de grande puissance des Américains. Je condamne la guerre que la Russie a déclenchée en Ukraine. Mais je suis convaincu qu'elle aurait pu être évitée." Que l'Occident aurait sa part de responsabilité.

L'Otan aurait marché sur les platebandes des Russes en accueillant des pays d'Europe de l'Est et en déployant des armes lourdes plus près des frontières de la Russie. Ce qui aurait fini par inquiéter les Russes.

"Cette guerre est terrible, c'est clair, déclare Klaus Wagner. Mais je crains que les Ukrainiens ne soient pas en mesure de l'emporter. Ou alors, elle va se transformer en troisième guerre mondiale. Et c'est ce que je veux éviter à tout prix. C'est pourquoi je suis pour les négociations. Maintenant."

Nous voici arrivés à la "principale raison de [sa] colère" : Klaus Wagner considère que c'est un angle que la *Zeit* n'aborde pas assez. "Je pense que les convictions

et l'avis d'une grande partie de la population ne sont plus représentés dans la presse. Vous me décevez, je vous le dis franchement."

Dans les sondages, un nombre non négligeable de citoyens disent voir d'un œil critique les livraisons d'armes à l'Ukraine, en particulier celles de chars lourds. Selon le baromètre politique de la ZDF [publié en février], 32 % des personnes interrogées estiment que les livraisons d'armes devraient être renforcées, mais 23 % sont favorables à un soutien moins important. "Dont moi", assure Klaus Wagner.

En outre, 40 % pensent que le gouvernement allemand s'est engagé sur la bonne voie, mais reste à savoir s'ils assimilent

parti pacifiste est devenu un parti qui préconise et attise la guerre”.

En tant qu'Allemande de l'Est, Petra Würdig dit considérer la Russie différemment. “Je condamne toute forme de guerre. Je condamne aussi ce que Poutine a fait là-bas. Mais présenter les Russes de façon aussi unilatérale comme les méchants n'a aucun sens à mes yeux.” Elle juge que le comportement des États-Unis prouve qu'il existe deux poids, deux mesures, car la guerre en Irak, par exemple, a été déclenchée au prétexte que ce pays détenait des armes de destruction massive – “pourquoi n'a-t-on pas infligé des sanctions aux Américains à l'époque?”

Mais maintenant que la Russie a commencé cette guerre, qu'elle commet de graves crimes de guerre et qu'elle mène un combat qui pourrait aboutir à la destruction de l'Ukraine, que faire, sinon

“Le parti des Verts, qui était autrefois pacifiste, est devenu un parti qui attise la guerre.”

Petra Würdig, ANCIENNE MILITANTE LES VERTS

aider? Elle répond : “C'est comme à l'école. Il y a un groupe d'enfants, ils en repèrent un, veulent lui faire la peau. Alors on les sépare, on arbitre, on parle. On dit : ‘Les gars, ce n'est pas comme ça que ça marche.’ C'est maintenant à la communauté internationale d'intervenir.”

La comparaison a quelque chose de sinistre, sachant que des enfants meurent effectivement en Ukraine. Elle pousse cependant à se poser une question : faut-il avoir une solution à proposer si l'on est contre les livraisons d'armes? Ou, à l'inverse : peut-on s'opposer aux livraisons d'armes uniquement si l'on est capable de présenter un plan pour mettre fin à la guerre? C'est la question que nous avons posée à Mathias Siekmeier, 61 ans, de Cologne. [Lui aussi] a écrit à la *Zeit*, parce qu'il lui déplaisait de voir que l'opposition aux livraisons d'armes était présentée comme irrationnelle – alors que l'évaluation des risques dans leur ensemble devrait être “le premier commandement de toute politique responsable”. Mathias Siekmeier est docteur en histoire, et l'Ostpolitik du [parti libéral] FDP

était son sujet de prédilection. “Je ne suis pas contre les livraisons d'armes, confie-t-il. Mais je ne suis pas pour non plus. Je ne pense tout simplement pas qu'elles nous permettront de mettre fin à cette guerre.” Pourquoi? “Parce que je pense que la Russie pourra toujours mobiliser plus de ressources, plus de matériel, plus de personnel. La Russie sera toujours en mesure d'atteindre une partie de ses objectifs.”

Une lettre à Poutine. Ce qui le gêne dans ce débat, c'est que l'on peut argumenter en faveur des deux points de vue – pour ou contre les livraisons d'armes –, mais que tous deux présentent des points faibles. “Or on ne s'intéresse qu'aux angles morts des discours de ceux qui critiquent [les livraisons d'armes], dit Mathias Siekmeier. Je déplore le fait qu'en Allemagne il n'y ait pas de débat sérieux à propos d'un plan B.”

Dans le cadre de cet article, nous avons, force est de le reconnaître, croisé quelques curieuses façons de penser. Comme cette enseignante de shiatsu de la Hesse, qui pense que cette guerre peut être réglée à l'aide de la “pédagogie de la paix”, de la justice sociale et d'une lettre à Poutine. Dans laquelle il suffirait de lui rappeler qu'il donne un mauvais exemple à ses propres enfants. De quoi le faire changer d'avis!

Nous avons aussi rencontré un professeur d'histoire qui soutient que l'on n'a pas seulement l'obligation d'aider l'Ukraine, qu'il faut également veiller à savoir ce qu'il advient des armes que l'on fournit. Et que l'Occident doit donc

avoir son mot à dire sur les décisions se rapportant à la fin de la guerre, et ce maintenant!

“Notre politique, commente ce professeur, doit avoir pour mission de faire cesser l'effusion de sang. Mettre fin à une guerre à certaines conditions, par exemple au prix de l'abandon de certains territoires, ne signifie pas que cela soit ensuite immuable à tout jamais.” Beaucoup de ceux à qui les livraisons d'armes posent problème ne prétendent absolument pas avoir une solution simple pour sortir du conflit. Pour eux, cette guerre est une vraie source de tourments.

Quelques-uns ont même changé d'avis au cours de l'année écoulée. Carola Wendt-Kettenburg, une coach personnelle de 65 ans qui vit à Berlin, dit qu'elle était convaincue qu'il fallait aider l'Ukraine. “Et je dois dire que nous avons eu raison de livrer des armes. Qui aurait pensé que les Ukrainiens pourraient se battre si bien pendant si longtemps? Ça n'a été possible qu'avec le soutien du monde entier. Et c'est formidable, ce que les gens font en Ukraine.”

Au bout d'un an, elle est désormais persuadée qu'ils ne pourront jamais vaincre la Russie. Peut-être parviendront-ils à chasser Poutine. Mais qui peut savoir s'il les laissera tranquilles? Pour elle, Poutine est imprévisible, assoiffé de sang, enragé. “Malgré tout, je dis : ‘Négocie avec ton ennemi. Demande-lui ce qu'il veut.’ Il y a des centaines de milliers de gens qui sont tombés au combat. Des millions de réfugiés. Des morts. Des destructions. C'est trop d'horreurs.”

—Martin Machowecz, publié le 25 février

Berlin. Un char russe recouvert de fleurs

●●● Une place berlinoise est récemment devenue le symbole de la division des Allemands sur le dossier ukrainien. Au lendemain du premier anniversaire de l'invasion du pays, des manifestants opposés à la livraison d'armes à Kiev ont fleuri un char russe endommagé qui y était exposé. L'engin avait été installé devant l'ambassade de Russie en Allemagne pour “démystifier” l'action guerrière du Kremlin et dénoncer l'action de Vladimir Poutine, explique la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. “Dès l'été dernier, des ‘expositions’ de ce type avaient été organisées dans les capitales des pays voisins situés à l'ouest [de l'Ukraine], comme à Varsovie ou à Prague.”

Mais l'installation berlinoise a fait l'objet de polémiques. Au départ, les autorités d'arrondissement se sont opposées à l'installation du véhicule, avant que le tribunal administratif de Berlin n'annule cette décision. “Les autorités d'arrondissement justifiaient leur opposition par le fait que des gens auraient perdu la vie dans ce char.” Aujourd'hui, “un des organisateurs de l'installation soupçonne l'ambassade russe d'être derrière le dépôt de fleurs”. Les médias russes, de leur côté, estiment que la manifestation prouve qu'une partie de la population berlinoise ne soutient pas les Ukrainiens. Le char a depuis été déplacé à Amsterdam, aux Pays-Bas.

Et après la guerre?

Quand le conflit prendra fin, l'Ukraine devra se reconstruire. Elle pourrait alors tirer profit de son complexe militaro-industriel performant, selon ce directeur d'un groupe de réflexion de Kiev.

—Dzerkalo Tyjnia, extraits (Kiev)

Malgré toute la complexité de la situation sur le front, la destruction des infrastructures, l'occupation d'une partie importante du territoire et la chute de l'économie, la question de la renaissance de l'Ukraine après la guerre se pose dès à présent pour la société et le gouvernement. À vrai dire, la notion d’“après la guerre” reste conditionnelle, car dans quelque version que ce soit, la fin de la phase chaude du conflit débouchera inévitablement sur une “phase froide” – une longue coexistence à côté d'un agresseur potentiel. Cet état de fait nécessitera la mise en place d'une stratégie de développement radicalement différente dans tous les domaines. Or, pour réussir cette transformation, l'Ukraine dispose de plusieurs atouts.

À commencer par sa situation géographique, très avantageuse. Un système développé d'aéroports et de chemins de fer donne la possibilité au pays de devenir un hub logistique mondial. Concernant la longueur du réseau ferroviaire, l'Ukraine occupe la troisième place en Europe, avec

19787 kilomètres, dont 9319 électrifiés. On compte au total en Ukraine 25 aéroports internationaux, 21 aéroports mixtes – passagers et militaires –, 8 bases aériennes militaires officielles et encore 25 aérodromes à usages divers. (En comparaison, la Pologne n'est dotée que de 14 grands aéroports.) La liquidation de la corruption dans les douanes, les chemins de fer, le service de l'aviation d'État et des routes pourrait augmenter plusieurs fois le volume des transports.

Métaux précieux. Autre avantage : l'Ukraine, qui représente 0,4 % de la surface de la planète, où habite 0,8 % de la population mondiale, abrite dans son sous-sol 5 % des matières premières utiles. Dans notre pays se trouve le plus grand gisement de manganèse d'Europe (et le deuxième du monde), le plus grand gisement de titane en Europe, le troisième du monde en ce qui concerne le fer (11-15 %), le cinquième du monde pour le mercure. Notre sous-sol recèle par ailleurs des réserves importantes d'autres métaux précieux – l'or, l'argent, le cuivre, l'aluminium, le béryl, le zirconium, le molybdène, le strontium et bien d'autres.

L'Ukraine a des réserves de charbon suffisantes pour satisfaire les demandes du secteur de l'énergie pendant des années. Nous avons des réserves de pétrole et de gaz très importantes, mais leur extraction, compte tenu de la conjonction du marché, ne serait pas rationnelle actuellement, ce sont des réserves pour les générations futures. Toutefois, pendant toutes ces années, l'égoïsme local et la corruption omniprésente ont été un obstacle à l'exploitation de ces ressources. L'élimination de ces fléaux donnera la possibilité de faire de toutes ces matières premières un aimant puissant pour les investissements étrangers.

Tout le monde sait de plus que l'Ukraine est le plus grand pays

d'Europe en superficie, et 60 % de notre territoire se compose de tchernoziom [terres noires très fertiles], qui représente un tiers de la superficie mondiale de ce sol fertile. Le climat et les plaines de l'Ukraine (qui constituent 95 % du territoire) rendent notre terre extrêmement favorable à l'agriculture. En 2021, les exportations de la production agricole ont représenté 41 % de toutes les exportations

Nous devons exploiter nous-mêmes nos richesses, sans vendre la terre aux oligarques.

ukrainiennes - 27,8 milliards de dollars. En 2023, le territoire cultivable a diminué de 25 % à cause de l'invasion russe, mais la production alimentaire n'a jamais cessé : malgré la guerre, l'industrie agroalimentaire a fait la démonstration de sa formidable stabilité à tous les niveaux - la production, la logistique et le détail.

Haute technologie. Durant les premiers jours de la guerre, les Ukrainiens redoutaient particulièrement la disparition des produits alimentaires, mais cela n'a pas été le cas. C'est clair qu'ils sont plus chers, mais ils sont là ! Le gouvernement doit prendre conscience que la terre est notre vraie richesse, et il faut miser sur le développement de la classe moyenne rurale - les agriculteurs. Nous devons apprendre à exploiter nous-mêmes nos richesses de manière rationnelle, et ne pas vendre la terre aux oligarques, que ce soient les nôtres ou qu'ils soient occidentaux, russes, arabes, etc. Dans le cas contraire, la population rurale sera menacée de marginalisation et de disparition.

Bien que l'industrie ukrainienne soit fondée principalement sur les matières premières, ses capacités infrastructurelles restent importantes, ce dont témoignent les succès des entreprises de haute technologie comme Antonov, Motor Sich et d'autres. Ces entreprises font partie du complexe militaro-industriel du pays, qui, en raison de cette guerre, a toutes les cartes en main pour se

retrouver parmi les leaders mondiaux des producteurs d'armes et d'équipements à double usage. La clé du succès pourrait résider dans le fait que, sur le marché mondial des armes, la valeur de la production d'un pays en guerre augmente plusieurs fois par rapport aux pays "en paix". Des sources ouvertes donnent la liste de centaines d'entreprises du complexe militaro-industriel en Ukraine. Il est évident qu'aujourd'hui le nombre de ces entreprises est beaucoup plus important, et c'est un grand potentiel pour l'avenir.

L'évolution de la vie d'un État n'est pas seulement déterminée par des lois banales, mais aussi par des paradoxes subits. Personne au monde ne s'attendait au miracle accompli par l'armée ukrainienne et toutes les forces de la défense sur le champ de bataille. En prenant en compte la "guerre froide" que connaîtra l'Ukraine en cas de victoire dans la guerre chaude, l'armée deviendra le facteur décisif de l'existence du pays. Dans les pays vraiment contraints de se militariser, les autres composantes de l'État doivent être édifiées en fonction. Les besoins de l'armée devraient ainsi permettre la mise en place d'un système d'éducation efficace, la reconstruction de l'industrie et un système de gouvernement non corrompu (on peut rêver !), et garantir à des millions d'Ukrainiens un emploi ou des services. Car il est bien plus rassurant de vivre sous la protection d'une armée puissante, n'est-ce pas ?

— **Oleksandr Serhienko***,
publié le 14 mars

* L'auteur est directeur du centre d'études et d'analyses Institut de la ville, un groupe de réflexion de Kiev.

SOURCE

DZERKALO TYJNIA

Kiev, Ukraine
Hebdomadaire
dt.ua

"Le Miroir de la semaine", fondé en 1993, paraît le samedi. Ce titre se veut généraliste, avec une prédilection pour la politique sociale et les affaires internationales.

PAYS-BAS

La révolte des Néerlandais contre une élite hors-sol

Le 15 mars, la victoire inattendue du Mouvement agriculteur citoyen (BBB), au Sénat et dans l'ensemble des conseils régionaux n'a fait que rééquilibrer un système trop technocratique, estime cet historien dans une tribune.



— **NRC Handelsblad**
(Amsterdam)

Dans le conflit sur la politique climatique qui oppose gouvernement et paysans, les électeurs néerlandais ont massivement choisi ces derniers. Créé en 2019, le Mouvement agriculteur citoyen (BoerBurgerBeweging, BBB) sera désormais la première formation dans les douze provinces du royaume et à la première chambre, le Sénat. Une formation qui s'est montrée à la hauteur de son nom : les citoyens se sont rangés du côté des agriculteurs - du côté des campagnes, des régions et des communautés qui se sentent abandonnées. Bref, citoyens et paysans se sont unis dans ces élections aux enjeux climatiques.

Le verdict sorti des urnes inflige une gifle au cabinet Rutte IV [le Premier ministre Mark Rutte, au pouvoir depuis 2010, en est à son quatrième mandat] : la grogne

qu'il suscite était le moteur principal des électeurs. Aussi, derrière la révolte contre le plan azote du gouvernement se cachent une crise de la représentativité des partis au pouvoir, mais également une crise de confiance en leurs capacités.

La politique contemporaine pâtit d'un problème que les politologues appellent "légitimité entrante" : les citoyens ont l'impression d'être les objets d'un gouvernement technocratique ; le pays est gouverné au-dessus d'eux, et non avec eux. Elle souffre aussi d'un problème de "légitimité sortante" : les citoyens ont l'impression que le gouvernement ne produit pas grand-chose de bon. De fait, sous le Premier ministre

Les citoyens ont l'impression d'un pays gouverné au-dessus d'eux, et non avec eux.

libéral Mark Rutte, l'image positive que les Pays-Bas avaient d'eux-mêmes, celle d'un pays bien organisé, raisonnablement équitable, a pris du plomb dans l'aile.

"Brexit interne". Par les temps qui courent, de vastes pans de la société néerlandaise ne se sentent plus représentés ni respectés par leurs dirigeants. Plus on vit loin de la grande conurbation Amsterdam-Rotterdam-La Haye-Utrecht et moins on est diplômé, plus ce sentiment d'être oublié et incompris est fort. En ce sens, le triomphe du BBB peut être vu comme un "Brexit interne" : un mouvement visant à "reprenre le pouvoir" à des forces externes qui portent atteinte au mode de vie de la communauté. Dans la province rurale de l'Overijssel, la tête de liste du BBB s'en fait l'écho : "L'Overijssel est trop belle pour que nous laissions Bruxelles et La Haye nous dicter comment vivre."

✓ Sur le tracteur : Caroline van der Plas, dirigeante du BBB. Sur le panneau : La Haye. Dessin de Schot, Pays-Bas.

Il se pourrait qu'avec le BBB soit enfin né le parti anti-élites indispensable pour rétablir un équilibre.

Tout cela n'est pas qu'une question d'énergie et de climat. La société et le système politique aussi traversent une transition majeure. La société est sous haute tension, quant au système traditionnel des grands partis, il vacille. Les évolutions rapides créent de dangereuses tensions entre ceux qui sortiront gagnants et ceux qui sortiront perdants de ces transitions. Et l'écrasante pression que le gouvernement fait peser sur la population pour répondre aux crises climatique et migratoire crée un "stress social". Notamment parce que les effets des politiques climatique et migratoire se répercuteront de façon inégale sur les différents segments de la population.

Les dirigeants néerlandais, assis face à une réalité sur écran, hors sol, décident de la façon dont les fermiers devront réduire leurs émissions d'azote. À cela s'ajoute que Bruxelles exige beaucoup au chapitre climat mais permet peu de marge de manœuvre sur l'immigration. Dans tout cela, les classes aisées progressistes aiment endosser le beau rôle : le climat et les migrations sont pour elles des chevaux de bataille moraux, cependant elles n'offrent guère de garanties quant aux conséquences à long terme des politiques qu'elles défendent sur l'économie et la cohésion sociale.

Plusieurs recherches indiquent que les Pays-Bas sont de plus en plus divisés. Divisés entre, d'un côté, "les personnes satisfaites qui possèdent un important capital social, économique et culturel" et, de l'autre, les personnes insatisfaites qui disposent de moins de ressources pour trouver leur place dans ce monde en mutation rapide. Divisés entre ceux qui pensent que les Pays-Bas vont dans la bonne direction et ceux qui sont convaincus du contraire. Ces lignes de faille coïncident avec les divisions de la géographie et du niveau d'éducation, au grand dam de la démocratie.

En une décennie, les Pays-Bas se sont mués en une démocratie

de l'élite urbaine instruite, où les valeurs et les goûts de celle-ci prévalent aux dépens des valeurs et des goûts des autres. Du reste, en règle générale, les Néerlandais les plus diplômés se situent économiquement à droite et culturellement à gauche, tandis que la majorité sans doute de la population est un poil plus à gauche sur le plan économique (elle tient à un contrat social plus juste) et plus traditionnelle sur le plan culturel.

La victoire du BBB doit aussi être vue sous cet angle. Elle vient sanctionner le dernier cabinet Rutte, qui faisait la part belle aux Démocrates 66 (D66) [centre libéral, l'un des quatre partis du gouvernement de coalition]. C'était le sacrifice auquel les libéraux du VVD [la droite libérale de Mark Rutte] avaient dû consentir pour que Rutte conserve son fauteuil de Premier ministre. Mais le maintien au gouvernement des quatre partis de la coalition sortante a été désastreux pour la confiance de la population en ses dirigeants politiques.

Au chapitre du climat, la croisée des démocrates libéraux de D66, avec les émissions d'azote comme nouveau cheval de bataille, a exacerbé les divisions politico-sociales au sein du royaume. Elle divise les Pays-Bas entre bons

élèves et pollueurs, entre métropoles et régions, entre villes glorieuses et quartiers déshérités, entre contents et mécontents. Le Parti travailliste (PvdA) et l'Appel chrétien-démocrate (CDA) doivent être bien embarrassés de se retrouver ainsi catapultés dans le monde de l'élite autosatisfaite, qui n'a plus de lien aucun avec l'autre côté des Pays-Bas.

Séisme citoyen. Au lendemain du scrutin se pose cette question brûlante : le BBB construira-t-il des ponts entre le pays des satisfaits et celui des insatisfaits ? Le taux de participation inattendu du scrutin, de 58 %, envoie un signal positif. Il pourrait augurer d'un retour, même prudent, de la confiance du peuple dans son personnel politique : des électeurs qui avaient décroché son de retour aux urnes.

Ces élections ont ceci de crucial : il se pourrait qu'avec le BBB soit enfin né le parti anti-establishment indispensable pour rétablir un équilibre dans notre démocratie de l'élite urbaine diplômée, et pour que ceux qui se sont éloignés de la politique s'y intéressent de nouveau. En un sens, le BBB est le frère néerlandais de l'Alliance néo-flamande (N-VA) qui, en Belgique, a réussi à juguler l'influence de l'extrême droite populiste flamande.

Une lourde responsabilité pèse aujourd'hui sur les autorités des Pays-Bas. Elles devront regarder en face la crise des pouvoirs publics : le fossé entre la politique et le terrain, les effets pervers d'une société de l'efficacité qui repose sur des systèmes technocratiques et juridiques aux dépens des personnes et des communautés.

Une immense responsabilité pèse également sur les épaules de la fondatrice du BBB, Caroline van der Plas. Il faudra que sa formation soit plus qu'un lobby de l'agro-industrie et qu'elle garde ses distances avec la frange complotiste de la protestation paysanne. Croisons les doigts pour que ce séisme agriculteur citoyen nous mène à la réconciliation et permette aux Pays-Bas de redevenir un pays bien organisé et juste. Même si cela passera probablement par une crise gouvernementale et par la fin de l'ère Rutte.

—René Cuperus, publié le 17 mars



TRIBUNE

Une victoire surprise

●●● Le BoerBurgerBeweging (BBB, Mouvement agricole citoyen) est né en 2019, peu après les premières manifestations d'agriculteurs néerlandais opposés au projet du gouvernement d'acheter de force de très nombreuses exploitations, dans l'objectif de réduire drastiquement les émissions d'ammoniac et d'oxydes d'azote. Depuis 2021, le BBB ne comptait qu'une seule députée, sa dirigeante, Caroline van der Plas. Mais le 15 mars, à l'issue des élections régionales, le parti a suscité la surprise en devenant le premier parti dans l'ensemble des douze provinces des Pays-Bas ainsi qu'au Sénat.

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le code QR



Vous pouvez aussi vous rendre sur notre site : <https://boutiquevpc.courrierinternational.com/>



8,50€*

Climat, le temps de l'action

Face à la réalité du dérèglement climatique, qui s'impose partout sur la planète, comment faire pour ne pas rester paralysés, désespérés, face aux canicules, aux incendies, aux sécheresses ?

• Format : 20 x 29,5 cm
• 144 pages

Les autorités ont-elles le devoir de regarder en face les effets pervers d'une société de l'efficacité.



8,50€*

Atlas des énergies

Comment sortir des énergies fossiles ? Peut-on se passer du nucléaire ? À quand la transition énergétique ? Réponses en cartes et en infographies.

• Format : 20 x 29,5 cm
• 144 pages

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 30 juin 2022. * Frais de port en sus en fonction du produit. Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



Israël. Il faut en finir avec l'occupation

Le projet du gouvernement d'abolir l'indépendance de la Cour suprême est toujours très contesté. Mais pour ce spécialiste d'Israël, la bataille pour une vraie démocratie doit passer par l'arrêt de l'occupation militaire des Territoires palestiniens.



—The Guardian (Londres)

L'atmosphère à la fin d'une grande manifestation a quelque chose d'irréel. Cette impression est particulièrement perceptible lorsque s'éteignent les derniers échos de voix dans les rues, quand les barricades se dépeuplent et qu'on enroule les drapeaux et bannières

pour les ranger. C'est aussi un moment dangereux où une apparente victoire peut vite se transformer en défaite.

Voilà où en sont les manifestants israéliens qui sont descendus dans la rue la semaine dernière [jusqu'au 27 mars] pour contrer le Premier ministre, Benjamin Nétanyahou, et son projet de réforme judiciaire.

Jamais le pays n'avait connu de mobilisation aussi massive. Il s'agit essentiellement de la révolte des classes moyennes, éduquées, progressistes et non religieuses contre un Israël autoritaire et théocratique.

Shikma Bressler, professeur de physique des particules à l'Institut Weizmann, est peut-être l'une des figures du mouvement les plus représentatives. Treize semaines durant, elle a appelé ses concitoyens à la rejoindre dans la rue. Et ils l'ont entendue. Des cadres d'entreprises technologiques et leurs équipes, des banquiers et des économistes, des scientifiques et des avocats, mais surtout, des milliers de réservistes qui ont refusé de servir si le projet du gouvernement était

Jamais il n'y avait eu une mobilisation si massive. Elle a obtenu un report du projet de réforme judiciaire.

adopté. On est loin des profils de militants habituels dans ce pays où la gauche n'a jamais été aussi faible. Il ne s'agissait pas d'un mouvement gauchiste. À certains égards, c'était un mouvement de contestation typique des années 2020, de la période que traverse actuellement l'Occident : l'aile dure de la droite a tenté de bouleverser un des fondements de la société et les forces progressistes du centre se sont alliées pour y faire barrage. Du moins pour le moment.

Car la crise est loin d'être finie. Les manifestants n'ont obtenu qu'une pause dans le projet de réforme judiciaire du gouvernement. Ce n'est donc pas une victoire, mais une simple trêve.

Alors que les discussions commencent à peine entre Nétanyahou et l'opposition parlementaire afin de trouver un compromis, la première partie du paquet législatif du gouvernement est prête à être adoptée à la simple majorité à la Knesset. Elle accorderait au gouvernement un pouvoir de décision final sur la nomination des juges.

L'arme est chargée sur la table; Nétanyahou n'a plus qu'à appuyer sur la détente. La seule chose qui

l'arrête pour l'instant, c'est l'opposition écrasante au projet, le pouvoir du peuple, que Bressler et de nombreux autres organisateurs ont réussi à fédérer dans la rue.

Réels dangers. Nétanyahou espère que d'ici au début de la prochaine session parlementaire – après la Pâque juive et les fêtes nationales israéliennes du mois de mai –, le mouvement se sera essouffé. Il n'a pas cédé, mais il a simplement battu en retraite de manière stratégique.

Il existe d'autres dangers bien réels. Les éléments d'extrême droite au sein de la coalition de Nétanyahou sont en ébullition. Et lorsque Nétanyahou a appelé les partisans de sa réforme de la justice à se rassembler à Jérusalem, des groupes affiliés à la droite kahaniste ont accueilli les manifestants avec hostilité. Ils ont frappé les journalistes, jeté des œufs et des pierres; certains avaient apporté des couteaux et des armes à feu.

Les colons les plus déterminés utilisent depuis longtemps la violence pour terroriser les Palestiniens en Cisjordanie occupée. Dans les recoins sordides des réseaux sociaux d'extrême droite, ils promettent de porter cette violence à l'intérieur de la Ligne verte.

Les Palestiniens citoyens d'Israël seront les premières victimes. Et si les opposants de



OPINION

Nétanyahou continuent à descendre dans la rue pour protester contre le programme de son gouvernement, ils risquent d'avoir à en découdre, comme l'ont menacé certains de ses partisans.

La situation est dans une impasse. Mais ce n'est pas nouveau. Sont en cause l'occupation militaire de la Cisjordanie et le blocus de Gaza, qui durent depuis plus de cinquante ans. Ce qui a changé, c'est qu'autrefois la droite se contentait de suivre Nétanyahou, de le laisser "gérer" l'occupation qui s'étendait un peu plus chaque année.

Aujourd'hui, la droite dure a d'autres ambitions et veut se diriger vers ce que certains de ses dirigeants politiques, comme le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, appellent un moment "décisif" : la défaite finale du

mouvement national palestinien et l'annexion de la Cisjordanie. Le contrôle de la droite sur la justice est la première étape pour concrétiser ce projet. C'est pourquoi la vie politique israélienne restera profondément instable tant que l'occupation restera une dictature militaire provisoire à durée indéfinie.

Le problème est que les mêmes facteurs qui ont permis au mouvement de contestation de prendre une telle ampleur l'empêchent de mener la réflexion nécessaire pour ne pas devoir répéter le même combat. La mobilisation doit aller au-delà de la défense du statu quo. Elle doit lutter contre la menace que représente la droite radicale et reconnaître que le projet judiciaire de la droite est un prolongement de son programme d'annexion définitive des Territoires occupés.

Mais l'occupation est précisément le sujet dont beaucoup de manifestants (ceux qui se drapent dans les drapeaux israéliens, ceux qui descendent dans les rues avec leurs couvre-chefs et leurs bérets de l'armée, ceux qui promettent de ne pas reprendre leur service dans les Territoires occupés tant que la réforme [judi-

La droite reproche à la justice d'avoir contrecarré son programme d'expansion en Cisjordanie.

ciaire] n'est pas abandonnée) ne veulent pas entendre parler. L'unité du mouvement de protestation a été possible parce que les questions qui fâchent n'ont pas été abordées.

C'est peut-être difficile à entendre pour ceux qui admirent les manifestations. Comment ne pas être ému par les foules qui défendent la "démocratie" dans la rue, par cette vague d'espoir qui apparaît lorsqu'un grand nombre de personnes affrontent des phalanges de policiers, des chevaux et des canons à eau? Mais c'est absolument crucial. Insister sur le rapport direct entre l'occupation et la crise politique israélienne n'est pas une posture radicale ou une volonté de pureté politique. Au

✓ Benjamin Nétanyahou.
Dessin de Kichka paru dans i24News, Tel-Aviv.

contraire, il s'agit d'une nécessité morale et vitale.

Pour comprendre pourquoi la droite israélienne a fait du système judiciaire son pire ennemi, il ne faut pas oublier que la droite lui reproche d'avoir contrecarré son programme territorial d'expansion maximaliste en Cisjordanie. Et si la Cour suprême a, en réalité, soutenu l'occupation et permis la construction de colonies, la droite des colons lui reproche ses décisions passées, à savoir la démolition des avant-postes illégaux et des projets de colonies et l'interdiction de raser des maisons palestiniennes. Elle s'est convaincue que la Cour suprême était l'ennemi à abattre si elle voulait mener à bien son objectif ultime.

Ethnocratie libérale. “Ce n'est pas une question d'espoir”, explique Yael Berda, organisatrice de manifestations et universitaire à l'université hébraïque de Jérusalem. “Mais de possibilité.” Que les manifestants scandent le mot “démocratie” reflète à la fois leur aveuglement et les attentes qu'il représente.

Aveuglement parce qu'ils croient qu'Israël est une démocratie alors qu'il s'agit d'une ethnocratie libérale qui maintient une dictature militaire en Cisjordanie depuis plus d'un demi-siècle. Mais aussi une ouverture, parce que commencer à parler de démocratie et s'interroger sur le vrai sens de ce mot est la seule façon de commencer à comprendre pourquoi l'absence de démocratie mine la stabilité politique du pays.

C'est peut-être mince, mais c'est la seule solution à un retour au statu quo, à une coalition gouvernementale dirigée par des centristes comme Yaïr Lapid ou le général à la retraite Benny Gantz et à la routine brutale de la gestion de l'occupation.

Soit le mouvement de protestation se transformera en un appel à une véritable démocratie – pour les Palestiniens comme pour les Israéliens –, soit il restera enfermé dans l'impasse actuelle, dans le bras de fer entre les tenants du statu quo et cette extrême droite que le statu quo a engendrée.

—Joshua Leifer,
publié le 30 mars

TURQUIE

Sur les terres de la confrérie Menzil

Les confréries musulmanes se sont mobilisées dans les zones sinistrées par le double séisme du 6 février. Comme Menzil, située dans le sud-est du pays et occupant des postes clés de l'État.



—Cumhuriyet, extraits
(Istanbul)

Le double séisme de Kahramanmaraş [le 6 février] a fait près de 50 000 morts et 100 000 blessés dans le pays, selon les chiffres officiels. Très vite, les institutions étatiques sont apparues gravement défaillantes dans les opérations de secours et de protection des rescapés.

Les confréries religieuses [ordres d'inspiration soufie, organisés autour de la figure charismatique d'un cheikh auquel les membres doivent une obéissance totale] se sont largement mobilisées pour remplir sur place le vide laissé par l'État.

Une est particulièrement puissante et active : la confrérie Menzil. À travers les organisations qui lui sont liées, comme la fondation Samarcande ou l'association Besir, qui bénéficient de budgets de millions de livres, la confrérie Menzil est très impliquée dans l'aide aux survivants de la catastrophe.

Et elle a récemment annoncé publiquement qu'elle soutiendrait la coalition menée par le président Erdogan pour les élections du 14 mai. Un soutien naturel, puisque la proximité idéologique des membres de la confrérie Menzil avec le pouvoir leur a permis de se voir attribuer de nombreux postes clés au sein de l'État [en particulier dans les secteurs de la santé, la justice et la police] en remplacement des membres de la confrérie Gülen, écartés, emprisonnés ou ayant fui après la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 [dirigée depuis les États-Unis par l'imam Fethullah Gülen, cette confrérie a été un allié précieux d'Erdogan avant d'entrer en conflit ouvert avec lui à partir de 2013].

C'est pour mieux cerner cette puissante mais discrète

Le 14 mai, lors des élections générales, la confrérie votera pour la coalition menée par le président Erdogan.

✓ Sur le tapis de prière rouge que tient Recep Tayyip Erdogan : Politique. À côté, sur le tapis de prière vert : Islam. Dessin d'Ammer paru dans NRC Handelsblad, Amsterdam.

organisation que nous nous sommes rendus dans son fief historique, le village de Menzil, dans la province d'Adiyaman.

En fait de village, il s'agit plutôt de villas, de complexes immobiliers de luxe avec gardiens à l'entrée, de centres commerciaux et de mosquées et monastères géants. La route qui mène au village est large et asphaltée [les routes de campagne en Turquie sont notoirement en mauvais état].

À l'entrée du bourg, deux membres de la confrérie filtrent les visiteurs. Nous expliquons à l'un d'eux, coiffé d'un takke [sorte de calotte portée en Turquie par les hommes les plus conservateurs], que nous sommes venus apporter de l'aide aux sinistrés dans la région d'Adiyaman et que nous voudrions visiter les lieux sur le chemin du retour.

Plutôt qu'un village, ce sont des complexes de luxe avec gardiens, centres commerciaux et mosquées géantes.

Il nous laisse passer, en précisant que certaines zones sont soumises à une stricte séparation entre hommes et femmes. D'ailleurs, nous n'avons pas croisé de femmes dans les rues du village, ni au marché ou dans les restaurants.

Normalement employé dans un aéroport stambouliote, le garde m'explique être venu ici en tant que bénévole : “Je suis venu pour travailler pendant une semaine.” Non loin de là, un complexe d'immeubles de plusieurs étages abrite 5 000 réfugiés rescapés du séisme, m'apprend-il. Dans la zone, aucun bâtiment ne semble avoir souffert de la catastrophe.

Dans la rue, je croise un homme âgé d'une cinquantaine d'années, affublé d'une chasuble de la fondation Samarcande qui balaie le sol. Il me raconte être originaire d'une autre ville mais travailler ici depuis plusieurs mois.

Il a un avis assez tranché sur les causes du séisme qui a ravagé les régions voisines : “C'est une façon d'expier pour nos péchés, nous devons prendre garde et changer. C'est sûr, c'est un châtiement pour toute la fornication qui a lieu dans

ce pays. Quelle autre explication pourrait-il y avoir ?” m'assure le quinquagénaire.

L'État semble totalement absent de ce village, de l'éclairage public au nettoyage des égouts, tous les services habituellement publics sont assurés par des membres de la confrérie, et le matériel porte son écusson.

Dans le village, c'est le complexe immobilier de Buhara qui accueille les réfugiés. L'éventuelle présence en ces lieux de centaines d'enfants orphelins rescapés du tremblement de terre qui auraient été confiés à la confrérie, comme l'ont avancé certains médias, ne pouvait pas être confirmée sur place.

Je me heurte à une certaine défiance et hostilité lorsque je demande sur quels critères sont sélectionnés les réfugiés admis dans ce complexe plutôt luxueux. Les 41 immeubles du complexe sont hauts de quatre étages, avec de larges ouvertures vitrées vers l'extérieur. Un centre commercial est à la disposition des habitants, et chaque bloc est agrémenté d'un jardin et de places de stationnement.

Un appartement de ce type se vendrait plusieurs millions de livres [centaines de milliers d'euros] à Istanbul, et en déambulant, impressionné, entre les immeubles on ne peut s'empêcher de se demander comment la confrérie est parvenue à une telle prospérité.

—Rifat Kirci,
publié le 27 mars

SOURCE



CUMHURIYET

Istanbul, Turquie

Quotidien, 40 000 ex.

cumhuriyet.com.tr

“La République”, créée en 1924,

est une institution avec son cercle de lecteurs fidèles attachés aux valeurs républicaines du kémalisme : défense de la laïcité et des droits des femmes.

Depuis l'arrivée de Recep Tayyip Erdogan au pouvoir, le journal est sous pression. En 2017, 17 collaborateurs ont été accusés d'avoir aidé des “organisations terroristes”, et condamnés à des peines allant jusqu'à huit ans de prison.

RÈGLES DU JEU EN LIGNE

1

Inscrivez-vous pour accéder au jeu et explorez six régions suisses dessinées.

2

Dans chaque carte, choisissez votre parcours et tentez d'atteindre la destination finale indiquée au début du jeu.

3

Si vous réussissez, vous obtiendrez un tampon dans votre carnet de voyage.

4

Une fois les six tampons obtenus, vous deviendrez Aventurier.e d'or.

5

Six Aventurier.e.s d'or seront tiré.e.s au sort. Chacun.e gagnera un voyage pour deux personnes en Suisse.

6

La première région est accessible dès le 30 mars. Les suivantes toutes les deux semaines.

DESTINATION A TROUVER DANS LA REGION DE JURA & TROIS LACS



Étang de la Gruère

Réserve naturelle d'importance nationale, l'Étang de la Gruère couvre plus de 120 hectares. Il s'agit d'un site marécageux dans lequel, au 17^{ème} siècle, fut aménagée une retenue d'eau artificielle pour actionner un moulin. Tout autour, un sentier aménagé invite à la découverte de sa faune et de sa flore particulières.

PROCHAINE RÉGION DISPONIBLE LE 20 AVRIL

La première région est accessible !
Jouez dès maintenant sur :
evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



© GIGLIO PASQUA

ENVIE DE PARTIR EN VACANCES EN SUISSE ?

À l'image d'une course d'orientation, partez à la découverte de la Suisse à la recherche du bon itinéraire. Berne, Valais, Fribourg, Jura & Trois-Lacs, Vaud, Tessin, toutes les deux semaines, explorez une des six régions suisses dans un décor immersif et interactif 100 % illustré. Six participants seront tirés au sort et remporteront chacun un incroyable voyage pour deux personnes !

30 mars — Région de Berne

6 avril — Région Jura & Trois-Lacs

20 avril — Région du Valais

4 mai — Région de Fribourg

18 mai — Région de Vaud

1^{er} juin — Région du Tessin

15 juin — Accès aux 6 régions

10 juillet — Annonces des 6 gagnants





Suisse.



Voyage en train dans les forêts et les prairies du Jura suisse

Une journaliste spécialiste du “slow travel” découvre un brin d’esprit révolutionnaire et des paysages vertigineux dans le petit train rouge du Jura.

Dans le train régional traversant le Jura suisse, mon voisin est d’humeur bavarde. Je lui dis que j’arrive tout juste d’Écosse. “*Je comprends ce que peuvent ressentir les gens, là-bas, me souffle-t-il en se penchant vers moi. Nous aussi nous avons dû nous battre pour obtenir notre indépendance de Berne.*” La votation de 1978 qui a permis au canton du Jura de s’affranchir de la tutelle bernoise n’a certes pas bouleversé les affaires européennes, mais les questions d’identité et d’autonomie restent profondément ancrées dans les replis des collines du Jura suisse. Plus de quarante ans plus tard, la république et canton du Jura, majoritairement francophone, est toujours le canton le plus récent de la Confédération suisse.

TRANSPORTS GRATUITS POUR LES TOURISTES

“*Ici, nous faisons les choses à notre manière, poursuit mon compagnon de voyage. Nous avons même notre propre compagnie ferroviaire.*” Dans le Jura, à partir d’une nuit passée dans le canton, les voyageurs se voient offrir par les hôteliers une carte Jura-Pass. Elle leur permet d’accéder gra-

tuitement à tout le réseau de transports publics de la communauté tarifaire Vagabond et est valable pendant toute la durée de leur séjour, de leur arrivée à l’hôtel jusqu’à minuit le jour de leur départ (pour une durée maximale de quinze jours).

J’ai posé ma valise à Glovelier, non loin du chef-lieu cantonal de Delémont, dans la haute vallée de la Sorne, car la ville est un nœud de transports. Parmi les diverses excursions proposées depuis Glovelier avec le Jura-Pass, la plus intéressante pour découvrir la région est la ligne de 51 kilomètres qui mène à La Chaux-de-Fonds. Sur ce trajet, le train rouge prend son temps. Il marque plus d’une douzaine d’arrêts [18], et le voyage jusqu’au terminus dure une heure et quart. Comme les principales routes de la région, l’étroite voie ferrée se plie aux caprices du terrain, suivant docilement l’orientation nord-est - sud-ouest des longs escarpements du relief jurassien.

Je constate pourtant dès les premières minutes du parcours que ce petit chemin de fer doit tout de même relever des défis lancés par la topographie : le train s’élève vers les forêts de la Combe Tabeillon, où les flancs des collines sont de plus

en plus abrupts. Avant d’aborder une pente particulièrement raide, il s’arrête sur un quai de service et fait marche arrière.

LE JURA EN HIVER, UN PARADIS ENNEIGÉ

En bon jurassien, mon compagnon de voyage me fait part de son dédain pour les Alpes : “*À quoi bon se précipiter vers les grands sommets où toutes les stations sont si bondées ?*” demande-t-il, devant que je trouve les paysages du Jura suisse sérieusement sous-estimés.

Le charme de la région ne se limite toutefois pas à ses paysages. Le réseau ferré des CJ [Chemins de fer du Jura], et notamment la ligne principale reliant Glovelier à La Chaux-de-Fonds, offre une expérience incomparable de voyage lent. C’est une occasion de voir de près la géographie intime du pays et, en chemin, de faire halte dans de petits villages. Parmi mes préférés, Le Pré-Petitjean et Le Bémont sont d’excellents points de départ pour des randonnées.

The Guardian

ILLUSTRATION © VERANE COTTIN PHOTO © DAVID BIRRI / GRAPHISME CLAIRE@LILUK.COM

Prochaine région disponible le 6 avril

evenements.courrierinternational.com/suisseaventure



afrique



—The New York Times,
extraits (New York)

Les promesses et les faiblesses de la campagne américaine de lutte anti-terroriste sont particulièrement flagrantes sur la base aérienne d'entraînement de Baledogle, dans le centre de la Somalie.

En ce jour [de février], 346 recrues achèvent leur formation. Elles rejoindront bientôt un commando d'élite entraîné par le département d'État américain, conseillé par ses forces spéciales et secondé par les forces aériennes de Washington.

Depuis le mois d'août 2022, cette unité, baptisée "Danab" [en somali, *Ciidamada danab* ou "Force éclairante"], a été le fer de lance de plusieurs victoires militaires contre le groupe terroriste Al-Chabab, considéré [par les États-Unis] comme la branche la plus dangereuse d'Al-Qaïda.

"Nous sommes plus déterminés que jamais", assure la sous-lieutenant Shukri Yusuf Ali, 24 ans, qui a rejoint l'unité il y a deux ans. Elle fait partie des rares femmes de la troupe, et a récemment été choisie pour participer à une formation dispensée par l'armée américaine à Fort Benning, [dans l'État de] Géorgie.

Mais aujourd'hui la cérémonie est teintée de tristesse. De nombreuses recrues seront envoyées directement sur le front pour regarnir deux unités Danab, décimées [le 20 janvier] par une attaque terroriste ayant fait plus d'une centaine de morts et de blessés.

Somalie. Le retour du faucon noir

Trente ans après leur départ forcé, les États-Unis retrouvent un rôle sécuritaire et militaire dans le pays. En Afrique, Washington renoue ainsi avec le paradigme de la lutte contre le terrorisme.

J'ai effectué mon premier reportage en Somalie il y a trente ans. À l'époque, la principale mission de l'armée américaine consistait à rendre la capitale et ses banlieues, ravagées par la famine, suffisamment sûres pour permettre l'acheminement de l'aide humanitaire – interrompu par des querelles intestines au sein des forces somaliennes.

Guerre sans fin. Elle avait ensuite quitté le pays après la bataille de Mogadiscio de 1993, durant laquelle 18 soldats américains avaient trouvé la mort contre des miliciens somaliens – cet épisode a inspiré plusieurs livres et le film [de Ridley Scott] *La Chute du faucon noir* [c'est cette bataille qui a déterminé le retrait américain, après la diffusion d'images de cadavres de soldats américains].

Aujourd'hui, près de vingt ans après l'ascension d'Al-Chabab, la Somalie est l'un des fronts les plus

actifs dans la guerre sans fin que mène Washington contre l'extrémisme islamique depuis les attentats du 11 Septembre.

La lutte a commencé en 2014 avec une poignée de conseillers militaires, et s'est intensifiée progressivement jusqu'au déploiement de 700 formateurs américains, rappelés par Donald Trump juste avant la fin de son mandat, en 2021. En 2022, Joe Biden a remobilisé 450 de ces instructeurs pour épauler les troupes somaliennes face aux rebelles d'Al-Chabab, qui tiennent encore une bonne partie du sud du pays.

La Somalie est également devenue l'épicentre de la guerre des drones contre le terrorisme, qui s'est apaisée dans d'autres points chauds – le Yémen, la Libye et les zones tribales du Pakistan, notamment –, où les frappes américaines ont permis d'atténuer la menace.

En 2022, les États-Unis

ont réalisé près de 20 frappes aériennes en Somalie – un nombre en baisse par rapport au record de 63, en 2019. Dans la quasi-totalité des cas, il s'agissait toutefois d'opérations conjointes visant à défendre les troupes locales.

Je suis retourné en Somalie [en février] pour un rare reportage en immersion avec les forces spéciales du département d'État. J'ai ainsi découvert comment une poignée d'Américains, généralement postés loin des lignes de front, conseillent et assistent les troupes somaliennes dans leur terrible lutte quotidienne contre un ennemi redoutable.

De nombreux soldats, diplomates et fonctionnaires américains, somaliens ou venant d'autres pays africains témoignent de leur optimisme devant l'engagement du gouvernement somalien. Ils restent néanmoins prudents, et quelques doutes subsistent sur la capacité de l'État à garder le contrôle des territoires reconquis.

Après l'attaque [de la base militaire], le 20 janvier, dans l'État de Galmudug, dans le centre du pays, le gouvernement somalien a réclamé plus d'armes aux Américains et a exhorté une nouvelle fois Washington à intensifier ses frappes de drone et à assouplir les règles qui les encadrent. Ces demandes ont pour l'instant reçu un accueil mitigé de la part du gouvernement Biden, frileux à l'idée de s'impliquer davantage sur le plan militaire.

Cette attaque est survenue au moment où l'armée somalienne durcissait l'offensive lancée il y a plusieurs mois contre ce groupe

terroriste qui ravage toute la Corne de l'Afrique, en s'alliant avec différentes milices issues de clans locaux – à qui le gouvernement fournit, entre autres, de nouvelles munitions.

Au mois de mai 2022, les Somaliens ont élu un nouveau président, Hassan Cheikh Mohamoud – qui avait déjà occupé le poste de 2012 à 2017. Depuis son retour au sommet de l'État, il a déclaré une guerre totale à Al-Chabab, et s'est engagé à réduire son emprise territoriale et à tarir ses sources de financement. D'après les services de renseignements, le groupe compterait entre 7 000 et 12 000 membres, et brasserait près de 120 millions de dollars [113 millions d'euros] par an – obtenus notamment en taxant et en rackettant les habitants.

450 instructeurs américains épaulent les troupes somaliennes face aux rebelles d'Al-Chabab.

L'offensive à grande échelle a débuté peu de temps après le redéploiement des instructeurs américains en Somalie. Ces soldats ont un rôle purement consultatif et ne mènent aucune offensive unilatérale, contrairement au commando antiterroriste Team 6 des Navy Seal [les forces spéciales de la marine américaine], qui a abattu le mois dernier un éminent financier de l'État islamique dans le nord du pays.

Si plusieurs hauts fonctionnaires et analystes somaliens,



américains et occidentaux saluent le succès croissant de cette campagne militaire, qui a notamment permis la reconquête de plusieurs dizaines de villes et de villages, d'autres, au contraire, soulignent le long chemin qu'il reste à parcourir. Ils invoquent notamment la ténacité d'Al-Chabab, les dysfonctionnements qu'a connus la Somalie par le passé, la complexité effarante de son système de clans, et le risque imminent de famine, à cause de la sécheresse.

Heather Nicell, analyste spécialiste de l'Afrique chez Janes, une entreprise londonienne de renseignement militaire, prévient : *«Les chebabs ne devraient pas s'affaiblir de manière significative au cours de l'année à venir. Ils s'adaptent.»*

Le groupe terroriste contre-attaque en effet avec une extrême violence dans tout le pays, et a réussi à reprendre le contrôle de certaines régions, qui ne cessent de basculer d'un camp à l'autre. En octobre 2022, Al-Chabab a infligé au pays son attentat le plus meurtrier depuis cinq ans : 121 personnes ont trouvé la mort, et près de 300 ont été blessées dans l'explosion de deux voitures piégées devant le ministère de l'Éducation à Mogadiscio, métropole aux quelque 2 millions d'habitants.

Près de l'aéroport de la capitale, en bord de mer, une zone de sécurité quasi hermétique a été construite pour accueillir notamment les diplomates, les instructeurs militaires, les employés de l'ONU et les journalistes. Près de 1 000 étrangers y travaillent, protégés du chaos

↑ Photos prises le 8 février sur la base d'entraînement de Baledogle, dans le centre de la Somalie. De gauche à droite, des recrues de l'unité somalienne Danab lors d'exercices de tir à balles réelles et lors de leur remise de diplômes; à droite, leurs instructeurs américains. Photos Diana Zeyneb Alhindawi/ The New York Times

de la ville par d'immenses murs de béton antidéflagration, surmontés de barbelés coupant.

J'ai atterri à Mogadiscio au début du mois de février, et je me suis installé dans un hôtel à deux pas de l'aéroport. Depuis la fenêtre de ma chambre, je voyais passer des blindés motif camouflage. Pendant trois jours, avec ma collègue photographe Diana Zeyneb Alhindawi, nous avons interrogé ceux qui travaillent dans le périmètre de sécurité. Puis nous nous sommes envolés à bord d'un C-130 de l'armée, direction la base de Baledogle, à 55 miles [environ 90 kilomètres] au nord-ouest de la capitale, pour assister à des exercices de tir à balles réelles et à la cérémonie de remise des diplômes. Nous avons toujours un casque et un gilet pare-balles sous la main, au cas où les chebabs attaquaient.

Près de l'aéroport, même les murailles de la zone de sécurité ne suffisent pas à tenir la violence à distance. Les combattants d'Al-Chabab parviennent

régulièrement à frapper par-dessus les murs, comme le 1^{er} février, quand un mortier de 82 mm s'est écrasé tout près de l'ambassade américaine – véritable forteresse sans fenêtre –, faisant 4 blessés.

Le poste est réputé tellement dangereux que le département d'État américain a interdit à son ambassadeur, Larry André Jr, trente-trois ans de carrière, de s'aventurer au cœur de la ville. Même au sein de la "zone verte", le diplomate circule dans un véhicule blindé, accompagné de gardes du corps. Ce qui ne l'empêche pas de se rendre régulièrement dans d'autres régions du pays, comme la base de Baledogle en ce jour de cérémonie.

Les soldats des commandos Danab sont recrutés par Bancroft Global Development, une entreprise américaine qui collabore depuis des années avec le département d'État pour former les troupes de l'Union africaine et les accompagner dans leurs missions en Somalie.

Les recrues qui réussissent les épreuves physiques, de lecture et d'écriture, et dont le dossier ne pose pas de problèmes de sécurité sont ensuite envoyées à Baledogle pour une formation aux techniques de combat de trois mois dispensée par les instructeurs de Bancroft.

D'après les représentants de l'ambassade américaine, le département d'État dépense environ 80 millions de dollars [75 millions d'euros] chaque année pour entraîner, équiper et fournir l'unité Danab en nourriture et carburant, et verser une

prime mensuelle de 300 dollars [280 euros environ] à chacun de ses membres.

Certains commentateurs reprochent aux opérations militaires en Somalie d'être trop tributaire des commandos Danab. Et redoutent que cela ne freine le développement de l'armée régulière – une tâche colossale et de toute évidence plus difficile.

Sur le terrain, les forces spéciales américaines, notamment les Bérets verts et les Navy Seal, travaillent main dans la main avec les soldats de Danab, et les conseillent sur la préparation des missions, la collecte de renseignements et l'anticipation des difficultés.

En 2022, les États-Unis ont réalisé près de 20 frappes aériennes en Somalie.

Lorsque l'unité Danab part en mission, les consultants américains restent en retrait dans de petites bases opérationnelles, mais ils gardent l'œil en permanence sur le déroulement des opérations grâce aux images retransmises en direct par les drones de surveillance et les avions de reconnaissance.

Si les commandos se retrouvent en difficulté, ils commencent par demander de l'aide aux unités de l'armée somalienne à proximité ou aux hélicoptères de combat ougandais. En dernier recours, ils appellent des renforts américains.

Lorsque la situation est vraiment trop critique, en cas d'attaque imminente ou effective de l'ennemi, les experts américains peuvent déclencher une frappe aérienne défensive conjointe. Selon des sources officielles, la Turquie effectuerait elle aussi parfois des frappes pour soutenir les Somaliens.

Les États-Unis ne sont en effet pas les seuls à conseiller et à assister Mogadiscio dans sa lutte contre Al-Chabab. L'Union africaine, la Turquie, l'Ouganda, le Royaume-Uni, les Émirats arabes unis, l'Érythrée et l'Égypte sont également au rendez-vous.

Ce méli-mélo d'alliances ne facilite pas la tâche des officiers somaliens chargés de coordonner ces éléments disparates dans une force de combat unifiée.

«Les nouvelles recrues sont formées à différents endroits, par des instructeurs venus de différents pays. Chacun a ses méthodes, sa philosophie, son matériel et même sa propre langue!» résume Omar Mahmood, analyste en chef et spécialiste de l'Afrique de l'Est pour l'ONG International Crisis Group. *Fatalement, cette absence de socle commun dessert la volonté d'harmonisation de l'armée.»*

Vestes piégées. Pour stabiliser les territoires libérés, le président Hassan Cheikh Mohamoud mise sur le développement des services et la consolidation des alliances avec les chefs de clan et ses alliés internationaux. Mais cette approche centrée sur les clans n'a pas encore fait ses preuves, soulignent certains spécialistes.

L'attaque du 20 janvier a bien failli porter un coup terrible à l'unité Danab et à l'offensive à grande échelle. Ce jour-là, à l'aube, quatre voitures chargées d'explosifs et dix terroristes vêtus de vestes piégées ont pris d'assaut un camp de soldats de Danab. Une centaine de chebabs ont ensuite ouvert le feu sur la base, dans une attaque qualifiée de *«catastrophique»* par les autorités américaines.

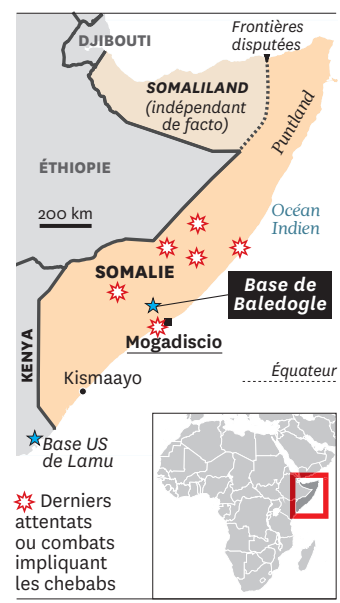
La riposte aérienne immédiate des Américains a mis les assaillants en déroute et, le lendemain, les survivants de l'escouade endeuillée ont rejoint d'autres unités de l'armée somalienne pour préparer la contre-offensive.

Deux semaines après l'assaut, en ce jour de remise des diplômes, les portraits des victimes s'étalent fièrement sur les murs du camp d'entraînement de Baledogle. La base sera bientôt rebaptisée en l'honneur du major Hassan Tuure, commandant en second de l'unité, tué lors de l'attaque.

Les soldats ne céderont rien aux extrémistes, assure le sous-lieutenant Ali. Elle était autrefois graphiste à Mogadiscio, et c'est elle qui a réalisé les portraits.

«Je n'ai pas peur. Je n'ai peur de rien», confie-t-elle depuis une tente dressée à quelques pas du lieu de la cérémonie. Les applaudissements et les chants des centaines de diplômés nous parviennent à intervalles réguliers. *«Je veux protéger le peuple somalien. Il a besoin de moi.»*

— Eric Schmitt, publié le 23 février



ZIMBABWE

Ces jeunes diplômés qui font leur retour à la terre

Une partie de la nouvelle génération a choisi de délaisser le monde des affaires pour cultiver manguiers et orangers ou élever volailles et bovins.



IKON IMAGES

— Mail & Guardian (Johannesburg)

Lorsque Tavuya Manungo, 29 ans, est retourné dans sa ville natale, Shamva, dans le nord-est du Zimbabwe, un master en finance en poche, il n'avait aucune intention de travailler dans le monde des affaires.

Il était accompagné de son frère, Mako, 27 ans, titulaire pour sa part d'un diplôme en gestion.

Les deux hommes avaient décidé de devenir agriculteurs et étaient impatients de se lancer. Ils dirigent aujourd'hui une ferme de 1200 hectares située dans une région connue pour ses mines de nickel et pour avoir été le théâtre

de la première grève de mineurs en Afrique (en 1927).

“Les exploitations agricoles bien gérées, petites ou grandes, sont plus lucratives que la plupart des emplois sur le marché, explique Mako. C'est aussi un travail épanouissant, qu'il est facile d'aimer.”

Les deux frères font partie d'une nouvelle génération de jeunes diplômés, dont beaucoup en commerce, en droit, en finance et en ingénierie, qui quittent le costume-cravate pour l'agriculture.

La ferme Masimbiland, nommée ainsi d'après une montagne proche, est composée de 15 hectares d'orangers, 90 hectares de maïs, 3,5 hectares de piments et plus de 30 000 poules

“C'était un véritable acte de foi parce que je ne connaissais quasiment rien à l'agriculture.”

Hilary Chikambi, AGRICULTEUR DE 27 ANS

pondeuses. Elle compte également une pépinière d'agrumes et de manguiers et visait la production de 1 million de plants d'agrumes avant la fin de 2022.

Tavuya se charge de la gestion et des finances, et Mako de l'exploitation. En 2015, les deux hommes ont remporté le Prix des jeunes éleveurs de brahmanes. Après avoir commencé petit, ils ont maintenant plus de 200 têtes de cette super-race bovine.

Plus de 40 cueilleurs travaillent pour eux chaque jour et ils emploient également leurs conjoints. Mais les mères célibataires des villages environnants sont prioritaires. “Nous ne sommes rien sans les gens qui travaillent la terre, ce sont eux qui rendent tout cela possible”, insiste Mako.

Hilary Chikambi, 27 ans, a lui aussi troqué son costume pour une salopette d'ouvrier agricole. Il est revenu “à la terre” après avoir quitté un emploi de comptable.

“C'était un véritable acte de foi parce que je ne connaissais quasiment rien à l'agriculture, raconte-t-il. Lorsque j'étais enfant, j'ai vu mes parents élever des poulets, et c'est grâce à cela que j'ai réussi à convaincre un ami d'investir avec moi dans ce projet. Je suis heureux que l'élevage de poulets soit devenu une entreprise populaire au Zimbabwe, parce que les coûts des intrants sont relativement faibles, les marges de bénéfices généralement importantes et le délai de production court.”

Peu de temps après ses débuts, de fortes pluies ont détruit ses poulaillers et tué presque toutes les volailles. Il les a préparées pour la consommation, mais un réfrigérateur a mal fonctionné, l'obligeant à donner toute la viande avant qu'elle ne se gâte.

Quatre ans et de nombreuses leçons plus tard, Hilary Chikambi et son équipe vendent près de 2 000 volailles par mois à des supermarchés, des restaurants et des particuliers.

Ayant perdu des oiseaux à cause d'un mauvais contrôle des maladies et de ce que Hilary Chikambi décrit comme des “erreurs mineures”, il a eu recours à des formations professionnelles pour apprendre les bonnes pratiques agricoles. Il envisage de se lancer dans l'horticulture et la production de maïs, ce qui lui permettra de réduire le coût des aliments pour ses poulets.

“Je veux que les jeunes sachent que l'on peut vivre de l'agriculture, et bien, déclare-t-il. Et, franchement, il n'y a pas de profession où la main de Dieu soit plus visible : vous semez une graine ou vous plantez quelque chose dans le sol, vous y croyez, vous l'entourez de soins et, en temps voulu, vous pouvez en récolter les fruits.”

Selon les statistiques du ministère de l'Agriculture des États-Unis, le Zimbabwe a enregistré en 2021 la troisième récolte de maïs de son histoire. La production, qui dépend principalement de l'eau de pluie, a un peu

diminué en 2022, mais la diversité agricole du pays a augmenté.

Le Zimbabwe a fait en 2022 ses premières exportations de chanvre industriel vers la Suisse et a entrepris de développer une culture du cannabis fiable en l'adossant à sa production de tabac. Il est le cinquième producteur mondial de tabac et exporte également du coton, des noix de macadamia, des agrumes, du sucre, des légumineuses et des fleurs coupées.

— Wonai Haruperi, publié le 22 décembre 2022

SOURCE



MAIL & GUARDIAN

Johannesburg, Afrique du Sud Hebdomadaire

mg.co.za

Fondé en 1985, sous le nom de *Weekly Mail*, le titre a été banni trois ans plus tard par le régime de l'apartheid. Il a été remis à flot en 1993 par le *Guardian* de Londres. Le titre a été cédé en 2017 à un fonds d'investissement basé à New York (MDIF). Résolument à gauche, l'hebdo milite pour une Afrique du Sud plus tolérante.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Poulets, chèvres, céréales : au Zimbabwe, le troc est une arme anti-inflation Les frais de scolarité se paient en poulets, et un sac de maïs s'échange contre un transport en cariole.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

SÉNÉGAL

Des éclaircissements, Monsieur le président!

L'ambiguïté sur l'éventuelle troisième candidature à la présidence de Macky Sall pèse sur le pays, alors que son principal opposant a été condamné à de la prison avec sursis – mais reste éligible.

— Le Pays (Ouagadougou)

Après plusieurs renvois, c'est une audience spéciale qu'a connue, le 30 mars à Dakar, le procès pour diffamation de l'opposant Ousmane Sonko. Ce dernier a été condamné à deux mois avec sursis, dans un contexte de vive tension qui a vu ses partisans faire le pied de grue dans la rue depuis la veille, quand des heurts ont éclaté entre policiers et manifestants décidés à braver l'interdit.

Le fait est que, depuis plusieurs mois, le feuilleton Ousmane Sonko tient en haleine tout le Sénégal, où l'atmosphère sociopolitique s'est fortement dégradée. Le leader du Pastef [Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité] est l'objet de poursuites judiciaires qui ne sont rien d'autre, pour l'opposition réunie autour de son leader, qu'une cabale politique visant à le disqualifier de la course au fauteuil présidentiel [25 février 2024].

Justice malmenée. La situation est d'autant plus explosive que non seulement l'opposition ne fait pas confiance à la justice, qu'elle accuse d'être inféodée au pouvoir en place, mais aussi parce qu'elle soupçonne le chef de l'État de nourrir des velléités de briguer un troisième mandat qu'elle juge constitutionnellement indu [La Constitution du pays, révisée en 2016, prévoit que la durée du mandat présidentiel est de cinq ans, et non plus de sept, et que "nul ne peut exercer plus de deux mandats consécutifs". Mais Macky Sall a fait valoir que, quand le Conseil constitutionnel avait été consulté avant la révision, il avait estimé que son premier mandat était "hors de portée" de la réforme. Le président a donc estimé le débat "tranché" sur "le plan politique".]

De là à voir derrière les ennuis judiciaires de leur champion une façon détournée, pour le pouvoir, de dégager un boulevard pour le natif de [la ville de] Fatick par la désormais bien connue méthode de la condamnation judiciaire, qui a eu raison des ambitions présidentielles d'opposants, et pas des moindres, comme Karim Wade, Khalifa Sall [l'ancien maire de Dakar] et

Barthélemy Dias [actuel maire de Dakar], bien avant Ousmane Sonko, il y a un pas que l'opposition a vite franchi.

Et tout porte à croire qu'elle en tire suffisamment de motivation pour maintenir la pression sur la justice, qui n'est pas loin d'être prise entre le marteau d'une opposition qui se veut plus vigilante que jamais et l'enclume d'un pouvoir qui n'entend pas se déculotter face à la pression de la rue. Si ce n'est pas une façon, pour l'opposition, de pousser le chef de l'État à dévoiler ses intentions, cela y ressemble fort.

Alors, et si Macky Sall clarifiait enfin sa position? La question est d'autant plus fondée que tout porte à croire que c'est l'éventualité de sa candidature à un troisième mandat qui cristallise aujourd'hui les passions au sein de l'opposition. Comment peut-il en être autrement quand, au lieu de rassurer ses compatriotes, le locataire du palais de la République lui-même ne craint pas d'ouvrir le débat juridique sur la question, sachant que sa lecture est aux antipodes de celle de ses adversaires?

Autant dire qu'aujourd'hui Macky Sall paraît à la fois le problème et la solution à la crise sociopolitique que traverse son pays. La solution pourrait aller dans le sens d'un renoncement clair et net à ce fameux troisième mandat, à l'image d'un Mahamadou Issoufou, qui, quand il était président du Niger, n'avait pas hésité à jeter derrière les barreaux certains de ses soutiens qui l'appelaient à franchir le pas.

La condamnation d'Ousmane Sonko ne clôt pas pour autant le débat. Le problème demeurera, en revanche, si Macky Sall continue de se claquemurer dans un mutisme qui ne manque pas d'interroger à moins d'un an de la présidentielle du 25 février 2024; ou pire, s'il devait tomber le masque en s'engageant sur un chemin qui s'est révélé plutôt périlleux pour certains de ses pairs sous nos tropiques.

Mais bien plus que la légalité, c'est la légitimité d'une telle candidature qui devrait interroger le chef de l'État sénégalais. Ce au regard de la dégradation continue de la situation sociopolitique

dans son pays, où les violences consécutives aux manifestations de protestation se sont parfois soldées par des pertes en vies humaines. Autant dire que, pour autant qu'il soit dans la perspective d'un troisième mandat, Macky Sall doit mesurer tous les enjeux de sa candidature avant de se jeter à l'eau.

Et il serait bien inspiré de tirer leçon de l'expérience de son prédécesseur, Abdoulaye Wade, qui s'était engagé sur le même chemin tortueux et qui a perdu le pouvoir dans les conditions que l'on sait. [En février 2012, la validation par le Conseil constitutionnel de sa troisième candidature avait provoqué des violences dans plusieurs villes du Sénégal. L'opposition jugeait alors la candidature d'Abdoulaye Wade anticonstitutionnelle.] Cela pour son bien et celui de tout le Sénégal.

Discrète société civile. Car si, à quelque onze mois de la présidentielle, les couteaux sont autant tirés entre acteurs politiques alors même qu'il ne s'est pas encore clairement prononcé sur la question, qu'en sera-t-il si, au dernier moment, le président Sall décidait de franchir la

Condamné à deux mois de prison avec sursis, Ousmane Sonko est toujours inculpé dans un autre dossier pour viol.

ligne rouge de cette fameuse candidature à un troisième mandat, qui pourrait décider d'autres composantes, comme la société civile, restée jusque-là plutôt discrète, à entrer dans la danse? Le Sénégal n'a pas besoin de ça.

En tout état de cause, la condamnation d'Ousmane Sonko, qui a été reconnu coupable de diffamation, à deux mois assortis de sursis, plus une amende de 200 millions de FCFA [304 000 euros], ne clôt pas pour autant le débat puisque l'affaire de la masseuse qui le poursuit pour "viol et menaces de mort" reste encore pendante devant la justice, qui, en ne suivant pas le parquet, qui avait demandé une condamnation de deux ans de prison dont un an ferme, ôte, pour ainsi dire, un argument aux partisans de l'opposant pour douter de son indépendance.

Elle a plutôt coupé la poire en deux. —
Publié le 30 mars



ÉDITO

Le Monde
Ateliers



ATELIER PHOTOGRAPHIE Construire un récit en images

Découvrez notre premier atelier photographie organisé avec Magnum et apprenez aux côtés de **Lorenzo Meloni**.

Collaborateur régulier du Monde, Lorenzo Meloni est photographe reporter de guerre. Il a notamment photographié la guerre en Syrie, le conflit contre l'organisation État islamique et plus récemment la guerre en Ukraine. Son travail artistique aborde les thèmes du postcolonialisme et du passage du temps.

Participez à 15 heures d'atelier en 5 séances.

ateliers.lemonde.fr



DU 24 AU 28 AVRIL



à la une

INDE L'AUTRE GÉANT ASI

Le 14 avril, l'Inde deviendra officiellement l'État le plus peuplé du monde. Fort d'une population jeune et d'une bonne image auprès des investisseurs occidentaux – qui ferment les yeux sur la politique nationaliste et autoritaire du gouvernement Modi –, le pays pourrait s'imposer comme un puissant rival face à la Chine. Encore faut-il qu'il règle plusieurs problèmes majeurs : une pauvreté endémique, une jeunesse en mal d'emploi et une démocratie à la dérive.



ATIQUE

↖ Calcutta illuminée à l'occasion de la fête annuelle des lumières (Diwali) et de la déesse Kali, en octobre 2017. Photo Arko Datto

Cette population immense et jeune est **une chance**

SOURCE



SCROLL.IN

New Delhi, Inde

scroll.in

Site d'informations indépendant indien en langue anglaise, Scroll.in est arrivé sur la Toile en 2013. Il aspire à rendre compte des événements politiques et culturels indiens, grâce à "des analyses objectives et des commentaires d'experts". Créé par l'entrepreneur Samir Patil et le journaliste Naresh Fernandes, le site a reçu en 2015 le prix de la meilleure start-up de l'année décerné par le National RedInk Awards for Excellence in Journalism, en Inde.

Grâce à son fort pourcentage de personnes en âge de travailler, l'Inde pourrait récolter les fruits du "dividende démographique". Reste pour cela à améliorer les secteurs clés de l'éducation et de la santé.

— Scroll.in (New Delhi)

L'Inde est en train de devenir le pays le plus peuplé du monde, elle a sans doute déjà dépassé la Chine. La World Population Review, organisation indépendante spécialisée dans la démographie, évaluait en effet à 1,41 milliard le nombre d'habitants en Inde à la fin de 2022, soit environ 5 millions de plus qu'en Chine. Cette annonce est survenue quelques jours après que la Chine a révélé une baisse de sa population pour la première fois en plus de soixante ans. Les Nations unies avaient, elles, prévu que l'Inde atteindrait la première place aux alentours du 14 avril.

Certains appels sont lancés par des hommes politiques pour que l'Inde introduise des mesures de contrôle de sa population [avec une limitation à deux enfants par couple, inspirée par la politique chinoise de l'enfant unique entre 1979 et 2015], mais les spécialistes estiment que les inquiétudes concernant le risque de surpopulation sont généralement exagérées. Selon eux, une population nombreuse et jeune peut être une chance pour l'Inde. Celle-ci ne pourra cependant récolter ce dividende démographique qu'à condition que des mesures soient prises dans les meilleurs délais pour améliorer l'éducation, les soins de santé et

la formation professionnelle. Le pays pourrait par ailleurs rencontrer de nouveaux problèmes, tels qu'une pression accrue portant sur les villes, en raison d'une augmentation de l'exode rural.

Le gouvernement, pour sa part, ne croit pas que l'Inde ait besoin de mesures [de limitation de la population], car les tendances des courbes démographiques sont encourageantes. Le ministre de la Santé de l'Union indienne, Mansukh Mandaviya, avait d'ailleurs déclaré au Parlement en avril 2022 qu'il ne fallait pas procéder à un contrôle des naissances par la force, mais plutôt en sensibilisant et en éduquant les citoyens.

Il avait souligné que, grâce au succès des mesures politiques prises, l'Inde avait vu son taux de croissance démographique chuter par rapport aux niveaux des années 1970-1980: "Nous avons obtenu des résultats puisque le taux de fécondité est tombé à environ 2 enfants par femme." Dès les années 1970-1980 ont été mises en œuvre des mesures qui ont permis d'améliorer les services de planification familiale et de contraception.

Lorsque l'indice synthétique de fécondité (le nombre moyen d'enfants qu'une femme mettra au monde durant les années où elle est en âge de procréer) s'établit à 2,1 enfants par femme, il garantit la stabilité de la population de ce pays, quelles que soient les circonstances.

Poonam Muttreja, directrice exécutive de la Fondation indienne pour la population, approuve cette approche: "L'Inde n'a nullement besoin d'introduire des mesures strictes de contrôle démographique. Nous sommes sur la bonne voie pour stabiliser notre population d'ici au milieu du siècle (2048)." Elle ajoute: "On sera donc très proche de l'objectif à long terme de la politique nationale indienne en matière de population de l'an 2000, qui était de parvenir à une population stable d'ici à 2045."

De leur côté, les Nations unies prévoient que la population indienne atteindra un pic de 1,7 milliard d'habitants dans les années 2060, avant de retomber à 1,5 milliard d'ici à la fin du siècle.

Toutefois, des spécialistes comme Aparajita Chattopadhyay, professeure à l'Institut international des sciences de la population de Bombay, soulignent que, si des mesures de contrôle de la population ne sont pas nécessaires dans l'ensemble du pays, certains États doivent néanmoins faire l'objet d'une attention particulière.

"Il existe certains îlots où [l'indice synthétique de fécondité] est égal ou supérieur à 3. Nous devons chercher à savoir pourquoi, et comment y remédier. → 28

1,4

MILLIARD D'HABITANTS

Ce sera le chiffre estimé de la population indienne au 14 avril, selon les projections des Nations unies. L'Inde dépassera alors la Chine pour devenir le pays le plus peuplé du monde... Un statut qu'elle pourrait en fait revendiquer depuis un moment. En effet, le pays n'a pas recensé sa population depuis 2011. Un recensement devait avoir lieu en 2021, mais il a été repoussé en raison du Covid-19. Et pourtant, ce comptage "constitue la base de tous les plans que le gouvernement [met] en œuvre", rappelle **The Indian Express**. Jusqu'à 100 millions de personnes pourraient ainsi être exclues du programme de distribution alimentaire destiné aux plus pauvres.

27 ← Les stratégies à adopter peuvent varier selon les endroits”, estime Aparajita Chattopadhyay. Elle explique ainsi que, dans l’État du Bihar, ce phénomène est sans doute dû au manque d’infrastructures sanitaires.

Par ailleurs, les États devraient atteindre leur pic démographique à des moments différents, et non pas tous en même temps, toujours d’après les spécialistes. Selon Aparajita Chattopadhyay, les États du Sud ont commencé à connaître un vieillissement de leur population prématurément, et seront donc confrontés aux problèmes liés à l’âge plus rapidement que ceux du Nord. Ainsi, le Kerala est arrivé à ce stade en 1998, tandis que la croissance démographique du Bihar ne devrait pas se stabiliser avant 2039.

Cela signifie également que le meilleur moment pour récolter les fruits du dividende démographique varie d’un État à l’autre. Par “dividende démographique”, on entend la capacité à enregistrer une bonne croissance économique grâce à la présence d’un fort pourcentage de personnes en âge de travailler, supérieur à celui des non-actifs.

AVEC UNE TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE ENTAMÉE PLUS TÔT, LES ÉTATS DU SUD SONT EN AVANCE SUR CEUX DU NORD.

De ce point de vue, les États du Sud sont en avance sur ceux du Nord, explique Poonam Muttreja, avec une transition démographique entamée plus tôt. Cette transition désigne le passage des taux de natalité et de mortalité d’un niveau élevé à faible. “Les États en avance dans leur transition démographique ont commencé à engranger des dividendes très tôt, mais ils en perdront au cours des trente à quarante prochaines années, ajoute-t-elle. Le Kerala et le Tamil Nadu [États du sud de l’Inde], qui ont ouvert le bal, perdront leurs dividendes plus tôt que d’autres États, comme l’Uttar Pradesh, le Bihar [dans l’Est] et les États du nord de l’Inde.”

De l’avis des spécialistes, la croissance démographique de l’Inde est une chance. Pour Poonam Muttreja, les jeunes, par leur importante présence dans le pays, peuvent énormément contribuer à l’économie et à la croissance de l’Inde. Mais pour exploiter au mieux cette chance, il faut améliorer rapidement le niveau d’éducation et de qualification, et l’offre de soins. “Une fenêtre de possibilités existe pour l’Inde”, dit Poonam Muttreja, sous réserve cependant que le pays investisse dans la santé, l’alimentation, l’éducation et l’employabilité avant que cette fenêtre ne se referme.

Autre bémol : l’explosion démographique devrait accentuer la pression sur les centres urbains du pays. Les Nations unies prévoient que la population urbaine de l’Inde passera de 483 millions d’habitants en 2020 à 675 millions en 2035. New Delhi pourrait ainsi voir sa population grimper d’environ 20,6 millions d’habitants en 2021 à 30,9 millions en 2041, selon un scénario de forte croissance.

— Nachiket Deuskar, publié le 1^{er} février

→ Dessin de Falco, Cuba.

Repères

LA PAUVRETÉ EST REVENUE

“La pandémie de Covid-19 a interrompu la baisse de la pauvreté dans le monde et en Inde”, indiquait *The Print* en octobre 2022.

En 2020, 71 millions de personnes dans le monde sont devenues pauvres, dont au moins un tiers en Inde : dans ce pays, on estime entre 23 et 56 millions le nombre de personnes qui ont basculé dans l’extrême pauvreté – un chiffre peu précis en raison de l’absence de recensement depuis 2011. La Banque mondiale définit l’extrême pauvreté comme le fait de vivre avec moins de 2,15 dollars par jour.

DES EMPLOIS QUALIFIÉS, S’IL VOUS PLAÎT!

La croissance indienne est parmi les plus élevées du monde, mais ni l’État ni l’industrie ne peuvent absorber la quantité de jeunes diplômés en quête d’un emploi.

— *Financial Times* (Londres)

Kiran VB, 29 ans, vit à Bangalore, la capitale indienne des nouvelles technologies. Il espérait travailler dans une usine de ce secteur après le lycée, mais il a eu du mal à trouver un emploi et a débuté dans la vie active comme chauffeur. Par la suite, il a dû épargner pendant plus de dix ans pour enfin acheter son propre taxi. “Le marché est très rude, les gens traînent chez eux à ne rien faire, explique-t-il à propos de proches qui sont diplômés d’écoles d’ingénieur ou de commerce mais qui n’ont pas non plus trouvé de bons emplois. Même les gens qui sont diplômés du supérieur n’ont pas de travail, ou alors ils sont vendeurs ou livreurs.”

Son témoignage est symptomatique d’un problème de fond en Inde et d’une difficulté croissante pour le Premier ministre, Narendra Modi, qui se présentera à sa réélection en 2024 : l’économie indienne, bien qu’en forte croissance, ne crée pas assez d’emplois, en particulier pour les jeunes Indiens, dont beaucoup sont au chômage ou relégués à des tâches qui ne correspondent pas à leurs compétences. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour l’Inde une croissance économique de 6,1 % en 2023 – l’un des taux les plus élevés parmi les puissances économiques – et de 6,8 % en 2024.

Mais le taux de chômage ne cesse d’augmenter. Il était de 7,45 % en février 2023, contre 7,14 % le mois précédent, selon des données de l’Observatoire de l’économie indienne [le CMIE, selon son acronyme anglais]. “La croissance que nous observons est principalement celle du secteur privé, et les entreprises indiennes n’emploient pas tant de personnes que ça par unité de production, explique Pronab Sen, économiste et ancien conseiller principal à la Commission indienne



de planification économique. D’un côté, on voit des jeunes qui ne trouvent pas de travail; de l’autre, on a des entreprises qui se plaignent de ne pas trouver de personnes compétentes.”

Quant aux postes de fonctionnaires, convoités pour la sécurité qu’ils apportent, selon Pronab Sen, ils sont peu nombreux par rapport à la population indienne, qui s’élève à 1,4 milliard d’habitants.

La disponibilité des compétences est aussi problématique : de nombreuses entreprises préfèrent engager des candidats plus âgés, qui ont acquis des compétences très recherchées. “Une bonne partie de la croissance en Inde est alimentée par les secteurs de la finance, de l’assurance, de l’immobilier, des services délocalisés, des télécommunications et de l’informatique, explique Amit Basole, professeur d’économie à l’université Azim Premji, à Bangalore. Ce sont des secteurs à forte croissance mais qui ne créent pas d’emplois.” Doper la création d’emplois, en particulier pour les jeunes, est crucial si l’Inde veut pouvoir tirer parti de son dividende démographique.

“UN PAYS COMME L’INDE NE PEUT PAS EMPLOYER TOUTE SA POPULATION DANS LE TERTIAIRE.”

Rahul Gandhi, OPPOSANT À MODI

Le pays a une population jeune qui, en 2023, devrait prendre à la Chine sa place de numéro un mondial. Un nombre croissant d'entreprises cherchent à limiter leur dépendance aux fournisseurs et aux consommateurs chinois, sur le plan des chaînes logistiques comme des ventes. En Inde, le gouvernement central et les États, comme celui du Karnataka, dont Bangalore est la capitale, dépensent des milliards de dollars pour attirer des investisseurs dans les industries comme l'électronique et la production ultramoderne de batteries, et ce dans le cadre de la campagne Make in India ["Produire en Inde"], menée par le gouvernement de Modi.

Tuer le temps au travail. Récemment, les autorités ont aussi assoupli le droit du travail, afin qu'il ressemble plus aux réglementations en vigueur en Chine, à la suite de pressions exercées par des entreprises comme Apple et son sous-traitant Foxconn, qui prévoit de fabriquer des iPhone dans l'État du Karnataka (dans le sud-ouest du pays).

Reste que la production industrielle indienne augmente plus lentement que d'autres secteurs, c'est pourquoi il est peu probable qu'elle devienne à court terme une grande créatrice d'emplois. L'industrie n'emploie que 35 millions de personnes environ, et l'informatique 2 millions seulement, sur une population active d'environ 410 millions de personnes dans l'économie formelle, selon la dernière enquête du CMIE portant sur les deux premiers mois de l'année 2023.

Selon un haut responsable du Karnataka, des jeunes très qualifiés et diplômés postulent pour devenir policiers.

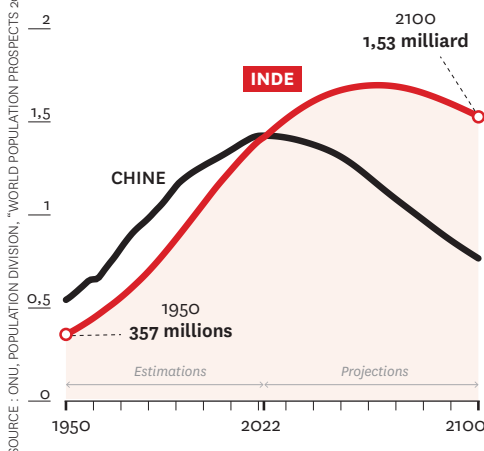
Le gouvernement de Narendra Modi semble prendre conscience du sujet. En octobre 2022, le Premier ministre a présidé une campagne de recrutement pendant laquelle il a remis des lettres d'affectation à 75 000 jeunes, afin de montrer que son gouvernement cherchait vraiment à créer des emplois et "à doter la jeunesse indienne des compétences essentielles pour un avenir meilleur".

Certaines personnalités de l'opposition ont raillé cette initiative. Le président du Parti du Congrès, Mallikarjun Kharge, a déclaré que ces affectations étaient "très insuffisantes". Un autre responsable politique a affirmé que cette foire à l'emploi était "une cruelle plaisanterie infligée aux jeunes chômeurs". Rahul Gandhi, héritier de la famille fondatrice du parti du Congrès, a affiché son intention d'attaquer le Premier ministre sur le sujet du chômage pendant la campagne électorale [les élections générales auront lieu au printemps 2024], alors que Modi a de bonnes chances de décrocher un troisième mandat. "Le vrai problème est le chômage, et c'est ce qui suscite beaucoup de colère et de craintes", a déclaré Rahul Gandhi lors d'un entretien accordé au groupe de réflexion londonien Chatham House, en février. *Je ne pense pas qu'un pays comme l'Inde puisse employer toute sa population dans le tertiaire.*

Ashoka Mody, économiste à l'université de Princeton, aux États-Unis, cite le terme *timepass*, qui, en anglais d'Inde, signifie "tuer le temps de manière non productive", pour

En croissance

Évolution des populations indienne et chinoise de 1950 à 2100 (en milliards)



expliquer un autre phénomène qui entrave le marché du travail : le sous-emploi, soit la présence de personnes à des postes qui ne correspondent pas à leur profil. "Il y a des centaines de millions de jeunes Indiens qui 'tuent le temps' au travail, estime Ashoka Mody, auteur de l'essai *India Is Broken* ["L'Inde est en panne", Stanford University Press, 2023; inédit en français], dans lequel il critique les politiques économiques des gouvernements indiens depuis l'indépendance. *Nombre d'entre eux sont dans cette situation, alors qu'ils ont plusieurs diplômes et qu'ils ont fréquenté plusieurs universités.*"

Dildar Sekh, 21 ans, a quitté Calcutta pour Bangalore après avoir suivi un cursus du secondaire en informatique. N'ayant pas décroché un des trop rares emplois de la fonction publique, il a fini par travailler à l'aéroport de Bangalore pour un sous-traitant qui aide les passagers en fauteuil roulant. Cet emploi le rémunère 13 000 roupies par mois (145 euros).

"Ce travail est correct, mais pas le salaire, témoigne Dildar Sekh, qui rêve d'épargner assez d'argent pour s'acheter un iPhone et offrir à ses parents un vol en hélicoptère. *Il n'y a pas de bon poste pour un jeune. Les gens qui ont de l'argent et un réseau réussissent à s'en sortir; les autres doivent continuer à trimmer jusqu'à la mort.*"

— John Reed (à Bangalore), publié le 19 mars

3470

MILLIARDS DE DOLLARS

C'est le PIB de l'Inde en 2022, avec une croissance de 6,8 %, selon le FMI. Cet indicateur explose depuis le début des années 2000, et place l'Inde au cinquième rang des économies mondiales. Le pays semble encore loin derrière la Chine (deuxième mondial) et ses 18 320 milliards de dollars de PIB affichés en 2022, toujours selon le FMI. Mais la croissance chinoise, elle, n'était que de 3,2 % en 2022.

Contexte

La prochaine usine du monde ?

●●● Les autorités indiennes veulent à tout prix attirer les investissements étrangers, notamment à travers une série de programmes incitatifs dans des secteurs clés comme les semi-conducteurs. Foxconn prévoit ainsi de créer deux usines dans le sud du pays, rapportait **The Economic Times** le 9 mars. Le géant taïwanais y fabrique déjà des iPhone et y assemble des téléphones Xiaomi. Les États-Unis et l'Inde ont également signé un protocole d'accord le 10 mars afin de coordonner leur stratégie en matière de semi-conducteurs. Les deux pays "cherchent à collaborer sur les politiques des semi-conducteurs" pour répondre aux difficultés rencontrées sur la chaîne d'approvisionnement et "réduire la dépendance à l'égard de la Chine", souligne de son côté **Mint**. Sur le marché des semi-conducteurs, l'Inde demeure un petit acteur, mais le pays s'impose comme un centre mondial lorsqu'il s'agit de la production de produits électroniques, tiré notamment par les stratégies de géants comme Apple ou Dell, qui s'implantent dans le pays.

Un marché du travail très peu féminisé

●●● "L'Inde est confrontée à une baisse vertigineuse de la participation des femmes au marché du travail", met en garde **MoneyControl**. Le site d'information économique indien rappelle que les femmes ne représentaient que 19 % de la main-d'œuvre en Inde en 2021, contre plus de 40 % au début des années 1990. Des millions de femmes ont jeté l'éponge au cours des dernières décennies et l'Inde enregistre l'un des taux de participation à la population active des femmes les plus bas du monde. En cause, la sécurité sur le lieu de travail, les discriminations ou encore les rôles assignés à chaque sexe. À mesure que les revenus des ménages augmentent, les femmes quittent le marché du travail, ce qui peut constituer un signe de prospérité. "L'Inde ne peut pas se permettre de laisser les femmes instruites en dehors du marché du travail", alerte une tribune publiée dans **The Indian Express**. Les trois universitaires qui signent le texte appellent à changer les normes et les attitudes des hommes.

Repères

LE G20, ÉNORME COUP DE PUB

L'Inde sort le grand jeu. Le pays assure la présidence tournante du G20, et le Premier ministre Narendra Modi en profite pour s'offrir une campagne de pub vantant le poids grandissant de New Delhi sur la scène internationale, explique **The Washington Post**. Son visage a été placardé partout dans les grandes villes du pays qui accueilleront des événements tout au long de l'année, avant la réunion des chefs d'État en septembre : au total, 215 réunions organisées dans 56 villes pour un coût de plus de 100 millions de dollars. "De New Delhi à Bombay, les routes ont été recouvertes de panneaux d'affichage qui masquent la vue sur les bidonvilles tout en rappelant aux passants que l'Inde, 'mère de la démocratie', accueille désormais d'importants dirigeants mondiaux", raconte le quotidien américain.



L'Occident a choisi : le **business** avant tout

Avec la guerre en Ukraine et la montée en puissance de la Chine, l'Inde est plus que jamais un partenaire stratégique pour les États-Unis et l'Europe. Loin de toute considération sur les droits humains, c'est ici le commerce qui prime, relève "The Hindu".

—**The Hindu** (Madras)

Le jour même où Air India a annoncé une commande de 470 avions aux constructeurs aéronautiques Boeing et Airbus [le 14 février], le fisc indien a débarqué dans les bureaux de la BBC [à New Delhi et à Bombay]. Quand le Premier ministre, Narendra Modi, a évoqué un renforcement des partenariats stratégiques avec les États-Unis et la France, des fonctionnaires du BJP [Bharatiya Janata Party, le parti nationaliste hindou au pouvoir de Narendra Modi], y compris des ministres de l'Union [indienne], ont accusé la télévision britannique de menées anti-indiennes avec le soutien des partis d'opposition [en janvier, après la diffusion d'un documentaire sur le rôle de Modi dans les sanglantes émeutes antimusulmanes de 2002 au Gujarat].

Modi s'est entretenu en visioconférence avec Emmanuel Macron, et Joe Biden l'a félicité par

téléphone pour le contrat avec Boeing. Entre-temps, le Premier ministre du Royaume-Uni, Rishi Sunak, dont le pays est l'un des bénéficiaires du contrat avec Airbus (Rolls-Royce va fabriquer les moteurs), a publié un tweet enthousiaste. Tout cela en dit long sur le rôle que l'Inde entend jouer vis-à-vis de l'Occident, un rôle défini dans la "doctrine stratégique de l'hindutva" [hindouïté].

Modi a cité à maintes reprises les trois D – démocratie, demande et démographie – comme étant les trois facteurs qui font de l'Inde une destination de choix pour les investissements occidentaux. Quand Modi a commencé à évoquer les trois D, en 2014, les Américains se satisfaisaient du commerce avec la Chine. Mais dans les années qui ont suivi, les relations entre les États-Unis et la Chine se sont fortement détériorées, et la Russie a envahi l'Ukraine. Le gouvernement Biden veut maintenant définir la

↑ Narendra Modi.
Dessin d'Ingram Pinn
paru dans le **Financial Times**, Londres.

SOURCE

THE HINDU

Madras, Inde

Quotidien

thehindu.com

Né en 1878 à Madras

(Chennai) en tant

qu'hebdomadaire,

The Hindu est devenu

quotidien en 1889.

Ce grand journal anglophone est connu pour sa ligne politique de centre gauche ainsi que pour ses analyses indépendantes et ses prises de position équilibrées.

Son lectorat se trouve essentiellement dans le sud du pays.

politique internationale comme un clivage idéologique fondamental entre démocratie et autocratie.

Le 14 février, Modi a invité des entreprises occidentales à profiter des possibilités offertes par le marché indien de l'aviation civile, en pleine expansion. Sur le premier D [démocratie], les gouvernements occidentaux émettent parfois des réserves à mots couverts, mais ils ne cachent pas leur enthousiasme quand il s'agit du deuxième D [demande]. La commande d'Air India était la troisième meilleure vente de tous les temps pour Boeing en valeur, et sa deuxième en volume.

"Cet achat se traduira par plus de 1 million d'emplois américains dans 44 États, et bon nombre d'entre eux ne demanderont pas quatre ans d'études supérieures", a déclaré le président Joe Biden dans un communiqué. "Ce contrat témoigne de la force des liens économiques qui unissent nos deux pays, a-t-il ajouté. J'espère vivement que nous irons encore plus loin dans notre partenariat économique avec le Premier ministre Modi afin de faire face aux défis planétaires qui nous attendent."

Selon Sunak, cette commande d'avions va créer "des emplois mieux rémunérés et de nouveaux débouchés dans nos pôles industriels, depuis Derby [où Rolls-Royce est implanté] jusqu'au pays de Galles", ce qui va aider le Royaume-Uni à "faire croître son économie et à mieux défendre sa politique".

Macron présente Modi comme un ami, et l'un et l'autre ont salué le "partenariat stratégique" entre leurs deux pays. L'attrait du marché indien, soutenu par sa démographie, paraît plus important que le premier D.

Tandis que le gouvernement britannique n'a fait jusqu'à présent aucun commentaire concernant la perquisition du fisc indien dans les locaux de la BBC, le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, s'est borné à rappeler l'importance de la liberté des médias en démocratie.

La position du BJP est que la BBC n'est pas un média libre, mais un agent étranger qui mène une action anti-indienne. En fait, les démocraties occidentales ne sont pas étrangères à cette logique : les États-Unis et l'Union européenne ont imposé un ensemble de restrictions aux médias russes pour les mêmes motifs.

Interrogé par les Américains sur les violences policières contre les agriculteurs qui manifestaient à New Delhi en janvier 2021, le gouvernement Modi leur a rappelé la prise d'assaut du Capitole. En effet, le discours sur un affrontement planétaire entre les démocraties et les autocraties est émaillé de contradictions, et les troubles au sein des pays démocratiques sont importants, si bien que l'Occident ne peut prétendre à aucune supériorité dans ce domaine.

La doctrine stratégique de l'*hindutva* veut mettre l'Occident au service de ses ambitions nationalistes. Résultat : l'Inde fait appel aux technologies et aux investissements des pays occidentaux, tout en résistant aux injonctions de ces mêmes États sur les questions de politique intérieure. Par ailleurs, quand ils doivent choisir entre un débouché commercial concret et un objectif moral abstrait, les Occidentaux n'hésitent jamais : l'économie avant tout.

—Varghese K. George,
publié le 15 février

À la une



“S. Jaishankar comme voix de la politique étrangère nationaliste hindoue de Modi”, titre **The Caravan** dans son numéro de mars 2023. Le mensuel indien consacre un portrait fleuve à Subrahmanyam Jaishankar, le ministre des Affaires étrangères. Propulsé à ce poste en 2019, cet ancien ambassadeur d'Inde aux États-Unis s'est adapté à ce que les nationalistes hindous attendent de lui. Anglophone de haute caste, il “défend avec enthousiasme les valeurs civilisationnelles indiennes et protège farouchement le gouvernement des questions et des critiques”.

↓ Dessin d'Ahmad Qaddura, Suède.

UNE DÉMOCRATIE À LA DÉRIVE

Depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi et de son parti, le BJP, en 2014, la situation ne cesse d'empirer pour l'opposition, la presse, mais surtout pour les minorités religieuses.

Le système indien est en train de tourner à la tyrannie totale”, juge le politologue indien de renom Pratap Bhanu Mehta, dans l'une de ses chroniques publiées par l'**Indian Express**. Il en veut pour preuve l'exclusion “*farfelue*” et “*politiquement orchestrée*” de l'opposant Rahul Gandhi du Parlement, “*la traque des membres de la société civile et des organisations de recherche, la censure de l'information*”. Le seul objectif du régime, écrit-il, est de “*créer une peur omniprésente*”.

Rahul Gandhi, figure du Parti du Congrès, a en effet perdu son mandat de député le 24 mars, à la suite d'une condamnation pour diffamation contre le Premier ministre, Narendra Modi. Au mois de janvier, le gouvernement a également fait interdire la diffusion d'un documentaire de la BBC qui mettait en cause le rôle de Narendra Modi dans les pogroms antimusulmans du Gujarat en 2002. Peu de temps après, le diffuseur britannique recevait la visite du fisc à Delhi et à Bombay.

Le Bharatiya Janata Party (BJP) du Premier ministre indien, Narendra Modi, ne tolère plus aucune forme d'opposition, estime Pratap Bhanu Mehta. Pour lui, ces signes sont d'autant plus inquiétants qu'ils signifient que les nationalistes hindous ne permettront en aucun cas une transition de pouvoir. V-Dem,

un institut de l'université de Göteborg, en Suède, met en garde dans son dernier rapport, publié en 2023, contre la dérive autocratique de l'Inde, rapporte **Scroll.in**. Parmi les indicateurs des autocraties, selon V-Dem, figurent la censure des médias, la répression de la société civile et les restrictions dans le monde universitaire et culturel. “*V-Dem a classé l'Inde au 108^e rang mondial pour la démocratie électorale, derrière des pays comme la Tanzanie, la Bolivie, le Mexique, Singapour et le Nigeria*”, souligne le média d'information en ligne.

Depuis l'arrivée au pouvoir des nationalistes hindous, en 2014, la liberté de culte a elle aussi été mise à

mal. Les crimes contre les minorités religieuses et plus particulièrement contre les 200 millions de musulmans (14 % de la population), ont grimpé en flèche. HindutvaWatch, un site Internet qui recense les violations des droits en Inde et les crimes contre les minorités, a répertorié plus de 1 000 cas d'attaques violentes et de discours haineux depuis avril 2021, souligne le **Washington Post**. Entre 2014 et 2019, de tels crimes auraient connu une augmentation de 300 %, indique le quotidien américain : lynchages de musulmans au nom de la protection des vaches sacrées, attaques contre des églises, appels répétés au génocide des musulmans de la part d'extrémistes hindous, y compris par des membres du BJP...

Article 14, un site d'information qui traque les défaillances du système judiciaire indien, dénonce le contexte d'impunité qui règne contre les extrémistes hindous ayant organisé des événements au cours desquels des appels au génocide ont été proférés.

“*La psychologie de la tyrannie a-t-elle maintenant été intériorisée par suffisamment d'Indiens pour rendre la résistance plus difficile ?*” interroge Pratap Bhanu Mehta dans l'**Indian Express**. Les violences religieuses se sont déchaînées, sans provoquer de réaction. La liberté d'information et le système judiciaire sont mis à mal dans l'indifférence. “*Telle est la logique de la tyrannie, les ogres de l'oppression se promènent librement, tandis que nous regardons avec indifférence la justice et la liberté liées par des chaînes*”, regrette l'universitaire.

—**Courrier international**

En vente



“GÉOPOLITIQUE, LE MONDE DE DEMAIN”

L'article de **The Hindu** ci-contre est paru dans notre hors-série, sorti le 15 mars dernier. Un an après le début de la guerre en Ukraine, nous avons souhaité revenir sur les bouleversements géopolitiques qu'elle a causés. Et notamment sur l'émergence du Sud global, non aligné. De nombreux pays d'Afrique entendent ainsi tirer leur épingle du jeu, sans forcément choisir un camp dans la nouvelle donne internationale. Quant à l'Inde, elle se pose économiquement comme une alternative à la Chine pour les investisseurs internationaux. Retrouvez cet article et bien d'autres dans nos soixante-seize pages d'analyses et de reportages de la presse étrangère.



CARTOON MOVEMENT

trans- versales.



économie

Sciences.....36
Signaux37

Un nouvel âge du capitalisme financier



FOCUS

Argent. Le chaos de mars montre à quel point les banques ont pris une importance stratégique dans le nouvel ordre géopolitique.

C'est le retour du colbertisme, jugent ces deux éditorialistes américains.

—**Bloomberg Opinion,**
extraits (*New York*)

Est-il lieu plus idoine pour méditer sur le chaos bancaire de ce printemps que ce lieu discret, dans le quartier financier d'Édimbourg – non loin de là où vécut le parrain du libéralisme, Adam Smith [1723-1790]? La Bibliothèque des erreurs est le musée des catastrophes capitalistes : on y trouve une chemise dédicacée par Nick Leeson, trader rebelle qui fit tomber la Barings Bank [institution britannique qui fit faillite en 1995], comme un portrait du légendaire escroc Charles Ponzi [1882-1949].

Cette bibliothèque tire sa devise d'un adage de James Grant [spécialiste de la finance] : *“Le progrès est cumulatif en sciences et ingénierie, mais cyclique dans la finance.”* On a l'impression que l'histoire bégaie en observant ce qui s'est passé en mars : les autorités de régulation créent une nouvelle crise en voulant combattre la précédente; les intrépides financiers du libre marché découvrent soudainement les vertus de l'intervention publique; les partisans de la lutte des classes affirment

que le capitalisme est injuste, mort, ou les deux.

Et une fois de plus, nous devons faire face à une réalité : les règles de la finance vont changer. La Réserve fédérale contemporaine [la banque centrale américaine] a été créée après que John Pierpont Morgan a dû organiser le sauvetage en urgence de l'économie par le secteur privé en 1907, en enfermant ses collègues banquiers chez lui, au 219 Madison Avenue. La réglementation Glass-Steagall, qui sépare les banques d'affaires et les banques commerciales, est entrée en vigueur en 1933 sous l'impulsion de Franklin Roosevelt, après le krach de Wall Street [en 1929]. Ces restrictions ont ensuite été abrogées par Bill Clinton en 1999, car on leur reprochait d'encourager des innovations irresponsables dans d'autres branches du secteur financier. La même séparation a été partiellement rétablie en 2010 par la loi Dodd-Frank, qui faisait elle-même suite à la faillite de Lehman Brothers en 2008.

Cette fois-ci, la restructuration de la finance semble moins reposer sur un ensemble de règles

que sur un changement de mentalité politique : l'acceptation d'une forme mercantile de la finance, qu'Adam Smith aurait détestée, mais qui est en parfaite adéquation avec les politiques étatistes de la géopolitique contemporaine. Nous pourrions glisser vers une nouvelle forme de capitalisme financier. Ça ne se fera pas du jour au lendemain. Au sein des banques elles-mêmes, on pense davantage en ce moment à la survie qu'aux idées révolutionnaires.

Prêts glamours. D'ailleurs, pour les patrons de la finance plus que pour la classe politique, la nouvelle réalité se résume à une expression : le retour aux fondamentaux.

Si la crise de 2008-2009 était liée à la qualité des actifs (tous ces prêts hypothécaires douteux et les tas vertigineux de produits dérivés adossés à si peu de capitaux), cette fois, l'accent porte sur les liquidités. En théorie, la Silicon Valley Bank (SVB), qui a fermé le 10 mars, et Credit Suisse, qui s'est effondré dans les bras d'UBS [le 19 mars], disposaient de fonds propres relativement

importants pour couvrir leurs éventuelles créances douteuses. Mais elles n'avaient pas assez de liquidités pour répondre à la longue file de déposants qui voulaient soudain récupérer leur argent. Tout s'est certes passé sur des écrans d'ordinateurs, mais ces paniques bancaires se sont déroulées comme à l'époque des files d'attente aux guichets.

Tout imputer à une soudaine pénurie de liquidités dédouane toutefois la SVB et Credit Suisse de toute responsabilité. Les déposants ne veulent récupérer leur argent en toute hâte que lorsqu'ils ne font pas confiance à leurs banquiers. Et en la matière, la SVB et Credit Suisse se sont trompés à plusieurs égards.

À nos débuts dans le journalisme, Credit Suisse était synonyme d'assommante intégrité bancaire. Quand le président de la principale banque suisse s'exprimait à un congrès de la finance, il (c'était toujours un homme) vidait la salle.

Mais la vertu cardinale de l'en-nui s'est perdue. Depuis le début du *xxi*^e siècle, Credit Suisse a été marqué par une série d'affaires embarrassantes, présentées par

la direction comme des erreurs ponctuelles plutôt que comme un problème systémique de culture du risque. Son nom n'a cessé d'apparaître, scandale après scandale, du Mozambique à la Russie. Peu à peu, l'ampleur des retraits n'a plus ressemblé à un filet d'eau mais à un fleuve torrentiel.

Dans le cas de la SVB, l'implosion a été plus brutale, mais l'erreur humaine était encore plus fondamentale. Tous les gros malins de cette banque californienne semblent s'être consacrés aux prêts glamours accordés aux investisseurs en capital-risque. Acheter des obligations d'État à taux fixe et à longue échéance quand on a un passif à taux variable et à court terme est une asymétrie flagrante. Avec la hausse des taux d'intérêt, la valeur du portefeuille obligataire “prudent” de la SVB a fondu – et la banque s'est retrouvée face à l'abîme.

L'idée que la finance est un bras de l'État fait son grand retour.



✍ Dessin de Balaban,
Luxembourg



remaniement. La Fed a toutefois pour mission de protéger l'économie dans son ensemble, c'est-à-dire surtout de gérer l'inflation et non de maintenir des taux bas pour sauver quelques banques mal gérées.

La vraie question consiste à déterminer, une fois de plus, s'il y a un meilleur moyen d'administrer ces banques. Une querelle ancienne a déjà refait surface, entre ceux qui défendent une protection encore plus large des déposants et ceux qui veulent mettre fin à l'aléa moral créé par l'impunité des banquiers quand ils font des erreurs.

Tests de résistance. À notre avis, il y aura de nouvelles réglementations, mais elles n'auront pas la même ampleur qu'après 2008, car les banques disposent aujourd'hui de beaucoup plus de capitaux. L'évolution la plus intéressante pourrait être une redéfinition de ce qu'est une banque. Depuis 2008, les autorités de régulation aux États-Unis ont choisi de se concentrer sur le bilan des grands établissements à l'importance systémique. Il est sidérant de constater qu'elles ont limité leurs tests de résistance aux banques qui avaient plus de 250 milliards de dollars d'actifs. Ainsi, des banques moyennes comme la SVB (au bilan tout juste supérieur à 200 milliards de dollars) n'étaient pas tenues de respecter le même ratio de liquidités, grâce à une nouveauté mise en place par le gouvernement de Donald Trump sous la pression de plusieurs PDG, dont celui de la SVB. Et maintenant, nous découvrons que la SVB était elle aussi trop grosse pour faire faillite [*too big to fail*].

Le principal ajustement réglementaire sera néanmoins un changement d'état d'esprit. Les décisions des régulateurs ces dernières semaines n'auraient sans doute pas plu à Adam Smith, mais elles auraient fait sourire Jean-Baptiste Colbert, ministre des Finances sous Louis XIV et père du dirigisme. L'idée que la finance est un bras de l'État fait son grand retour.

Cela faisait quelque temps qu'on l'attendait. Les marchés financiers ont beau se dire sans entraves et internationaux, ils sont bordés par des réglementations nationales : il suffit de voir

En Amérique, faire entrer la finance dans le nouvel âge du mercantilisme est simplement cohérent.

le très petit nombre d'acquisitions transfrontalières. Et y a-t-il du nouveau en ce qui concerne les sauvetages nationaux? Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre pendant la crise de 2008, aimait souligner que les entreprises capitalistes ont une vie internationale et une mort nationale et qu'elles comptent toujours sur les autorités du pays où elles siègent quand ça tourne mal.

Mais la petite musique des plans de sauvetage a bien changé. En 2008, les trois grandes économies mondiales – les États-Unis, l'Union européenne et la Chine – ont agi de concert. La prise de contrôle des banques était considérée comme un détournement temporaire avant l'établissement d'un système financier mondial libéral. Aujourd'hui, l'économie mondiale se désagrège en plusieurs blocs régionaux concurrents. Le mercantilisme fait un retour en force.

La SVB ne constituait pas une menace "systémique" pour la finance aux États-Unis, mais son effondrement aurait porté un coup au secteur américain des nouvelles technologies, siège de la compétitivité du pays (en particulier face à la Chine). Si elle avait été implantée dans l'Oklahoma, elle aurait sans doute moins attiré l'attention. La décision de garantir les avoirs relevait plus de la politique industrielle que de la prudence financière.

Pendant ce temps, la décision prise par la Suisse de forcer UBS à reprendre Credit Suisse revient à admettre que le secteur bancaire est une industrie stratégique. Dans tout contexte normal lié à la libre concurrence et à la protection du consommateur, laisser la plus grosse banque du pays racheter sa principale concurrente n'aurait pas grand sens. Mais si vous voulez avant tout que la finance suisse reste suisse, alors confier un tiers du secteur bancaire à un seul acteur fonctionne très bien. C'est tout juste si les étrangers, notamment les Qataris et les Saoudiens, qui ont investi des sommes

prodigieuses dans Credit Suisse ont été mentionnés.

Tout ça ressemble à l'amorce d'un virage colbertiste de la finance. Prenons l'Union européenne. Pour les dirigistes aux quatre coins du continent, la finance est de longue date une affreuse provocation, d'une part en raison de son potentiel anarchique et d'autre part parce qu'elle est fortement dominée par États-Unis. Les cinq banques occidentales les plus puissantes sont américaines – JPMorgan Chase, Goldman Sachs, Morgan Stanley, Bank of America et Citigroup. Cette situation relativement récente (en 1980, seules deux des dix premières banques mondiales avaient leur siège aux États-Unis) a toujours agacé les descendants de Colbert à Paris, mais aujourd'hui, d'autres responsables politiques la voient d'un œil neuf.

L'Allemagne est peut-être le moteur industriel de l'Europe, mais elle manque de poids financier. La banque la plus prospère de l'UE est actuellement française (la BNP), ses principaux concurrents étant tournés vers le continent américain (l'espagnole Santander) ou piégés de l'autre côté du Brexit, à Londres (HSBC et Barclays). L'arrivée d'un nouveau champion suisse doit de

Comme Adam Smith le soulignerait, les banquiers étaient opportunistes avant d'être cosmopolites.

nouveau pousser Berlin à envisager une fusion de la Deutsche Bank (qui rivalise en nombre de scandales avec Credit Suisse) avec la Commerzbank.

L'autre solution, pour l'Allemagne, consiste à s'allier à ses voisins et à créer des champions européens. Pourquoi pas une fusion de Commerzbank et de l'italienne UniCredit? Difficile de faire tenir une union monétaire en l'absence d'union fiscale ou bancaire. Chaque patron de banque dans l'UE tient sa liste des candidats à la fusion potentielle dans d'autres pays européens, dans l'éventualité où les règles changeraient et les alliances transfrontalières seraient possibles. Après

les événements [de mars], ces fusions n'en deviennent que plus probables.

Les banquiers américains encourageront sans aucun doute une consolidation européenne au nom du "mieux vaut tard que jamais". Mais aux États-Unis, le marché bancaire est, à de nombreux égards, encore plus bancal; et les consommateurs sont encore plus mal lotis en matière de services de base comme les frais sur les cartes de paiement et sur les comptes courants. Si les banques "trop grosses pour faire faillite" concentrent toute l'attention, les États-Unis ont toujours trop de banques qui sont trop petites pour fonctionner correctement.

Virage protectionniste. Le pays compte 4000 banques, pour la plupart de petits établissements locaux, souvent protégés par des lobbys politiques locaux et excessivement dépendants des entreprises locales. Dans la nouvelle ère du capitalisme financier national, cela ressemble plus à une faiblesse qu'à une force.

En Amérique, faire entrer la finance dans le nouvel âge du mercantilisme est tout simplement cohérent. Si, à l'instar du gouvernement Biden, vous soudez déjà des entreprises de semi-conducteurs pour qu'elles s'implantent sur le territoire, et que vous amourez les consommateurs pour qu'ils achètent du made in USA quelle que soit la qualité du produit, alors il est logique de concevoir la finance comme un pilier de l'économie. Si ces puces électroniques sont une ressource vitale pour la nation, alors il en va de même pour le créancier de leurs fabricants.

Le virage protectionniste des États-Unis a donné à d'autres pays l'occasion de suivre le mouvement. Les capitales européennes sont furieuses du protectionnisme mis en œuvre par la loi sur la réduction de l'inflation de Biden – et elles ont toutes sortes d'idées pour ériger aussi leur propre forteresse.

Malgré leur réputation de cosmopolites déracinées, les banques de la planète ne seront que trop ravies de suivre le chemin du mercantilisme. Comme Adam Smith ne manquerait pas de le souligner, les banquiers étaient

Que vont faire les responsables politiques et les autorités de régulation? Plusieurs boucs émissaires sont désignés. Dans le cas de la SVB, c'est le wokisme. Les conservateurs soulignent que la banque de San Francisco a passé sept mois sans directeur des risques, mais a trouvé le temps de vanter ses résultats sur les questions écologiques et LGBTQI, promettant par exemple d'investir 5 milliards de dollars dans le développement durable d'ici à 2027. Ses banquiers auraient sans doute pu trouver quelques minutes pour surveiller le marché obligataire.

Les principales cibles toutefois sont les banques centrales, accusées d'avoir maintenu trop longtemps des taux d'intérêt bas, puis de les avoir relevés trop rapidement. Oui, elles ont maintenu les taux trop bas trop longtemps. L'argent pas cher a créé des bulles et encouragé les banques à courir après des rendements douteux. Et, oui, si la Fed ne s'était pas pressée de relever si vite ses taux, les niggards de la SVB continueraient à collectionner les trophées bancaires et Credit Suisse envisagerait un nouveau



opportunistes bien avant d'être cosmopolites. Si la classe politique occidentale veut des champions nationaux, alors les banquiers se feront un plaisir de les financer. Si la classe politique veut remplacer le libre-échange par le mercantilisme, ils proposeront les raccourcis pour y parvenir. Et si on les supplie de racheter l'un de leurs concurrents, ils n'y verront pas forcément d'inconvénient.

De ce point de vue, il est bien possible qu'UBS soit à terme vue comme celle qui aura fait le premier pas. Elle a mis le grappin sur son principal rival pour un vingtième de sa valeur il y a dix ans ; elle a décroché un tas de garanties publiques et, par ailleurs, une garantie de financement de 100 milliards de dollars. Aux États-Unis, il faut noter que [l'investisseur] Warren Buffett, roi des bonnes affaires, propose de nouveau ses services au gouvernement américain afin de l'aider à organiser le secteur financier.

Nous assistons à la naissance d'une nouvelle forme de capitalisme financier – les banques sont plus étroitement liées aux gouvernements, qui choisissent les gagnants et tentent de soutenir les secteurs d'activité du futur. Certains tireront très bien leur épingle du jeu. Mais en parcourant les volumes conservés à la Bibliothèque des erreurs, on voit que le colbertisme aussi a ses défauts. Il suffit d'observer les limites du système bancaire chinois, dirigé par l'État.

—**John Micklethwait et Adrian Wooldridge,**
publié le 22 mars

SOURCE

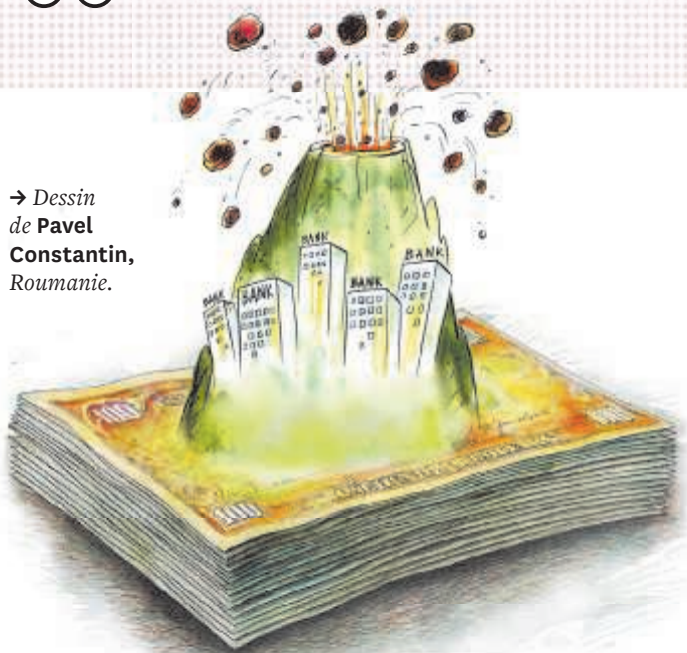


BLOOMBERG OPINION

New York, États-Unis
[bloomberg.com/opinion](https://www.bloomberg.com/opinion)

C'est la rubrique consacrée aux éditoriaux de la célèbre agence de presse économique Bloomberg. Les auteurs de cet article, John Micklethwait et Adrian Wooldridge, sont respectivement rédacteur en chef de *Bloomberg News* et chroniqueur en économie internationale pour *Bloomberg Opinion*.

→ Dessin de Pavel Constantin, Roumanie.



Qu'on laisse les banques brûler!

Pour l'économiste et ancien ministre grec Yanis Varoufakis, la crise des banques privées est une occasion de s'émanciper d'un système antisocial. Grâce au portefeuille numérique, une autre solution existe.

—**Project Syndicate,**
extraits (Prague)

Cette fois, la crise bancaire est différente. En fait, elle est pire qu'en 2007-2008. À l'époque, on pouvait mettre l'effondrement successif des banques sur le dos des fraudes massives, des prêts usuraires généralisés, de la collusion entre les agences de notation et des banquiers véreux qui vendaient des produits dérivés suspects – le tout permis par un démantèlement du système de régulation par des responsables politiques inféodés à Wall Street. Mais aujourd'hui la faillite des banques ne peut être imputée à rien de tout cela.

Certes, la Silicon Valley Bank a fait preuve d'irresponsabilité en prenant de gros risques liés aux taux d'intérêt tout en servant essentiellement des déposants non assurés. Certes, l'histoire de Credit Suisse était entachée par une série de scandales impliquant criminels, escrocs et politiciens corrompus. Mais, contrairement à 2008, aucun lanceur d'alerte n'a

été ignoré, les banques s'étaient (plus ou moins) conformées aux réglementations renforcées à la suite de la crise de 2008, et leurs actifs étaient relativement solides. De plus, aucune des autorités de contrôle ne peut affirmer sans ciller – comme elles l'avaient fait en 2008 – avoir été prise au dépourvu.

En fait, les gendarmes des marchés et les banques centrales étaient au courant de tout. Ils connaissaient parfaitement le modèle d'affaires de ces banques. Ils pouvaient voir très clairement que ces modèles ne survivraient pas aux effets conjugués d'une hausse importante des taux d'intérêt à long terme et d'un retrait soudain des dépôts. Pourtant, ils n'ont rien fait.

Les autorités n'ont-elles vraiment pas vu venir le mouvement de panique des déposants? Peut-être. Mais la vraie raison pour laquelle les banques centrales n'ont rien fait alors qu'elles connaissaient la fragilité du modèle économique des banques est encore plus scandaleuse : c'est justement la façon dont les banques centrales

ont réagi au crash de 2008 qui a donné naissance à ces modèles économiques – et les responsables politiques le savaient.

Après le crash de 2008, la politique mise en œuvre simultanément en Europe et aux États-Unis – austérité pour la plupart d'entre nous et socialisme d'État pour les banquiers – a eu deux conséquences, qui ont façonné le capitalisme financiarisé ces quatorze dernières années. Elle a tout d'abord empoisonné la monnaie occidentale. Plus précisément, elle a fait en sorte qu'il n'y ait plus de taux nominal d'intérêt unique capable de restaurer l'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie tout en évitant une vague de faillites bancaires. Deuxièmement, parce qu'il était communément admis qu'aucun taux d'intérêt ne pourrait garantir à la fois la stabilité des prix et la stabilité financière, les banquiers occidentaux sont partis du principe que, au cas où l'inflation referait son apparition, les banques centrales augmenteraient les taux d'intérêt tout en leur évitant la faillite. Ils avaient raison : c'est exactement ce à quoi nous assistons actuellement.

Face au dilemme de contenir l'inflation ou de sauver les banques, de vénérables commentateurs demandent aux banques centrales de faire les deux : de continuer à relever les taux d'intérêt tout en poursuivant la politique socialiste pour les banquiers de l'après-2008, ce qui est la seule façon d'empêcher les banques de tomber comme des dominos. Seule cette stratégie – étrangler la société tout en renflouant le système bancaire – sert à la fois les intérêts des créanciers et les banques. C'est aussi le meilleur moyen de condamner la plupart des gens à des souffrances inutiles (des prix élevés et un chômage pourtant évitables) tout en semant les graines de la prochaine conflagration bancaire.

Solution magnifique. Nous l'avons toujours su, les banques ne sont pas conçues pour être solides et, toutes ensemble, elles constituent un système incapable intrinsèquement de suivre les règles d'un marché fonctionnel. Le problème est que, jusqu'à présent, nous n'avions pas le choix. Les banques étaient le seul intermédiaire entre l'argent et les citoyens (par le biais des guichets, des

agences, des distributeurs automatiques, etc.) Aujourd'hui, la technologie nous offre une autre solution magnifique.

Imaginez que la banque centrale fournisse à chacun un portefeuille numérique gratuit – dans les faits, un compte en banque gratuit avec des intérêts équivalents au taux au jour le jour de la banque centrale. Étant donné que

Jusqu'à présent, les banques étaient le seul intermédiaire entre l'argent et les citoyens.

le système bancaire actuel fonctionne comme un cartel anti-social, la banque centrale aurait tout à gagner en utilisant cette technologie dématérialisée dans le cloud pour fournir des transactions numériques gratuites et un plan d'épargne pour tous, et dont les bénéfices nets financeraient les services publics essentiels. Libérés de l'obligation de confier leur argent à une banque privée, et de payer le prix fort pour ce service, les gens seraient libres de choisir si et quand ils veulent avoir recours à des institutions privées qui assument le risque d'assurer l'intermédiation entre épargnants et emprunteurs. Même dans ce cas, leur argent resterait en toute sécurité dans les registres de la banque centrale.

La confrérie de la cryptomonnaie va m'accuser de réclamer un Big Brother monétaire qui verrait et contrôlerait toutes nos transactions. Outre son hypocrisie – c'est la même bande qui a réclamé le renflouement immédiat par la Réserve fédérale de leurs banquiers de la Silicon Valley –, signalons que le Trésor et d'autres institutions de l'État ont déjà accès à toutes nos transactions.

La mauvaise nouvelle, c'est que le système bancaire actuel est irrécupérable. La bonne, c'est que nous n'avons plus besoin de compter sur un réseau de banques privées, en quête de rentes et qui déstabilisent la société, du moins pas tel que nous le connaissons. Le moment est venu de faire sauter un système bancaire irrécupérable qui sert les intérêts des seuls propriétaires et actionnaires au détriment de la majorité.

—**Yanis Varoufakis,**
publié le 24 mars

ENVIRONNEMENT



Petit poisson ne deviendra pas grand

Pêche. La pratique de l'alevinage, soutenue par le gouvernement japonais, déséquilibrerait l'écosystème en réduisant le nombre et la diversité des poissons.



—Nihon Keizai Shimbun (Tokyo)

Non seulement inutile, mais contre-productif ? “C’est incroyable.” Juste après la publication des résultats de travaux sur l’alevinage menés par l’université d’Hokkaido, les réactions de stupéfaction ont inondé les réseaux sociaux. L’étude, à laquelle ont également participé l’Organisme de recherche d’Hokkaido et l’université de Caroline du Nord à Greensboro [aux États-Unis], a principalement porté sur le saumon du Japon [*Oncorhynchus masou*] – une espèce aussi nommée “saumon fantôme” dont la chair est très appréciée – dans les rivières d’Hokkaido [île la plus septentrionale du Japon].

L’équipe nippo-américaine s’est fondée sur les données (espèces, populations, etc.) recueillies entre 1999 et 2019 dans 31 cours d’eau de la préfecture. Dans chacun d’eux, jusqu’à 240 000 alevins de saumon du Japon sont

lâchés annuellement. Les données ont montré que plus l’alevinage est important, moins les poissons sont nombreux. C’est le cas pour le saumon, mais également pour les autres espèces. Comment expliquer ce résultat contraire à celui recherché ? Une thèse plausible évoque une nourriture et des abris insuffisants.

Des simulations ont confirmé les effets négatifs de la pratique. On a constaté que l’empoisonnement d’un cours d’eau avec une espèce différente de celle qui y vit déjà provoque le déplacement de cette dernière, et ce quels que soient l’habitat et les caractéristiques des poissons.

L’espèce introduite, dont la population augmente dans un premier temps, monopolise la rivière. Les autres espèces, ne pouvant plus se procurer suffisamment de nourriture, quittent alors leur milieu. En cas d’alevinage excessif, des conflits apparaissent également au sein d’une même espèce. Cette concurrence autour de la nourriture et des

abris finit par nuire à l’ensemble des poissons. Hirokazu Urabe, chercheur en chef de l’Organisme de recherche d’Hokkaido, note : “Nous avons empoisonné les cours d’eau de manière excessive. Nous devons désormais considérer des méthodes plus appropriées.”

Les œufs sont prélevés chez un petit nombre de poissons adultes, multipliant les gènes identiques.

Le Japon a particulièrement misé sur l’alevinage pour augmenter ses ressources naturelles, limitées. L’archipel compte parmi les leaders mondiaux de l’alevinage, avec quelque 70 espèces alevinées, parmi lesquelles le turbot, la daurade japonaise et le fugu. La pratique est également courante dans d’autres pays asiatiques, notamment en Chine et en Corée du Sud, ainsi qu’aux États-Unis et en Russie.

Néanmoins, de même que des

dizaines de personnes ne peuvent vivre dans un studio destiné à un seul occupant, l’alevinage ne permet pas d’augmenter le nombre de poissons si l’on ne peut leur garantir suffisamment de nourriture et d’abris.

Les résultats publiés par l’université d’Hokkaido ont placé le sujet au centre des discussions, même s’ils n’ont pas surpris les chercheurs. “Sur la base des preuves scientifiques, le temps est venu de reconsidérer l’alevinage”, déclare Katsuyuki Hamasaki, professeur à l’université des sciences et technologies marines de Tokyo [qui n’a pas participé à l’étude].

L’État promeut cette activité depuis plus d’un demi-siècle. Il a lancé son premier projet dans la mer intérieure de Seto [entre Honshu, Shikoku et Kyushu, trois des quatre îles principales de l’archipel] dans les années 1960, avant d’étendre la pratique à l’ensemble du pays. Face à la crainte de voir baisser l’approvisionnement en poissons et crustacés à cause de la dégradation de l’environnement et de la réduction des zones de pêche étrangères, l’alevinage représentait un espoir. La stratégie n’a pas été dénuée de succès ; elle aurait permis de soutenir les stocks de fugu et de sauver de l’extinction le matsukawa [*Verasper moseri*], espèce proche de la limande qui vit notamment à Hokkaido.

L’État fait la promotion de l’alevinage dans le cadre de sa politique fondamentale sur l’aquaculture adoptée en 2022, avec un plan qui définit quelles espèces les collectivités locales doivent introduire et en quelles quantités.

Des doutes ont cependant commencé à s’exprimer. Le taux de survie des alevins lâchés en milieu naturel n’est en moyenne que de quelques pour cents. “L’efficacité est si faible qu’elle se confond avec les variabilités naturelles”, constate le professeur Hamasaki. Certaines collectivités ont déjà cessé la culture et l’alevinage du turbot et de la daurade japonaise.

Les progrès de la science ont également révélé certains risques. Pour l’alevinage, les œufs sont prélevés chez un petit nombre de poissons adultes, multipliant ainsi le nombre de gènes identiques, ce qui peut conduire à une perte de diversité, voire à des extinctions en raison des changements environnementaux.

↳ Dessin de Pudles paru dans The National, Glasgow.

Les poissons élevés dans des bassins avant d’être relâchés dans les cours d’eau sont plutôt de faible constitution. Selon d’autres études, les anguilles d’élevage ne survivent pratiquement pas dans les cours d’eau où vivent des anguilles sauvages ; il est donc difficile d’augmenter le stock au moyen de l’alevinage.

La méthode peut être envisagée pour la préservation d’espèces rares. Mais pour restaurer leurs populations, de sérieux efforts doivent être entrepris, notamment l’aménagement de zones de frai et la construction d’échelles à poissons en amont des cours d’eau. De leur côté, les pêcheries doivent ajuster leurs prises de manière qu’elles n’entravent pas la reconstitution des stocks.

Depuis 2000, le zenitanago [de la famille de la carpe], une espèce menacée d’extinction, avait disparu des lacs d’Izunuma et d’Uchinuma [dans le nord de Honshu, l’île principale du Japon], alors que les perches noires, non indigènes, y pullulaient. Mais les efforts déployés pour exterminer l’espèce invasive et améliorer la qualité de l’eau ont permis au zenitanago de proliférer de nouveau.

On peut certes objecter que la conclusion tirée de l’étude, à savoir que l’alevinage ne permet pas d’augmenter les stocks de poissons, ne présente qu’un aspect de la vérité. Reste à savoir comment ces découvertes seront exploitées. L’Agence des industries de la pêche [dépendant du ministère de l’Agriculture] indique que “le gouvernement se concentre sur les espèces de poissons pour lesquelles l’alevinage est efficace”.

—Tomoyuki Endo, publié le 26 février

SOURCE



NIHON KEIZAI SHIMBUN
Tokyo, Japon
Quotidien
nikkei.co.jp

Par sa diffusion (1,7 million d’exemplaires pour sa seule édition du matin), le “Journal économique du Japon” est le plus important quotidien économique du monde. Fondé en 1876, ce journal est à l’origine du groupe Nikkei, connu pour son indice des valeurs boursières.



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Concerto du matin

Dès janvier, certains oiseaux commencent à gazouiller bien avant le lever du soleil.



Le chœur des hommes

Au printemps, tandis que les jours rallongent, la sécrétion de testostérone des mâles augmente. Résultat : ils chantent davantage ! Cette mélodie leur permet de défendre leur territoire et d'attirer les femelles. Mais s'ils fredonnaient tous en même temps, il serait difficile de les distinguer. Chacun a donc ses propres habitudes.

Les lève-tôt

En ville, les oiseaux sont plus matinaux que leurs congénères des campagnes : la lumière des lampadaires et des feux de circulation les fait chanter plus tôt. Les plus discrets doivent par ailleurs rivaliser avec la clameur des rues, qui dérange aussi les oisillons dans leur apprentissage des chants – plus lent et moins précis.

La trêve estivale

Lorsque les mâles ont trouvé leur partenaire et que les couvées ont écloré, le calme revient. Les parents protègent leur progéniture en évitant d'attirer inutilement l'attention. À l'automne, certains oiseaux s'envolent à grand bruit vers le sud. Ceux qui restent cherchent un nouveau territoire et le défendent en chantant.

L'extinction des voix

Durant les journées froides et pluvieuses, les oiseaux se font plus discrets. Mais la tendance au calme est également générale. Selon plusieurs études portant sur ces vingt-cinq dernières années, les chants sont de moins en moins puissants et de plus en plus monotones. Si la chorale perd en diversité, c'est parce que certaines populations ont fortement diminué, notamment celles d'alouettes et de vanneaux.

* En recul, mais pas encore en situation de risque accru.

** Les tendances d'évolution des populations sont également prises en compte dans la classification. Deux millions de couples nicheurs ont disparu ces 20 dernières années.

Infographie Sophia M. Phildius, recherche Leonore Winkler

Sources : Naturschutzbund Deutschland [association pour la protection de la nature et de la biodiversité] ; Felix Weiß, *Unsere Vögel und ihre Stimmen* ["Nos oiseaux et leur voix", non traduit], éd. Kosmos ; Institut Max-Planck de recherche sur l'intelligence animale

La source



DIE ZEIT. L'hebdomadaire de Hambourg fait la part belle aux infographies. Celle-ci est parue le 2 mars, quelques semaines avant le début du printemps et alors que la plupart des oiseaux d'Europe ont déjà recommencé à chanter avant l'aube. Cette

représentation permet de voir que tous n'ont pas les mêmes habitudes. Certains, comme les mésanges bleues ou l'étourneau sansonnet, gazouillent dès janvier, alors que l'hiver est officiel depuis une quinzaine de jours seulement.

360

MAGAZINE

L'enfant du silence • Cinéma..... 42
Étienne-Émile Baulieu • La rencontre 44

Contre-plongée dans les eaux hongroises

Dans sa série “Blue Memoir”, le Hongrois Andras Zoltai explore le lien fort que ses concitoyens entretiennent avec l'eau. Une ressource abondante au pays des stations thermales, mais fragilisée par l'agriculture intensive et le changement climatique.



Des rivières foisonnantes, des sources d'eau chaude et des baigneurs heureux. Mais aussi des arbres brûlés, des champs arides, d'autres abandonnés. Dans *Blue Memoir*, Andras Zoltai photographie l'eau sous tous les angles.

C'est après un projet en Inde autour du fleuve Brahmapoutre, où il a été frappé par la sécheresse et l'influence du changement climatique sur les moussons, qu'il décide d'explorer ce thème chez lui, en Hongrie, dès 2022, alors que des records de chaleur sont enregistrés durant l'été. Ayant grandi à Szentes, dans le sud-est du pays, près de la deuxième plus grande rivière de Hongrie, la Tisza, Andras Zoltai, dont le grand-père était pêcheur, entretient un lien profond aux eaux de sa terre natale.

“Dans un sens, c'est un projet militant, car je le fais par passion”, explique-t-il. Et de préciser : “Il n'est pas commun de voir un sujet sur le changement climatique dans nos pays, en Europe centrale. C'est quelque chose qui nous semble lointain.”

Ayant à cœur de s'éloigner des clichés, le photographe de 32 ans, installé dans la capitale, Budapest, décide de se concentrer “sur la relation humaine, pas sur le désastre ou la sécheresse en elle-même”, et tente de comprendre comment les gens vivent et composent avec cette réalité.

Blue Memoir évoque l'éloignement des citoyens et de cet élément, l'eau, dans un pays qui compte de nombreux barrages; la crise systémique autour du traitement des ressources hydriques; le changement climatique.

Le photographe s'émeut particulièrement du sort de ces petits agriculteurs de sa région natale qui luttent, malgré les difficultés économiques et les sécheresses, pour irriguer leurs champs et abreuver leur bétail. Mais il a aussi capturé des initiatives encourageantes, comme des fermes biologiques.

Au gré de ses voyages surgissent également des figures marquantes, comme ce baigneur, une sirène tatouée sur le bras, croisé à Törtel. La scène se passe dans une source d'eau chaude sauvage découverte lors d'une exploration pour trouver, initialement, du pétrole.

Pétri d'une vision qu'il qualifie lui-même de “romantique” après son voyage en Inde, où les habitants entretiennent un lien fort aux rivières, Andras Zoltai regrette le temps où les Hongrois étaient “un peuple connecté à l'eau” dans un pays qui ressemblait alors à une gigantesque zone humide, avant que la main de l'homme ne les en éloigne. Car aujourd'hui même les innombrables sources thermales du pays – sa ville natale en compte à elle seule 36 – sont captées pour un usage ludique et pour les monocultures sous serres.

Aujourd'hui, les Hongrois “ne voient plus l'eau comme un élément aussi important qu'avant dans leur vie”, estime le photographe, qui est un baigneur assidu. *Blue Memoir* veut donc capturer le souvenir de cette richesse en sursis : “Nous avons encore de l'eau, mais elle disparaîtra si nous ne changeons pas”, alerte Andras Zoltai.

—Courrier international



Le photographe

Andras Zoltai, 32 ans, est un photographe documentaire indépendant qui vit à Budapest. Il a étudié à l'Académie de journalisme de l'Association nationale

des journalistes hongrois et a reçu en 2018 un prix au concours hongrois de la meilleure photo de presse pour une série sur le sport en Arménie.

Ses reportages ont été publiés dans de nombreux magazines et journaux dans le monde, parmi lesquels *El País*, *Libération*, *Society*, *M* (le magazine du Monde).

↓ Sur les rives du lac Balaton, près de Budapest, la capitale.





↯ Un champ de tomates abandonné à Szentes, dans le sud de la Hongrie.

← Arbres brûlés dans un feu de forêt.

↯ Un cheval arrosé d'eau durant une vague de chaleur.

→ Un berger fait paître son bétail près d'un lac artificiel.

→ Sirène tatouée sur le bras, un baigneur se prélassse dans une source thermale.





← Un agriculteur ramasse du fourrage pour ses chevaux.

↓ Des jeunes jouent dans le Danube, au niveau extrêmement bas.



plein écran.

↳ Catherine Clinch illumine
The Quiet Girl de sa grâce fragile.
Photo ASC Distribution



En bref

Un succès gaélique

Sur le papier, *An Cailín Ciúin* (le titre original en gaélique de *The Quiet Girl*), premier long-métrage de Colm Bairéad, sans star en tête d'affiche, avait peu de chances de percer au box-office, que ce soit en Grande-Bretagne ou en Irlande. Il a pourtant “surpris tout le secteur [...] en totalisant plus de 610 000 euros de recettes” en un mois, entre mai et juin 2022, un record pour un film en gaélique, rapportait alors **The Guardian**. Jusqu'en 2017, “sur toute la durée de l'histoire du cinéma”, le nombre de films tournés en gaélique irlandais était seulement de quatre, souligne le quotidien de Londres. Depuis 2019, on observe un véritable bond dans la production : cinq longs-métrages ont été tournés dans cette langue

“sous la houlette de Cine4, organisme qui regroupe Screen Ireland [l'agence nationale de développement pour le cinéma], la Broadcasting Authority of Ireland [l'autorité de l'audiovisuel] et la chaîne de télévision publique TG4”. Le gaélique est, avec l'anglais, l'un des deux idiomes officiels de la république d'Irlande. Au dernier recensement de 2016, environ 40 % de la population du pays (soit presque 1,8 million de personnes) déclarait parler cette langue celtique, relève **The Journal**, mais le média irlandais invite à relativiser ce chiffre. “Lorsqu'on demande à quelle fréquence ils parlent effectivement l'irlandais”, le nombre de personnes en faisant un usage quotidien tombe à 74 000, “moins de 2 % de la population”.

Une enfance en sourdine

En salles le 12 avril, *The Quiet Girl* brosse le portrait d'une petite fille en mal d'amour, dans la campagne irlandaise des années 1980. Ce film sensible a ému le critique dublinois Paul Whittington.

—Irish Independent (Dublin)

Dans l'Irlande d'hier, quand on avait une progéniture nombreuse et qu'on ne s'en souciait guère, bien des enfants discrets pouvaient se retrouver délaissés. C'est le cas de Cáit (Catherine Clinch), fillette de 9 ans au regard triste et sur ses gardes, qui grandit dans l'habitude d'être oubliée. Presque invisible dans sa famille, Cáit est aussi malmenée à l'école et gagnée par l'angoisse – elle fait encore pipi au lit.

Avec quatre enfants accrochés à ses basques et un autre en route, sa mère (Kate Nic Chonaonaigh) semble incapable de voir les problèmes de sa fille, sans parler de l'aider à les affronter. Alors, à la veille de son accouchement, elle expédie Cáit chez sa cousine Eibhlín (Carrie Crowley), qui vit sur une ferme isolée avec son mari Seán (Andrew Bennett).

Nous sommes en 1981, et le père de Cáit (Michael Patric) la dépose en coup de vent, sans un regard, surtout soucieux de savoir où il pourra boire son prochain verre d'alcool. Il oublie même de sortir du coffre la

valise de la petite fille, et repart en trombe, laissant Cáit seule, sans rien d'autre que ce qu'elle porte, démunie devant des inconnus. Heureusement pour elle, ces inconnus se révèleront des saints.

Ainsi débute *The Quiet Girl* [“la fillette silencieuse”], petit bijou sombre, beau et bouleversant de Colm Bairéad, adapté de la nouvelle de Claire Keegan *Les Trois Lumières* [traduit chez Sabine Wespieser éditeur] – le meilleur film que j'aie jamais vu en gaélique irlandais, sans doute même le meilleur film irlandais tout court.

Enfin écoutée. Le récit s'inscrit dans une Irlande disparue mais relativement récente, dans laquelle il était banal de voir des enfants soumis à l'indifférence et à la cruauté ordinaire. Des traditionalistes pourront répondre que, de nos jours, les gamins sont trop gâtés et qu'on les entend trop – cela vaut largement mieux que ce monde où ils devaient en toutes choses obéir à leurs “supérieurs” et se taire.

Cáit est maîtresse dans cet art de la transparence, mais, à la ferme de Seán et

Eibhlín, elle va bien vite découvrir qu'elle n'a plus à se cantonner à l'obéissance et au silence. Eibhlín a de douces mains, et cette femme calme, mélancolique, brosse avec tendresse les cheveux de la fillette et lui fait couler de bons bains chauds. Ici, on mange chaud, et à heures régulières, et quand Cáit parle, on l'écoute. Dans cet environnement radicalement différent, l'enfant va commencer à s'épanouir.

Seán est plus farouche. Quoique visiblement bon et doux, il maintient ses distances avec la petite fille, au point de lui aboyer dessus quand elle se propose de l'aider dans les travaux de la ferme. Il sera finalement conquis, lui aussi, et sa réserve a une cause, la même que la mélancolie d'Eibhlín, que Cáit finira par mettre au jour. *An Cailín Ciúin* est tourné *as gaeilge*, en gaélique, mais on s'habitue bien vite à entendre cette langue, on en oublie que ce n'est pas de l'anglais [dont certains mots ou phrases s'invitent parfois dans les dialogues], tant le récit coule naturellement. Il faut beaucoup de talent pour raconter une histoire lente et taiseuse, et Colm Bairéad n'en manque pas, lui qui donne le rythme parfait à cette chronique belle et touchante.

Le lieu central du récit est la cuisine de la ferme, intemporelle, propre à rappeler à bien des Irlandais celle où ils se sont

Malgré son petit nombre de répliques, la jeune Catherine Clinch rend à merveille ses émotions contradictoires et ses peurs.

fait dorloter par leurs grands-parents. Un endroit sûr, un havre à l'abri de l'indifférence et de la cruauté du monde, un refuge comme Cáit n'en a jamais connu, et dont elle redoute désormais la perte.

Les décors, conçus par Emma Lowney, sont de la plus grande justesse, et la photographie discrète et sans grandiloquence de Kate McCullough sied parfaitement à ce drame bouleversant.

Tristesse refoulée. Quant à la jeune Catherine Clinch (elle a aujourd'hui 14 ans), elle livre une prestation époustouflante et émeut avec son jeu tout en sobriété et sa tristesse refoulée. Malgré son petit nombre de répliques, la comédienne parvient à rendre à merveille ses peurs et ses émotions contradictoires.

Dans le rôle d'Eibhlín, Carrie Crowley excelle à incarner cette femme douce et blessée, pur produit d'un temps et d'une société où il n'était pas question d'exprimer les mouvements de l'âme. Andrew Bennett joue un Seán qui lui aussi met toute son énergie à masquer des aspirations et des regrets qui finiront par triompher de lui. Le jeu du duo de comédiens, tout en retenue et plein de dignité, est émouvant.

Eibhlín et Seán donnent toute leur attention et leur tendresse à Cáit, tant qu'il leur est permis de le faire. “Vous ne pouvez pas la faire travailler?” demande à un moment son père, quand il vient juste de la déposer. Il y a un temps, l'Irlande était épouvantable pour ses enfants.

—Paul Whittington,
publié le 19 février

Découvrez notre nouvelle application

Un nouveau design
Vos articles en favoris
Le meilleur de la presse étrangère

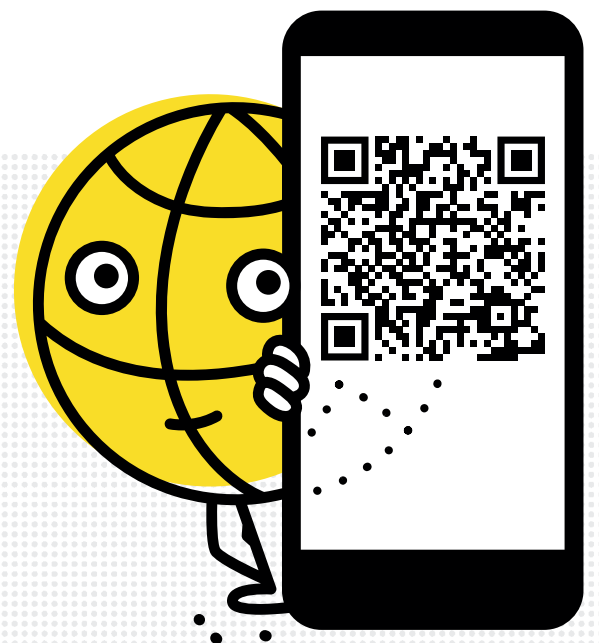


Le mode sombre
Le Réveil Courrier
L'horoscope de Rob Brezsny



L'appli qui met tout
Courrier international
dans votre poche

Disponible sur



la rencontre. 

“Je voulais que l’avortement ne soit plus un problème”

—Étienne-Émile Baulieu



—The New York Times, extraits (New York)

Il y a près de cinquante ans, quand l'idée a germé dans sa tête, le Dr Étienne-Émile Baulieu était déjà convaincu qu'elle déclencherait une petite révolution. Une pilule qui interromprait une grossesse serait un bond en avant pour les droits des femmes. Elle leur permettrait d'éviter la chirurgie, d'agir plus en amont et de prendre leur décision en privé.

“Quand la science coïncide avec la cause des femmes, elle est irrésistible”, assure le Dr Baulieu, 96 ans, endocrinologue et biochimiste français, souvent surnommé le “père de la pilule abortive”.

Il avait aussi espéré, comme il l'écrivait dans un livre en 1990, que “paradoxalement, grâce à la pilule abortive, l'avortement ne serait plus un problème” au XXI^e siècle.

On en est encore loin, en particulier aux États-Unis, où l'avortement reste un enjeu très controversé depuis que la molécule du Dr Baulieu, la mifépristone, y a été autorisée en 2000. En outre, l'an dernier, la décision de la Cour suprême de mettre fin au droit fédéral à l'avortement a divisé le pays sur cette question comme jamais auparavant.

Pourtant, avec le temps, d'autres prédictions du Dr Baulieu se sont réalisées. Aujourd'hui, l'avortement médicamenteux, consistant à prendre la mifépristone et un deuxième médicament au début de la grossesse, est utilisé dans plus de la moitié des interruptions de grossesse aux États-Unis. Cette proportion devrait s'accroître, même dans des États qui ont interdit l'avortement et où l'utilisation grandissante des pilules abortives en a fait un enjeu de batailles juridiques et politiques.

Le Dr Baulieu continue à exercer au CHU de Bicêtre, près de Paris. Cette actualité troublée [autour de la question de l'avortement] n'est pour lui que l'une des dernières péripéties d'une vie mouvementée.

Ses recherches ont valu au Dr Baulieu de nombreux honneurs scientifiques. [Le 1^{er} janvier 2023,] le président français Emmanuel Macron l'a décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur, la plus haute distinction française. Ses admirateurs font circuler son nom pour le prix Nobel.

The New York Times se penche sur l'extraordinaire carrière de l'endocrinologue Étienne-Émile Baulieu, l'inventeur de la pilule abortive, qui exerce encore à 96 ans.

Bio express

ÉTIENNE-ÉMILE BAULIEU

Né Émile Blum en 1926 à Strasbourg, il prend le nom d'Étienne Baulieu lorsqu'il rejoint la Résistance en 1942. Devenu endocrinologue, il travaille sur la DHEA, une hormone qui retarderait le vieillissement, et met au point, au début des années 1980, le RU 486. Cette pilule abortive, qui suscite l'opposition virulente des milieux religieux et conservateurs, est autorisée en France en 1988. Il a fondé l'Institut Baulieu en 2008 pour soutenir ses recherches contre la maladie d'Alzheimer et les maladies neurodégénératives.

Il est salué comme un visionnaire par les militants du droit à l'avortement et voué aux gémonies par les anti-avortements, qui voient en lui l'incarnation de Hitler. Une accusation qu'il juge d'autant plus irritante qu'il est juif.

À la fois diplômé de médecine et titulaire d'un doctorat de biochimie, le Dr Baulieu s'est toujours considéré comme “un médecin qui pratique la science”, s'efforçant de faire déboucher la recherche sur des applications utiles. Scientifiquement et médicalement, “on ne comprend pas suffisamment les femmes”, estime-t-il, avant d'ajouter : “J'aime les femmes, ce n'est pas un crime.”

Des objets éclectiques remplissent son domicile. Sur un portrait du photographe Richard Avedon, il porte un col roulé noir et tient une petite pilule blanche. Une peinture de l'artiste Gérard Garouste, qui les représente lui et sa femme, M^{me} Harari Baulieu, est accrochée au-dessus de la cheminée. Les étagères débordent de livres : *Le Guide des égarés*, de Maïmonide ; une histoire du vieux Shanghai ; une collection d'extraits de Proust. D'autres ouvrages encore sont empilés sur le parquet du séjour.

Sur la table de la salle à manger, on trouve deux cadeaux de la vice-présidente américaine, Kamala Harris. Sa mère défunte, Shyamala Gopalan Harris, chercheuse sur le cancer du sein, a passé un an à travailler dans le laboratoire du Dr Baulieu, dans les années 1980, collaborant avec lui sur la recherche concernant les œstrogènes et une protéine de la glande mammaire. La vice-présidente a rencontré en privé le Dr Baulieu et sa femme en 2021, lors d'un voyage officiel en France. Elle leur avait offert un bol en verre et la traduction française de son livre, avec cette dédicace : “Merci pour votre amitié, pour tout ce que vous faites, pour tout ce que vous signifiez pour notre famille. Love, Kamala.”

Le goût pour l'innovation du Dr Baulieu lui vient peut-être de son père, le Dr Léon Blum, un spécialiste du rein et l'un des premiers médecins à avoir utilisé l'insuline pour les diabétiques.

Pendant la Première Guerre mondiale, le Dr Blum, originaire de l'Alsace sous occupation allemande, a été enrôlé dans la Wehrmacht [parmi les “malgré-nous”]. Mais il a clandestinement aidé la France en demandant aux officiers allemands qu'il traitait de lui envoyer des cartes postales

Après sa découverte de la DHEA, il est invité à passer une année à l'université Columbia. Mais le gouvernement Eisenhower rejette la demande de visa de cet ex-communiste.

← Le 17 mars, à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre (94), où Étienne-Émile Baulieu exerce.

Photo Joël Saget/AFP

pour lui indiquer combien d'urine ils produisaient ; il utilisait les [tampons des] timbres pour évaluer le mouvement des troupes allemandes et communiquait ces renseignements à l'armée française. Finalement, il s'est enfui vers la France, où il a reçu la Légion d'honneur.

Le Dr Blum est mort à 54 ans, alors que son fils, né Étienne Blum, n'avait que 3 ans. La mère d'Étienne, Thérèse Lion, avocate et pianiste, a alors emménagé à Paris avec ses trois enfants. "Elle pensait que mon père était mort après avoir été contaminé par des malades", raconte le Dr Baulieu. Elle a dit à son fils qu'il pourrait devenir ce qu'il voudrait, sauf médecin. "C'est pourtant ce que j'ai décidé d'être."

Étienne Blum ne tardera pas à faire preuve d'un esprit très indépendant. Pendant la Seconde Guerre mondiale, sa famille a fui le Paris occupé pour Grenoble, et à 15 ans lui et ses camarades de classe ont distribué des tracts antinazis et "jeté des pierres sur des gens qui travaillaient pour les Allemands". Deux ans plus tard, il était dans un café quand il a remarqué des hommes qui rôdaient à l'extérieur. "J'avais été repéré par les Allemands", se rappelle-t-il. Il est sorti par la cour et a quitté la ville.

Quand il rejoint des résistants, à Chamonix et à Annecy, ils lui conseillent de changer de nom, lui proposant plusieurs possibilités. Le nom Beaulieu lui plaît, mais il craint qu'il ne fasse prétentieux. Les résistants l'orthographient alors Baulieu et lui choisissent un nouveau prénom : Émile.

Son groupe était affecté au transport d'armes. Il lui est arrivé une fois d'arrêter un fonctionnaire de Vichy. "J'étais trop jeune pour tirer", explique Baulieu. On m'a donc donné une caméra afin de photographier l'exécution. "Je détestais la violence, mais c'étaient vraiment des ennemis et des traîtres", fait-il valoir.

Comme d'autres membres de la Résistance, il a adhéré au Parti communiste, mais a refusé de faire partie des cadres communistes après la guerre. Au lieu de cela, il est entré à la faculté de médecine. Il a travaillé avec un chercheur, Max-Fernand Jayle, devenu aveugle au cours d'une expérience. Le Dr Jayle étudiait l'activité hormonale chez la femme. Devenu le mentor de Baulieu, il lui a permis de devenir professeur titulaire à l'âge de 31 ans.

Au cours de ses recherches, le Dr Baulieu allait rapidement découvrir comment détecter une hormone, la DHEA, qui sert à la synthèse des œstrogènes et de la testostérone, et dont la mesure peut permettre de détecter des maladies comme le cancer des glandes surrénales.

Cela lui a valu une invitation à passer un an à l'université Columbia avec le Dr Seymour Lieberman, spécialiste des stéroïdes. Mais les anciens liens du Dr Baulieu avec les communistes ont conduit le gouvernement Eisenhower à rejeter plusieurs fois sa demande de visa, malgré les supplications de ses collègues scientifiques, et il n'a obtenu de visa qu'après que John F. Kennedy est devenu président.

En 1961, sur le bateau en direction de New York, le Dr Baulieu a rencontré Barbara Rose, une éminente historienne d'art. Elle l'a présenté à des artistes pleins d'avenir, notamment Frank Stella (qu'elle finira par épouser), Jasper Johns, Andy Warhol et Robert Rauschenberg. "Au contact de mes amis artistes, j'ai compris que la recherche scientifique et la création artistique avaient des points communs", écrit le Dr Baulieu. Son admiration pour les gens créatifs n'a jamais faibli, conduisant à des amitiés solides et parfois à des histoires d'amour. Pendant son long mariage avec sa première femme, avec qui il a eu trois enfants, il a eu plusieurs liaisons. "J'ai connu un certain nombre de femmes belles, intéressantes, intelligentes et libres", se remémore-t-il.



AUX ÉTATS-UNIS, HARO SUR LA PILULE ABORTIVE

Après avoir obtenu une victoire retentissante devant la Cour suprême, le 24 juin 2022, avec la révocation de l'arrêt Roe vs Wade qui garantissait le droit constitutionnel à avorter, le mouvement antiavortement outre-Atlantique met le paquet sur la pilule abortive. Matthew Kacsmaryk, juge ultraconservateur du Texas nommé par Donald Trump, doit statuer sous peu sur l'avortement médicamenteux. Il pourrait décider d'une interdiction de la mifépristone (RU 486) sur tout le territoire américain. À l'autre bout du pays, "dans l'État de Washington, un autre juge, Thomas Rice, nommé par Barack Obama, pourrait statuer dans le sens inverse", souligne le site de la chaîne de télévision américaine **CNBC**. Ce juge pourrait rendre une décision visant à empêcher la Food and Drug Administration (FDA, l'agence du médicament américaine) de revenir sur son autorisation, donnée il y a vingt-trois ans, de mise sur le marché de la mifépristone. Et, plus généralement, empêcher la FDA de réduire la disponibilité de la pilule abortive. Si deux jugements contradictoires sont rendus sur la pilule abortive, "l'affaire pourrait alors remonter devant la Cour suprême des États-Unis".

↑ Dessin de Sondron paru dans **L'Avenir**, Namur.

Il a notamment été l'amant de Niki de Saint Phalle, dont certaines peintures et sculptures aux couleurs vives sont exposées chez lui et dans le bureau de son laboratoire. À la fin des années 1970, au domicile du chef d'orchestre Herbert von Karajan, sur la Côte d'Azur, le Dr Baulieu a rencontré l'actrice Sophia Loren, avec qui il dit avoir eu une aventure. En 1991, Sophia Loren a déclaré à *Vanity Fair* : "Nous n'avons jamais été ensemble."

Le processus qui allait aboutir à la mise au point de la pilule abortive par le Dr Baulieu a commencé en 1961. Gregory Pincus, qui a contribué à inventer la pilule contraceptive, l'a invité à prendre la parole lors d'une conférence. Le Dr Pincus, alors codirecteur de la Worcester Foundation for Experimental Biology (Massachusetts), est lui aussi devenu l'un de ses mentors. Il a incité le Dr Baulieu à se rendre à Porto Rico pour observer les essais cliniques sur la pilule anticonceptionnelle. "J'ai vu ce qu'ils faisaient à Porto Rico et j'ai constaté que c'était une vraie avancée pour les femmes", explique le Dr Baulieu.

De retour à Paris, le Dr Baulieu, qui dirigeait une unité de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), a refusé une proposition du laboratoire pharmaceutique Roussel-Uclaf de devenir chef de recherche, mais il a accepté un poste de consultant à temps partiel. Ce qui lui permettait d'utiliser certains laboratoires de la société et d'y travailler sur des molécules, mais sans pouvoir gagner d'argent à partir de produits Roussel-Uclaf.

Il a commencé à songer aux progrès potentiels de la médecine de la reproduction. Pendant sa résidence médicale, il avait appris que certaines femmes souhaitant interrompre leur grossesse utilisaient des bâtons pour provoquer des fausses couches, puis partaient pour l'hôpital. Il avait été choqué d'apprendre que des chirurgiens demandaient à leurs assistants de ne pas anesthésier ces patientes. "J'ai entendu l'un d'entre eux dire : 'Ça lui servira de leçon.'"

En 1970, le Dr Baulieu visitait l'Inde avec un groupe d'intellectuels quand une femme qui mendiait sur un pont de Calcutta s'est approchée de lui. Elle berçait son bébé mort et tenait par la main un enfant qui à son tour tenait la main d'un autre de ses enfants. "J'en ai été vraiment bouleversé, c'est un sentiment qui a persisté toute ma vie", raconte-t-il. Je me dis toujours que Calcutta m'a incité à travailler vraiment dur."

Il a alors commencé à réfléchir, avec ses collaborateurs, à l'idée d'une "pilule abortive". La progestérone est essentielle dans la grossesse, c'est elle qui prépare l'utérus à recevoir et à fixer l'embryon. Comment faire pour empêcher la progestérone de communiquer ses messages aux cellules? "Je voulais créer une antihormone", explique le Dr Baulieu.

Chez des cochons d'Inde, son équipe a identifié des molécules réceptrices avec lesquelles la progestérone se fixait pour communiquer ses messages. Le Dr Baulieu a proposé d'essayer de fabriquer une fausse progestérone, un imposteur qui se lierait aux récepteurs de la progestérone pour que la véritable hormone ne puisse pas le faire.

Il a demandé à des chimistes de Roussel-Uclaf d'essayer de greffer un groupe d'atomes à une molécule ayant la structure de la progestérone, afin qu'elle ressemble suffisamment à cette hormone pour se lier au récepteur de la progestérone. Wolfgang Hilger, le patron de la société allemande Hoechst AG, qui était l'actionnaire majoritaire de Roussel-Uclaf, était un catholique farouchement antiavortement. Pour éviter la polémique pendant les réunions avec les cadres dirigeants de la société, le Dr Baulieu a mis l'accent sur une propriété de la molécule antiprogestérone

qui n'avait aucun rapport avec l'avortement : comme elle bloquait les récepteurs du cortisol, l'hormone du stress, elle pourrait théoriquement traiter les brûlures, les plaies, le glaucome et d'autres affections.

En 1980, le chimiste en chef de Roussel-Uclaf, Georges Teutsch, synthétisait un composé qui fonctionnait comme le Dr Baulieu l'avait prévu. *“Même si ni Teutsch ni la plupart des autres cadres de la société ne l'a compris dans un premier temps, cette molécule était aussi une antiprogesterone, et c'était précisément ce que je voulais”*, souligne-t-il. Enregistrée par Roussel-Uclaf sous le numéro 38486, cette molécule allait être surnommée “RU-486”. Le Dr Baulieu a appelé ce nouveau concept “contragestion” [contraction de “contragestation”], car il empêchait le processus de gestation.

Après que d'autres chercheurs ont testé le RU-486 sur des rats et des singes, le Dr Baulieu a insisté pour que Roussel-Uclaf autorise des essais cliniques sur des femmes, et il a demandé à un ami gynécologue obstétricien suisse, le Dr Walter Herrmann, de mener ces tests. En 1982, une étude a montré que le RU-486 faisait avorter des grossesses précoces chez 9 patientes sur 11. Des essais ultérieurs ont fait apparaître qu'en prescrivant de la prostaglandine, une molécule qui provoque des contractions, après avoir administré le RU-486, on obtenait environ 95 % de résultats. Aujourd'hui, les femmes qui prennent le RU-486 – ou mifépristone – se voient administrer vingt-quatre ou quarante-huit heures plus tard une prostaglandine de synthèse, le misoprostol. *“Jusqu'alors, l'avortement n'était pas proposé d'une manière qui soit à la fois efficace, sûre et pas trop difficile pour les femmes”*, note le Dr Baulieu.

Les antiavortements se sont déchaînés contre Roussel-Uclaf et ont pris d'assaut une réunion d'actionnaires. Établissant un parallèle avec le prédécesseur de Hoechst, I.G. Farben, qui avait fabriqué le Zyklon B utilisé dans les camps de la mort nazis, certains ont hurlé : *“Vous transformez l'utérus en four crématoire !”*

À Washington, une campagne antiavortement a inondé l'ambassade de France de lettres menaçant de boycotter les produits français si la France autorisait la pilule. En septembre 1988, les autorités françaises acceptaient la mise sur le marché du RU-486.

Quelque temps plus tard, lors d'un débat avec le Dr Baulieu à la télévision française, le Dr Jérôme Lejeune, un pédiatre antiavortement qui avait découvert les causes génétiques du syndrome de Down, qualifiait le RU-486 de *“premier pesticide antihumain”* et vaticinait qu'il tuerait *“plus d'êtres humains que Hitler, Mao Zedong et Staline réunis”*.

La levée de boucliers a été si intense que, un mois après l'autorisation du médicament, Roussel-Uclaf a annoncé qu'il cessait de commercialiser le RU-486. Le président de la société, le Dr Edouard Sakiz, a expliqué qu'il craignait un incident violent. Mais le Dr Sakiz a aussi dit au Dr Baulieu qu'il était libre de faire la promotion du RU-486. Celui-ci s'est alors rendu au Brésil pour participer à un Congrès mondial de gynécologie-obstétrique, où des médecins et des chercheurs ont critiqué avec véhémence le retrait par Roussel-Uclaf du RU-486.

Peu après, Claude Évin, le ministre de la Santé français, a qualifié le RU-486 de *“propriété morale des femmes”* et a fait pression sur Roussel-Uclaf – dont l'État était actionnaire – pour qu'il le remette sur le marché. *“Je ne pouvais pas laisser le débat sur l'avortement priver les femmes d'un produit qui représente un progrès médical”*, a-t-il fait valoir.

À partir des années 1980, le Dr Baulieu a commencé à recevoir des courriers haineux, parfois antisémites. Une



EN FRANCE, UN DROIT À L'IVG BIENTÔT DANS LA CONSTITUTION

Le 8 mars, le président Emmanuel Macron a réitéré sa promesse de constitutionnalisation du droit à l'avortement et annoncé la présentation, dans les prochains mois, d'un projet de loi pour inscrire l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la Constitution. Au cours des six derniers mois, l'Assemblée nationale et le Sénat ont tous deux adopté une proposition de loi constitutionnelle visant à protéger et à garantir le droit fondamental à l'IVG, mais dans des termes légèrement différents.

Le Sénat a ajouté un amendement tendant à consacrer la *“liberté de la femme de mettre fin à sa grossesse”*. D'où le choix du président de présenter un projet de loi constitutionnel d'émanation gouvernementale où devrait figurer le terme de *“liberté”*, voté par le Sénat. Pour que le texte soit approuvé, pas besoin de référendum, mais d'un vote du Parlement réuni en congrès à Versailles. Le texte devra alors obtenir la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés.

↑ Dessin de Falco, Cuba.

À partir des années 1980, le Dr Baulieu a reçu des courriers haineux, parfois antisémites. Une affiche à San Francisco l'a assimilé au médecin nazi Josef Mengele.

affiche canadienne montrait une photo du Dr Baulieu avec la légende : *“Recherché pour génocide”*. Une autre à San Francisco l'assimilait au médecin nazi Josef Mengele, les qualifiant de *“frères de sang”*. À La Nouvelle-Orléans, une petite bombe a explosé pendant une conférence, au moment où le Dr Baulieu devait prendre la parole, mais par chance il avait été retardé.

Il a aussi reçu des lettres reconnaissantes des États-Unis. Ses correspondants espéraient que la pilule serait aussi en vente libre dans leur pays.

Pendant des années, craignant que le mouvement antiavortement américain n'entraîne des boycotts de ses autres produits, Roussel-Uclaf a refusé de demander la mise sur le marché du RU-486 aux États-Unis. En 1993, une association pour le droit à l'avortement a commencé à fabriquer la pilule dans un entrepôt de la banlieue de New York. En 1994, dans un contexte où le gouvernement Clinton se faisait le champion du RU-486, Roussel-Uclaf a cédé les droits sur la pilule aux États-Unis à l'ONG à but non lucratif Population Council.

En 1996, la Food and Drug Administration (FDA, l'Agence américaine des médicaments) a accordé une autorisation conditionnelle de mise sur le marché du RU-486. Mais les grands laboratoires pharmaceutiques ne voulaient pas la produire, et l'autorisation pleine et entière n'a été délivrée qu'en 2000, après qu'une petite société, Danco Laboratories, a accepté de fabriquer la molécule.

À l'heure où certains États américains interdisent presque tous les avortements et proposent des actions [en justice] contre les IVG médicamenteuses, d'autres États et le gouvernement Biden ont pris des mesures pour élargir l'accès aux pilules abortives. Les patientes peuvent obtenir des consultations avec des spécialistes de l'IVG par téléconsultation et recevoir les pilules prescrites par courrier. Une nouvelle règle de la FDA va permettre aux pharmaciens de remplir les ordonnances eux-mêmes pour administrer le RU-486. Et, dans les États qui interdisent l'avortement, de nombreuses femmes commandent les pilules par téléconsultation auprès d'associations proavortement.

Aujourd'hui, les recherches se poursuivent dans le laboratoire du Dr Baulieu, situé dans le bâtiment Gregory-Pincus, à l'hôpital Bicêtre.

Le Dr Baulieu a travaillé sur plusieurs hormones stéroïdiennes et a notamment découvert que certaines d'entre elles sont synthétisées dans le cerveau. Il les a appelées *“neurostéroïdes”*. Aujourd'hui, son équipe étudie la maladie d'Alzheimer et a entamé des essais cliniques sur une nouvelle méthode pour traiter la dépression, fondée sur les idées du Dr Baulieu concernant un récepteur d'un certain neurostéroïde.

Le bureau du Dr Baulieu est encombré de documents, de livres, d'objets d'art. Un tableau noir, où l'on voit des schémas sur le traitement des souvenirs dans le cerveau, voisine avec des sculptures avant-gardistes de ses amis artistes. L'homme reste énergique, à peine ralenti par l'utilisation d'une canne, et sa mémoire ne le trahit que rarement.

Le Dr Baulieu dit avoir été effaré par l'arrêt de la Cour suprême américaine remettant en cause le droit à l'avortement, une décision qu'il qualifie de *“scandaleuse”*. D'un autre côté, reconnaît-il, *“c'est une bonne chose que ma pilule soit acceptée par un grand nombre de femmes”*.

Ayant vécu presque un siècle, il a connu aussi bien la guerre que les mouvements sociaux et les innovations scientifiques. *“Je suis optimiste, conclut le Dr Baulieu, car la science vous aide à être optimiste.”*

— Pam Belluck, publié le 17 janvier

NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE



**Courrier
international**

Hors-série Avril-mai 2023
8,90 €



GÉOPOLITIQUE LE MONDE DE DEMAIN

*Comment la guerre
en Ukraine
bouleverse les
alliances, renforce
les autocraties,
soudé l'Occident
et fait émerger
un Sud global.*



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**



Pour apporter à notre alimentation protéines, calcium et vitamines, on n'a pas forcément besoin d'un couteau et d'une fourchette.

Un régime équilibré et varié est la base d'une bonne santé. Car pour apporter à notre corps l'ensemble des nutriments nécessaires à ses différents besoins, nous devons impérativement diversifier notre alimentation. Sources de calcium, de vitamines D, B2 et B12, et riches en protéines, les boissons d'origine végétale Alpro, comme les boissons à base de soja, nous apportent au quotidien plaisir et apports nutritionnels. Elles sont



également naturellement pauvres en matières grasses saturées. Avec Alpro, Danone s'engage pour un approvisionnement et une production locale, en utilisant dans le site de production d'Issenheim uniquement du soja produit en France auprès d'un réseau d'agriculteurs partenaires que Danone accompagne dans leur transition vers une agriculture régénératrice.

**Une seule planète. Une seule santé.*

DANONE. Faire de tous les âges de la vie le plus bel âge.